ALEX
TAYLOR
BREXIT
l'autopsie
d'une illusion
JC Lattès

Alex Taylor

BREXIT
L'AUTOPSIE
D'UNE ILLUSION

JC Lattès

DU MÊME AUTEUR :

Journal d'un apprenti pervers, Jean-Claude Lattès, 2007.

Bouche bée, tout ouïe, Jean-Claude Lattès, 2010.

Quand as-tu vu ton père pour la dernière fois ? Jean-Claude Lattès, 2014.

GREEN SCREEN

— On vient de l’apprendre, Alex Taylor, c’est désormais officiel. Votre pays quitte l’Union européenne. Votre réaction à chaud ?

Il est 7 h 17, le 24 juin 2016. Dans un studio totalement green screen, les deux journalistes du tandem matinal de BFMTV se tournent vers moi, le regard peiné. Je m’aperçois sur le poste de retour, la mine décomposée. Je suis mixé sur fond de drapeaux déchirés, d’un continent amputé. Big Ben se prend pour la tour de Pise.

— Vous savez, mon père s’est battu pendant la Seconde Guerre mondiale. Ma mère était secrétaire sous les bombes, dans le Blitz. Autant je suis, croyez-moi, très fier de ce que la Grande-Bretagne a fait pour l’histoire européenne… Là, en revanche, j’ai honte. C’est mon pays qui vient de donner le top départ du démantèlement de cette formidable chose qu’est l’Union européenne.

« Laisse-le parler, laisse-le parler ! » J’entends les ordres du réalisateur grésiller dans un casque sur le desk. Au moins, j’aurais réussi l’exploit de déplacer la séquence pub sur BFMTV. Je deviens viral sur YouTube.

La veille, pourtant, tout était si différent. Tard le soir, sur ce même plateau, je décortiquais les ultimes sondages qui donnaient le Remain légèrement en tête, « signe d’espoir que même mes

compatriotes, à qui personne ne pourrait reprocher la moindre europhilie, ont décidé, malgré tout… »

Puis, deux heures de sommeil intermittent. Je branche *SkyNews* et vlan ! Le Brexit est un volcan. Son magma gobe tout. De Birmingham à Bristol, le rouge avale le bleu, sauf quelques cratères abandonnés à Londres, en Écosse, et plus loin en Irlande du Nord. David Dimbleby, le journaliste le plus connu de la BBC, était là en 1975 pour annoncer qu'on resterait dans le Marché commun qu'on venait de rejoindre. Plus de quarante ans après, il est fidèle au poste, mes compatriotes visiblement moins : « *The British People have voted, we're out ! »* (Le peuple britannique a voté, nous sortons !)

Je mets le même costume que la veille, la même pochette. Le cœur n'y est plus. Un taxi-moto m'emmène vers les studios et toute une matinée de *breaking news*. C'est dans le virage de la sortie Porte de Vanves, à cinq heures, que le juke-box de mon inconscient met en boucle *Big Yellow Taxi* de Joni Mitchell : « *Don't it always seem to go, that you don't know what you've got till it's gone.* » (N'est-ce pas toujours comme ça ? Tu ne sais pas ce que tu as, tant qu'on ne te l'a pas pris.)

Le Brexit m'a touché au plus profond de moi-même. *It's personal !* Je suis né en 1957, avec la signature du traité de Rome. Mon adolescence coïncide avec l'entrée, tardive, de mon pays dans le club. Ma vie a été infiniment plus riche en raison de cette idée loufoque de réconcilier ce bric-à-brac de pays ayant passé une bonne partie du siècle à se massacrer.

Je viens d'un milieu plutôt modeste, et surtout d'un pays qui était dans les années 1970 (on l'oublie souvent, surtout sur place) l'homme malade du continent. La Grande-Bretagne, obligée de demander des emprunts au FMI, frappait à la porte pendant dix longues années, quémandant de pouvoir rentrer. Cinq ans après j'arrive en France, laissant loin derrière moi *the winter of discontent* – terme shakespearien utilisé pour caractériser l'hiver 1978-1979 du mécontentement. Le Royaume-Uni était au bord du *collapse*, en faillite, criblé par d'interminables grèves. Des poubelles, voire des cadavres, pourrissaient dans les rues, et les ouvertures des *Six*

O'Clock News se partageaient entre déchéance économique, crises politiques et bombes de l'IRA. Les Sex Pistols avaient raison : *it* was "*anarchy in the UK*".

J'étais très content de venir chercher du travail dans un autre pays où j'avais plus ou moins les mêmes droits que les ressortissants. Je me « mouvais librement » comme on dit en anglais. Depuis, il ne se passe pas une journée sans qu'un Français ne me dise « vous avez un accent ». Personne, en revanche, ne m'a jamais fait sentir que je n'avais pas le droit d'être ici, un Européen vivant avec d'autres Européens, en plein cœur de l'Europe.

Il faut toujours une raison pour partir de chez soi. Il faut une motivation encore plus profonde pour rester. J'ai su, à sept ans, que je trouvais les hommes beaux. J'ai grandi dans un pays, à une époque, où deux hommes qui s'aimaient risquaient de se retrouver plutôt en prison que dans un lit. Je n'avais pas de mot pour me décrire. J'ai mis mon premier badge avec le mot « gay » bien plus tard, lors de l'une des toutes premières Gay Pride à Trafalgar Square en 1979. J'avais déjà vingt ans.

Même si mon père m'acceptera plus tard tel que je suis, je me souviens de sa remarque lorsque je lui ai demandé ce que pouvait être un *homosexual* – mot que je venais d'entendre pour la première fois, à dix ans, à la BBC. Il me répondit, comme ceux de sa génération répondaient : « Ce sont des hommes qui ont le poignet mou, qui s'appellent Cecil (un prénom efféminé) et qui aiment les matelots. » Je suis sorti du salon en me disant : « Dieu merci, je n'en fais partie. » J'aimais les garçons mais je n'étais pas un *homosexual.*

Inconsciemment, le petit garçon que j'étais comprit que les langues étaient son visa, son passeport pour tenter sa chance ailleurs. J'arrivais sans bagage. Je laissais derrière moi les insultes en VO de la cour de récré avec l'espoir de dire un jour « je t'aime » dans d'autres langues. Je débarque, en plus, au bon moment, dans un pays déjà plus émancipé et qui allait, le temps d'une décennie, s'ouvrir encore. La « vague rose » de Mitterrand coïncida avec mes vingt ans. Je tombais amoureux de la France. J'ai même démarré ma carrière de journaliste à Fréquence Gay, la première radio gay

au monde financée par un gouvernement. Paris des années 1980 était un phare de libertés comparé au reste de l'Europe, surtout au pays que je venais de quitter. Mrs Thatcher y introduira la néfaste Clause 28 qui interdisait « toute promotion positive de l'homosexualité en public », servant de modèle à Poutine bien des années après. En 2010 David Cameron a même imploré le pardon auprès des associations LGBT pour cette loi « épouvantable » instaurée par son propre parti.

C'est dire que l'Europe pour moi n'est pas tant un projet intellectuel mais une affaire du cœur. Sur ce plateau de BFMTV, le 24 juin 2016, je ne me sentais déjà plus tout à fait citoyen européen. C'était quelque chose que je prenais pour acquis, *I took it for granted*. En votant le Brexit, mes compatriotes m'ont enlevé brutalement, du jour au lendemain, une partie essentielle de mon identité. On venait de m'arracher mes certitudes, mes droits de vivre librement où je voulais, sans même que j'aie mon mot à dire ! Les Français qui vivent à l'étranger ont onze députés pour les représenter à vie, quoi qu'ils fassent ! Les Britanniques ayant quitté le pays depuis plus de quinze ans perdent leur droit de vote. On pourrait comprendre ceci dans le cadre de législatives d'intérêt plus national. Là, il s'agit d'un référendum qui m'enlève tous mes droits, toutes mes certitudes ! En ce qui nous concerne, nous les « traîtres » qui avons quitté le pays, la vengeance est un breakfast qui se mange congelé. Je partage le désarroi, non seulement du million et demi de Britanniques vivant sur le continent, mais aussi des 3,5 millions de ressortissants de l'Union européenne installés au Royaume-Uni. Tous ont exercé leurs droits de citoyen européen, la plupart n'avaient pas le droit de vote, et d'autres sont venus leur retirer toutes certitudes quant aux droits de résidence, de travail et d'accès à la santé.

Du haut de son piédestal, un Brexitteur m'a tweeté sur un ton dédaigneux qu'il votait, lui, non pas en fonction de ses propres intérêts, mais de ceux de son pays. Déjà, il avait la chance d'avoir son mot à dire. Et puis c'est un positionnement des plus aisés lorsque personne ne vient vous arracher vos droits les plus fondamentaux.

Dans la nanoseconde après l'annonce du résultat, je choisis mon camp. En trois semaines, je rassemble formulaires, traductions assermentées, fiches de loyer et de paie. Je passe les tests de niveau de français. J'apprends les innombrables dates des rois de France pour l'entretien d'assimilation. Dix-huit mois après, je suis le fier détenteur d'une nouvelle carte d'identité de cette magnifique République qui m'avait accueilli les bras ouverts quarante ans auparavant. J'ai tweeté une photo, brandissant fièrement mon nouveau passeport devant la Préfecture de Police de Paris. Des milliers de personnes m'ont fait chaud au cœur avec le même message – « Bienvenue chez toi ! »

Le fait de pouvoir fouler le sol du pays où je vis comme un vrai Français, non pas de souche mais d'autant plus de cœur, m'a donné de la distance par rapport au Brexit. J'ai pu faire quelque chose que la langue de mon ex-pays ne permet pas : décolérer. Je trouve même certains aspects du Brexit cocasses. C'est devenu une vraie passion.

J'ai même arrêté de faire du journalisme. Cela faisait trente ans que j'arpentais les coulisses des institutions européennes. Bien avant de cliquer sur la moindre souris, je trempais mes doigts dès potron-minet dans l'encre des premières éditions des journaux de Berlin, Bruxelles et Barcelone. Dans d'innombrables revues de presse, je cherchais des scoops dans les Unes, des postures dans les tribunes à droite et à gauche. Il n'était pas difficile de pointer les incohérences, les faiblesses, les défaillances du système. J'ai fait d'innombrables chroniques, émissions et interviews où il s'agissait de « challenger » un establishment européen bâti trop souvent sur des fondements brinquebalants.

Le Brexit force à faire des choix. Je n'ai plus l'objectivité nécessaire pour en parler. Je m'en réjouis. Je m'arroge le droit de pester ! Je tweete plusieurs fois par jour les aléas et les incohérences de cette décision. Ancien militant gay, j'ai été à bonne école. Ayant déjà fait mon coming out, je m'affiche plus que jamais comme Européen convaincu ! À la place de nos badges roses lors des premières Gay Pride, je tweete et retweete devant l'éternel. Une constellation de *likes* me rassure, je ne suis pas seul.

Tweeter sur le Brexit est une chose. Écrire un livre sur le sujet est évidemment plus casse-gueule. J'aurais pu mettre sur mon raccourci clavier la phrase « au moment où j'écris ces lignes », tant les retombées de ce choix semblent incertaines. Les rebondissements les plus inattendus nous surprennent, non pas au jour le jour, mais d'heure en heure. C'est un peu comme avec la Révolution française vue par les Chinois : il faudrait plusieurs siècles pour savoir si le choix était le bon. Cela a au moins le mérite de nous laisser le temps de la réflexion.

Sans pouvoir prédire l'avenir du Brexit (le lecteur en saura forcément davantage que l'auteur), le recul est suffisamment grand pour rappeler, au moins, d'où il vient. Ayant grandi dans ce pays, étant britannique dans l'âme, sur ma gueule et (encore) dans l'un de mes passeports (la France et la Grande-Bretagne admettent la double nationalité) j'espère pouvoir apporter quelques éclairages sur ce choix très mal compris *on the continent*, et surtout en France.

Nous habitions un monde où tout tournait plutôt autour du verbe « avoir ». Là, pour le coup, il y a une jolie expression en anglais : *the haves and the have-nots* (les riches et les pauvres, ceux qui ont et ceux qui n'ont pas). Aujourd'hui le verbe « être » semble avoir pris sa place. Le Brexit n'est autre qu'une vaste crise d'identité qui prend la forme d'un monologue. « Tribu ou pas tribu ? *That is the question.* » Autant ce soliloque inouï est difficile à réciter en VO, autant les tentatives de traduction sont encore plus à côté de la plaque.

J'ai intitulé ce livre *Brexit, l'autopsie d'une illusion* par provocation. « Anatomie » aurait été plus neutre. Tant pis ! Je vais examiner au scalpel le véritable mobile du meurtre. Les détectives fraîchement débarqués sur le lieu du crime ont du mal à trouver les pistes.

Ensuite nous enquêterons sur les conséquences du délit pour ce que l'on appelle en anglais *« the usual suspects »*, cette pauvre Europe. À la fin, on donnera la parole à ceux qui ont payé les pots.

En écrivant ce livre, je me suis surtout rendu compte qu'à force d'être une vraie crise d'identité, le Brexit a des allures de *crise salutaire.* C'est juste que les Britanniques n'ont pas encore trouvé la traduction de cette expression.

CRABES

« Comment un pays normalement constitué… »

En France, les questions sur le Brexit démarrent souvent ainsi. Pour y répondre, je ne trouve pas mieux que de citer ce qui est arrivé depuis le référendum dans la ville de Grimsby, grand centre de pêche au nord-est de l'Angleterre. Cette histoire a le mérite de cumuler différents éléments de réponse.

Comme beaucoup de villes côtières du pays, Grimsby a voté largement pour le Brexit, à 72 %. Les eaux autour de la ville sont riches en fruits de mer. La majorité de la pêche locale est vendue « on the continent ». Crabes, bulots et homards sont loin de ravir les palais britanniques qui préfèrent la morue importée d'Islande. Les Anglais sont bigrement ouverts au *free movement* des poissons pour leur fish and chips.

Une fois passée l'euphorie de la victoire inattendue du Brexit, les pêcheurs de Grimsby se sont rendu compte que construire des barrières douanières avec leur principal marché n'était peut-être pas l'idée la plus lumineuse. Si la Grande-Bretagne sortait du marché unique, il y aurait des tarifs rendant leur marchandise moins compétitive. Pire encore, les huîtres supporteraient mal le moindre retard. Pourtant, l'un des slogans les plus efficaces des Brexitteurs était on ne peut plus clair : « *Let's take back control of our borders* » (Reprenons le contrôle de nos frontières).

Après quelques mois de réflexion, les responsables de l'industrie organisent une pétition. Une lettre est rédigée à l'intention de la Première ministre. Une délégation part pour la déposer en mains propres. Soucieux de faire du buzz, ils vont jusqu'à poster sur les réseaux sociaux des selfies, brandissant la pétition ainsi que la lettre devant le 10 Downing Street. La formulation de leur demande est révélatrice. Les producteurs exigent une exemption de tarifs, une fois sortis du marché unique européen, certes, mais leurs revendications ne concernent pas les fruits de mer de manière générale. Non. Ce que réclame la délégation n'est autre qu'une exemption en bonne et due forme de tout tarif à la douane pour les fruits de mer… de Grimsby !

Voilà où nous en sommes. *We are where we are*. C'est l'une des expressions les plus entendues dans les innombrables débats sur le Brexit, une sorte de mantra incantatoire prononcé par des députés, commentateurs et autres citoyens déconcertés, le regard en général empreint de perplexité croissante.

« Comment un pays normalement constitué… »

L'histoire de Grimsby fonctionne à plusieurs niveaux. On y voit d'abord l'isolement splendide de l'exceptionnalisme britannique, mis à nu par le Brexit.

Une chose semble claire. Les pêcheurs de Grimsby, ainsi que la majorité des Britanniques qui avaient le droit de voter dans le référendum, sont très remontés contre l'Europe. La simple adjonction du préfixe « euro » à ceci ou cela suffit pour qu'on coupe le cordon ombilical. Euratom ? Europol ? On n'en veut pas ! Nous verrons plus tard le rôle spécifique et pervers dans cette aversion de la presse britannique dont on peut vraiment dire qu'elle est unique en son genre.

Le Brexit n'est que l'ultime symptôme qui montre à quel point les Britanniques sont remontés contre l'Europe. Mais le sont-ils vraiment ? On a envie de répondre : si seulement ! Pendant la semaine suivant l'annonce du référendum, la recherche de loin la plus répandue sur Google était « *what is the EU ?* » Pour en rester dans les métaphores poissonneuses, l'Europe a non seulement bon dos, mais surtout des allures de ce que les amateurs d'Agatha

Christie appellent des *red herrings*, littéralement des harengs rouges, c'est-à-dire une fausse piste.

Ce n'est pas tant l'Union européenne qui menace les petits pêcheurs de Grimsby. Depuis belle lurette les gouvernements britanniques successifs, très free-style, ont permis aux grosses entreprises, européennes ou autres, d'acheter et surtout de monopoliser les « quotas de pêche » internationaux. Les petits pêcheurs écossais qui possèdent, par exemple, 80 % des bateaux n'ont droit qu'à 1 % des quotas de pêche pour leur propre pays. Les sociétés multinationales attrapent le moindre quota dans les immenses filets de leurs chalutiers industriels.

L'Europe milite même contre ces monopoles ! L'article 17 de la Politique commune de la pêche interdit de telles hégémonies, exigeant que les États membres allouent leurs quotas « selon l'impact de la pêche sur l'environnement et leur apport à l'économie locale ». Manque de pot, personne n'en tient compte, surtout dans les eaux britanniques. Ce sont des dispositions royalement ignorées par la Grande-Bretagne depuis que la Common Fisheries Policy fut lancée en 1983. De petits bateaux de moins de dix mètres, 77 % de la flotte anglaise, attrapent seulement 3 % de ces fish qui ignorent tout de leur *Britishness*. Les 97 % restants sont alloués à six entités aux origines nationales opaques. Pendant ce temps, les grands magnats britanniques de la pêche ne se gênent nullement pour rafler les juteux quotas d'autres pays.

Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres où les Britanniques se trompent de cible. Lorsque l'on ne vit plus dans un pays, surtout depuis aussi longtemps que moi, on le voit avec des yeux, peut-être pas d'étranger, mais au moins de déraciné. Sans doute est-on quelque part convaincu qu'il doit rester immobile, dépité de voir que ce n'est pas le cas. La Grande-Bretagne que j'ai quittée en 1980 est profondément différente de celle d'aujourd'hui. La mutation est bien plus grande que celle en France durant la même période. La chose qui me frappe le plus lorsque je m'y rends, c'est cette obsession, assez récente, de tout ce qui concerne la santé et la sécurité, *Health and Safety.*

J’étais récemment dans un hôtel à Londres. La seule chose qui me reste de profondément britannique (et encore, on verra par la suite) est le besoin de prendre du thé avec du lait, surtout *first thing in the morning*. Le lait UHT dans les petites dosettes ne fait pas l’affaire. Au moment de sortir pour aller prendre mon petit-déjeuner, j’emporte innocemment une petite cruche remplie de lait frais, faisant la taille de mon index. Je suis violemment pris à partie par l’hôtesse d’accueil. « Vous n’avez pas le droit de vous promener avec du liquide comme cela ! » Je lui demande pourquoi. « Pour des raisons de santé et de sécurité ! » entonne-t-elle avec son accent espagnol. Je la regarde. Je lui confie sur un ton complice, entre Européens, « vous savez, Madame, j’ai soixante ans, j’ai été journaliste, je me suis promené avec des choses autrement plus dangereuses dans ma vie que cette petite cruche ! » Je rajoute un peu d’espagnol faisant des gestes extravagants : *reglementaciónes muy estupidas.* Au terme d’une conversation de cinq minutes, elle prend le risque de me laisser partir avec mon lait, transféré néanmoins dans un gobelet en plastique qui, à défaut d’être green-friendly, satisfait apparemment aux consignes de l’établissement.

Autre exemple. Ma belle-mère, ma seule attache familiale en Grande-Bretagne, vit à quatre-vingts ans dans un bungalow du Sussex. Elle a besoin d’une aide une fois par semaine. Paula, une jeune femme qui alterne son travail d’aide à domicile avec son passe-temps préféré de randonnées VTT, doit néanmoins se conformer aux nombreuses interdictions imposées par la société qui l’emploie. La liste des activités que les « home-help » n’ont pas le droit d’accomplir est aussi longue qu’étonnante. Il leur est notamment interdit de changer des ampoules, de peur de casser du verre ou de se faire électrocuter. Ils n’ont pas le droit de toucher à des ciseaux ou à d’autres objets coupants. C’est à ma belle-mère de s’y attaquer, malgré l’arthrose dans ses doigts. Ils ont le droit de monter sur des escabeaux pour faire le ménage, à condition de garder un pied par terre. Ils peuvent rassembler les détritus dans des sacs-poubelles. Il leur est interdit en revanche de les déposer dans des poubelles à l’extérieur. C’est donc à ma belle-mère de les trimballer, avec sa canne, vers le fond du jardin.

Les Britanniques sont persuadés que ces dispositifs sont le résultat de sombres directives imposées par Bruxelles. Il n'en est rien. J'ai beau dire, même à des Britanniques europhiles, que cette réglementation à outrance n'existe pas, ou peu, sur le continent, personne ne le croit. Si l'on regarde la télévision britannique dans la journée, une publicité sur trois concerne l'une des nombreuses sociétés des *ambulance chasers* (littéralement qui courent derrière les ambulances). Des cohortes de personnes avec béquilles, pansements et blessures évoquent, le regard douloureux, leur regret de ne pas avoir souscrit telle ou telle assurance. Le téléspectateur découvre avec effroi la reconstitution des faits pendant leur témoignage.

Ces sociétés sont beaucoup plus réglementées en Europe. C'est Mrs Thatcher qui a autorisé leur réclame à la télévision dans les années 1980. Cette *compensation culture*, où chacun a droit à de l'argent en cas de pépin, est responsable de la prolifération de réglementations excessives. Celles-ci infestent la vie des Britanniques qui sont persuadés qu'il s'agit d'une ingérence dans leur quotidien de la part de l'Europe.

Au cours de l'une des nombreuses tables rondes sur le Brexit auxquelles je participe, une dame m'a pris au dépourvu en me demandant quel était l'œuvre, le film ou l'émission britannique qui incarnait le mieux le Brexit. Dur. Le choix s'étend sur toute la gamme du tragique au surréaliste. Mister Bean aux allures de Monty Python sur un générique de *Benny Hill*, pour se retrouver Alice au pays des merveilles ?

Shakespeare en aurait fait ses choux gras. Déjà, la distribution des protagonistes se prête à une dramaturgie des plus palpitantes. Dirigeant les interminables tractations en vue de la sortie du Royaume-Uni, une Première ministre qui avait fait campagne pour le Remain. Harcelée sans relâche par ses Brexitteurs les plus machiavéliques, elle se transforme en héroïne la plus enflammée du Brexit le plus extrême, ânonnant pendant au moins deux ans *Brexit means Brexit !* (Le Brexit c'est le Brexit !) En face, un leader de l'opposition travailliste, Jeremy Corbyn qui a passé sa vie non

seulement à pester mais surtout à voter contre la moindre proposition de loi dès lors qu'elle recelait le mot « européen ». Le voilà contraint à affecter un soutien de façade pour le Remain, dans le souci de ne pas isoler les deux tiers de son électorat, ainsi qu'une proportion encore plus importante de ses propres députés.

Le clown ? Nul doute pour savoir qui décroche le rôle, tant celui qui fut sporadiquement ministre des Affaires étrangères campe aisément ce personnage-clé de toute tragédie shakespearienne. Boris Johnson dirigeait la campagne du Leave, nullement pour gagner, juste dans l'espoir de déstabiliser puis déloger feu le roi Cameron.

Celui qui sut rameuter les foules devant un bus, promettant monts et merveilles sous forme d'argent pour le système de santé, tergiversa longtemps avant de s'ériger en tête de proue du Leave. Sa sœur Rachel, journaliste et ardente Remaineuse, furieuse de l'œuvre de son frère, s'est fendue d'un papier trois jours après le référendum pour dévoiler qu'il n'avait aucune envie de gagner, juste de « marquer le coup ». Dans le genre rater son coup, on ne fait guère mieux.

L'exégèse du Brexit vaut également la peine d'être rappelée. C'est le référendum qui n'aurait jamais dû voir le jour. Il était proposé en 2013 par un Premier ministre qui espérait surtout ne jamais être amené à respecter sa propre parole. David Cameron était sans cesse harcelé par cette crise d'identité qui divisait le parti conservateur depuis 1973. Elle avait eu raison d'autres têtes plus mûres, notamment son héroïne, la Dame de Fer *herself*. Cameron était en coalition avec les Liberal Democrats. Il espérait pouvoir compter sur eux pour apposer un veto façon deus ex machina. Leur dirigeant, le vice-Premier ministre, Nick Clegg, est l'un des plus fervents pro-européens de la classe politique britannique. Manque de pot, Cameron a eu contre toute attente en 2015 une majorité absolue. Elle était très juste mais suffisante pour que l'aile brexitteuse fasse illico presto toc toc au Number 10.

Seul espoir de Cameron désormais : obtenir quelques « réformes » de la part de Bruxelles pour qu'il puisse persuader son électorat de rester dans cette Union européenne, *warts and all*

(malgré ses verrues). Nous parlons évidemment de cette Union européenne dont ce même Cameron avait passé toute sa carrière à dire pis que pendre. Dans un entretien récent à la BBC le président du Conseil européen, Donald Tusk, révèle avoir vu « la peur dans les yeux du Premier ministre » lorsqu'il lui disait que le reste de l'Europe n'allait pas changer à cause de *your stupid referendum* (ton référendum stupide). En tout cas Cameron était la dernière personne qui pouvait enflammer, comme il essaya par la suite de le faire, la campagne du Remain.

Poursuivons avec les références télévisuelles. Des situations plus rocambolesques sont à mixer sur fond de générique de cette autre égérie de l'humour britannique, Benny Hill. L'un des innombrables ministres du Brexit, l'ineffable David Davis, en est le portrait craché, gags à gogo. Prenant conscience que les avions britanniques risquaient tout simplement de ne pas pouvoir décoller en l'absence d'un accord, il s'est fendu d'une annonce pour recruter un responsable, un *Brexit aviation chief* chargé de gérer le cataclysme chaotique *in the skies.* Annonce dans laquelle figure la phrase « *no aviation experience necessary* » (aucune expérience en navigation aérienne nécessaire).

Quant à l'Irlande du Nord, nous sommes carrément dans *Les Aventures d'Alice au pays des merveilles*. Tout tournait autour de la frontière entre cette partie de l'île, contrainte de brexitter malgré elle avec le reste du Royaume-Uni, et la République d'Irlande, plus que jamais partante pour rester dans l'Union européenne. Theresa May décida de son propre chef que le Brexit signifiait surtout le fait de quitter l'Union douanière, chose niée pendant la campagne du référendum par d'éminents Brexitteurs.

Comment gérer cette situation sans revenir vers les affres de ce qui fut, à peine deux générations auparavant, l'une des frontières les plus armées du continent ? Les idées proposées relèvent de ce que l'on pourrait appeler de façon charitable du *magical thinking* (de la pensée magique). Il fut question de tout un escadron de drones censés traquer le moindre camion suspect. Les Brexitteurs optaient pour cette solution jusqu'au moment où on leur a signalé qu'elle n'était peut-être pas des plus fiables une fois la nuit venue. Poussés

dans leurs retranchements, ils n'avaient qu'une solution : *turn a blind eye* (faire *semblant* de ne rien voir côté contrebande). Nous sommes carrément de l'autre côté du miroir pour des gens dont le mantra a toujours été de reprendre le contrôle des frontières avec l'Union européenne et qui, dans le même souffle, affirment qu'ils ne veulent plus contrôler la seule frontière terrestre qu'ils ont avec… l'Union européenne !

Toutes ces situations comiques ne manquent pas de personnages hauts en couleur, avec des traits alternant entre le grotesque et le sombre. Prenez le très aristocrate et fervent Brexitteur Jacob Rees-Mogg, que l'on imagine avec un monocle tout droit sorti d'un roman de P.G. Wodehouse. Il s'agit tout de même de quelqu'un qui a donné à son sixième fils le nom latin de Sixtus Boniface. Il gère une société financière qui se délocalise vers Dublin afin d'éviter les méfaits sur la City de cette sortie de l'Union européenne pour laquelle il a passé sa vie entière à militer.

On accuse souvent les Britanniques d'hypocrisie. Lord Lawson, ministre des Finances de Thatcher et ancien Président du Leave, en fournit un exemple des plus époustouflants. Il s'est tant battu pour que ses compatriotes ne bénéficient plus de la libre circulation des personnes dans l'Union européenne. On ne peut qu'admirer sa pure effronterie lorsqu'il demande, comme si de rien n'était, sa carte de résidence permanente pour se réfugier des méfaits de son Brexit tant aimé dans son manoir gascon !

Tout cela fournirait de la matière on ne peut plus adaptée à une comédie des plus improbables, si ce n'est que derrière les rideaux, la Tragédie attend de faire son entrée. Plus de cent mille emplois en jeu avec Airbus qui menace de ne plus investir en Grande-Bretagne. L'industrie automobile britannique décimée s'il y a la moindre entrave dans la circulation d'innombrables pièces dans ses chaînes de production des deux côtés de la Manche.

Depuis le référendum je suis devenu Mister Brexit sur les chaînes de news françaises. Il ne se passe pas une semaine sans qu'on m'appelle pour venir expliquer tel ou tel rebondissement dans cette saga aux allures de *car crash*. Un journaliste de France 24 English

m'a demandé, à brûle-pourpoint, de définir le Brexit en un seul mot. Le résultat qui est sorti spontanément, sous la pression du direct, de surcroît en VO, a été plus révélateur qu'un monologue longuement réfléchi, j'étais même un peu étonné : *tantrum !*

Pour la traduction, le dictionnaire français propose mollement « colère » ou « caprice », voire « paroxysme ». Seul *The Oxford English Dictionary* cerne véritablement l'étendue des dégâts : « *an uncontrolled outburst of anger and frustration, typically in a young child* » (une explosion de colère et de frustration, typiquement de la part d'un jeune enfant). Au cas où l'on n'aurait pas saisi toute la mesure de la fureur impliquée, on dédouble le degré d'emportement : *to have a temper tantrum* (avoir une crise de colère remplie de colère). Le Brexit n'est autre que ce gros éclat de colère, point culminant d'une vaste crise identitaire qui couve depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Question Time est le rendez-vous politique le plus regardé de la BBC depuis vingt-cinq ans, animé justement par ledit David Dimbledy. Cinq panélistes, députés et ministres y sont confrontés tous les jeudis soir à un public de deux cents personnes dans une espèce de *road show*, chaque fois dans des villes différentes. C'est la meilleure façon de tâter le pouls du pays, une fois sorti de la bulle politique de Westminster. Depuis 2016, il ne se passe pas une semaine sans que l'on consacre la vaste majorité de l'émission au Brexit.

L'impression qui reste après chaque volet est d'une colère ravageuse qui ronge de part et d'autre un pays on ne peut plus clivé. Je n'ai jamais connu mon pays d'origine aussi *bad tempered* (de mauvais poil). Des familles entières ne se parlent plus, des amitiés sont rompues. Que de Christmas dévastés ! Dans le studio on se hurle dessus, Leavers et Remainers essayant de faire grimper l'*applaudimat* pour leurs causes respectives. Après le générique de fin, il suffit de jeter un coup d'œil sur le hashtag de l'émission pour voir les deux camps s'invectiver, et cela jusqu'au bout de la nuit.

Tout le débat politique prend des allures de pantomime. Le mot a un sens particulier dans le contexte du Royaume-Uni. Chaque fin

d'année les enfants britanniques assistent à de véritables *panto's*. Il s'agit de grandes histoires comme Cendrillon ou Ali Baba, mises au goût du jour, souvent avec des comiques ou acteurs de feuilletons à la télévision. Les scripts, mélangeant éléments traditionnels et références à l'actualité pour ne pas trop perdre l'attention des parents dans la salle, suivent des formules classiques.

Il arrive toujours un moment où l'un des protagonistes s'adresse au public pour essayer de résoudre tel ou tel dilemme. Depuis le départ, les enfants guettent la moindre possibilité d'apporter la contradiction. Il suffit que quelqu'un dise « *Oh yes he is !* » pour que la salle entière, chauffée à bloc, réponde d'une voix unique *« Oh no he isn't ! »* Les acteurs reprennent de plus belle, et ainsi de suite avant la dissolution du conflit dans les rires généralisés.

Nous y sommes avec le Brexit, l'hilarité en moins ! Le dialogue n'est quasiment plus possible. De chaque côté, les partisans s'emportent et s'invectivent. À la télévision, dans le moindre débat touchant à ce thème fétiche, avant même que les intervenants ouvrent la bouche, le téléspectateur cherche instinctivement les « bons » et les « méchants », Leave ou Remain.

Je le constate lorsque je fais partie de ces plateaux sur les chaînes de news en France. Comme il y a très peu de Brexitteurs vivant à Paris, il est difficile de les persuader d'y participer. Quand on en trouve, la pantomime escomptée se met vite en place. J'ai en souvenir un échange particulièrement vif avec une « Ukippeuse » qui s'appelait Margot. Le « t » de son prénom, sans doute trop continental à son goût, était tout sauf muet. Et elle aussi. L'animateur a eu de plus en plus de mal à interrompre le flot de nos échanges qui se sont soldés sur fond de générique, à grands coups de « *you're outrageous* », « *no, you're outrageous !* »

Une chose que j'ai apprise avec le Brexit c'est à quel point cette question qui touche plus que tout autre à l'identité nationale sort directement des tripes. Le débat politique atteint souvent le *ground zero* dans son état le plus brut. Inutile de brandir des chiffres, des faits. La moindre contestation sur le bien-fondé du rêve Brexit est immédiatement contrée, sans pour autant être désamorcée, par l'incantation du mantra « projet peur » (cette parade n'a d'ailleurs

pas tardé à faire des émules sur le continent). Outré par les contestations d'un énième expert prévenant des méfaits économiques du projet dont il était l'incontestable vedette, la réponse spontanée de Boris Johnson est on ne peut plus irréductible : « *F**ck Business !* »

Nous sommes clairement dans le domaine du *Cognitive Bias Confirmation* (le biais de confirmation). Une fois une décision prise, le cerveau a tendance à tout faire pour se justifier, parfois aux dépens de la véracité des informations. La ville de Sunderland a été la première à annoncer un vote étonnamment large en faveur du Leave. Plus de 70 % des habitants ont voté pour, en dépit des menaces qu'une sortie du marché unique constituait pour leur principal employeur, Nissan. L'industrie automobile dépend plus que tout autre de la *last-minute delivery.* À quelques semaines de la sortie prévue de la Grande-Bretagne en mars 2019, la société japonaise annonce sa décision de ne plus investir dans une nouvelle usine initialement prévue dans la ville. Le Brexit est cité comme l'une des raisons.

Les Leavers de Sunderland n'y voient pas une raison de mettre en cause leur vote. Bien au contraire ! Le jour de la décision ils sont nombreux à expliquer dans les micros-trottoirs devant l'usine menacée que la décision du management est le résultat des tergiversations des Remainers, responsables, eux, de l'ambiance d'incertitude générale autour de la relation future avec l'Union européenne. En aucun cas, et malgré les déclarations du *board* même de Nissan, le choix du Brexit ne devait être mis en cause.

À l'autre extrême, certains Remainers ne sont nullement réticents à coucher le débat dans des termes frôlant le paroxysme. L'archevêque de Cantorbéry est intervenu à un moment pour faire les louanges mirobolantes d'une Union européenne qu'il voit comme « le plus grand rêve que l'humanité ait réalisé depuis l'Empire romain ».

Un pays normalement constitué ? Disséquons le cadavre. Une première incision, dans l'épiderme. Tournons-nous vers la géographie. Les Britanniques vivent sur une île. Cela définit

clairement une identité à part. Justement nous allons voir, le pays est nettement moins constitué et moins normal que ce que l’on croit.

PATATES

Si les Britanniques étaient un peu plus sûrs de leur place dans le monde actuel, ils passeraient moins de temps à ériger, à l'encontre de leurs voisins, cette grande barricade qu'est le Brexit ! Vu de l'extérieur, on a souvent l'impression que c'est un peuple insulaire, uni, sûr de *who they are*. Sur place, la notion de « British » est de moins en moins évidente face aux vents et marées d'en face.

Beaucoup de Français, notamment mes confrères, confondent anglais et britannique. Quelles sont au juste les « îles » Britanniques ? Il n'y en a pas qu'une. En tout ce sont plus de six mille, deux grandes et une multitude de petites. L'inférieure des deux principales, l'Irlande, est partagée entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Ensemble avec la Grande-Bretagne ce sont les « British Isles ». Après les affres de la lutte pour leur indépendance, beaucoup d'Irlandais se rebiffent contre l'idée même de vivre dans une île qui, sur les cartes, reste estampillée du nom de l'ancien colonisateur. La République d'Irlande est parfois connue sous le nom Éire, mais uniquement par ceux qui n'y habitent pas ! Il s'agit d'un intitulé administratif conféré par Londres avant l'indépendance de l'île en 1922, afin de différencier les 26 « counties » du Sud des 6 au nord, lesquelles resteront, par la suite, britanniques. De surcroît, « éire » signifie « fardeau » en gaélique.

Ils sont encore plus mécontents lorsque les voisins voraces appellent la partie septentrionale de leur île commune « Ulster ». À

nouveau à tort. L'Ulster comporte 9 « counties » dont 3 se trouvent toujours en République d'Irlande. C'est la même erreur pour ceux qui parlent de « la Hollande » qui n'est qu'une partie de l'ensemble des provinces qui composent les Pays-Bas, le tout étant plutôt néerlandais et parfois batave.

« Britannique » correspond aux *deux* îles donc mais, hors de ce contexte géographique, l'adjectif British s'applique à la Grande-Bretagne plus l'Irlande du Nord. Les deux se trouvent réunies sous une seule entité administrative : le Royaume-Uni. C'est le cas par exemple lorsque ces deux entités cherchent, en général désespérément, une chanson à envoyer au Concours de l'Eurovision, initiative qui aboutit en général à *United Kingdom, no points.* C'est le contraire, en revanche, lorsque ces mêmes pays se présentent, du moins depuis 1999, aux Jeux olympiques. Des athlètes anglais, écossais, gallois et de l'Irlande du Nord concourent non pas au nom du Royaume-Uni mais sous la bannière « Team GB ».

Si le « filet de sécurité » ou *backstop*, garantissant l'absence de frontière entre les deux Irlandes, fut la principale pierre d'achoppement dans les tractations autour de l'accord de sortie de l'Union européenne, c'est que nous sommes en plein cœur du débat identitaire. Dans les années 1970, impossible de regarder le moindre bulletin de la BBC sans des images des Troubles dans la partie britannique de l'île. La frontière était alors l'une des plus armées de l'Europe.

Le fait que les deux pays appartiennent à l'Union européenne a beaucoup joué pour dompter les antagonismes, surtout depuis l'accord du Vendredi saint en 1988. Les anciens postes de douane semblaient désormais caducs. Chaque personne née en Irlande du Nord peut avoir les deux passeports, britannique ou irlandais. Moins de la moitié des habitants se définissent comme « britanniques » selon un sondage de la BBC réalisé juste avant le Brexit.

Auparavant, lorsque les catholiques constituaient un tiers seulement de la population, les choses étaient plus claires. Les protestants ne voyaient aucun intérêt à devenir minoritaires dans

une Irlande réunie. Aujourd'hui tout a changé au niveau démographique. L'on approche des 50/50. Plus, la République d'Irlande est sans doute le pays européen qui s'est le plus transformé depuis vingt ans, au niveau des mœurs avec un « oui » massif au mariage gay, au divorce et à l'avortement. C'était inimaginable au temps des Troubles. En plus, il s'agit peut-être d'un pays incontestablement europhile, 90 % des ressortissants se disent attachés à leur appartenance à l'Union européenne.

Il ne faut jamais oublier que la plupart des habitants de l'Irlande du Nord, conscients des risques d'une réintroduction de la frontière, ont voté pour Remain. Dans les élections législatives, en revanche, les gens votent davantage selon les allégeances religieuses. Paradoxalement, ils sont représentés aux Communes par une dizaine de députés du Democratic Unionist Party qui comptent parmi les Brexitteurs les plus durs. Theresa May, ayant perdu sa majorité en 2017, dépendait du soutien de ce parti dont l'importance a été par conséquent considérablement gonflée. Ils refusent haut et fort tout traitement différent par rapport au reste du Royaume-Uni, du moins en ce qui concerne le commerce et l'appartenance à une union douanière avec le reste de l'Union européenne, juste de l'autre côté de leur frontière terrestre. Ils sont néanmoins tout aussi virulents lorsqu'il s'agit de réclamer leur droit de ne pas appliquer le mariage gay voté par le parlement de Londres en 2013, faisant de l'Irlande du Nord la seule partie des deux îles Britanniques où il reste interdit.

Les Unionistes de l'Ulster sont plus royalistes que la Reine, plus British que les Britanniques. Cela se manifeste au cours de leurs étonnants défilés à l'occasion du Orange Day. Il s'agit de commémorer la victoire du prince William d'Orange sur le roi James II à l'occasion de la bataille de la Boyne en 1690. Le moins que l'on puisse dire est que ces « parades » triomphalistes sont on ne peut plus provocatrices à l'égard des communautés catholiques, représentant le summum d'une identité britannique désuète.

Autre signe de cette crise identitaire, les Britanniques ont de plus en plus de mal avec les autres drapeaux de « notre union précieuse ». C'est le terme employé par Theresa May avec une emphase d'autant plus appuyée que sa politique semblait la mettre

en péril. L'un des effets les plus pervers du Brexit (il n'en manque pas) est d'avoir exacerbé un nationalisme « anglais » depuis longtemps étouffé. À quoi bon réclamer autrefois son indépendance à l'époque où l'on était clairement *top-dog* ?

Les Écossais ont voté, eux aussi, à 62 % pour Remain. On leur avait promis, lors du référendum sur l'indépendance en 2014, que ne pas se séparer du Royaume-Uni était le moyen le plus sûr de rester dans l'Union européenne. À peine deux ans après les voilà arrachés du reste du continent par ces « Sassenach » (saxons) d'Anglais. Nul ne peut douter du côté péjoratif de ce terme, prononcé avec toute la hargne gutturale de l'accent gaélique.

Les Anglais n'ont décidé que récemment de faire ce que d'autres « peuples » normalement constitués font depuis belle lurette : « agiter » leur drapeau. Le verbe anglais n'est pourtant pas compliqué : *To fly the flag*. Il s'agit d'une croix rouge sur fond blanc, celle du saint patron du pays saint George, comme le savent fort bien les adeptes de la vexillologie (l'étude des drapeaux). Bon nombre de ceux, pourtant « nés en toi » (*born of thee* selon les paroles de *Pomp and Circumstance* d'Elgar), ignoraient son existence jusqu'en 1996. C'est alors qu'il est soudain brandi pour la première fois à l'occasion de la Coupe du monde. L'équipe « anglaise » voulait se démarquer une bonne fois pour toutes de ces *losers* de part et d'autre de ses frontières terrestres.

Sa présence fut néanmoins assez polémique, vu la réputation pendant de longues années de certains supporters *anglais* qui font de leur mieux pour rappeler l'origine anglaise du mot *hooligan*. Lors de la Coupe du monde de 2018 en Russie, le chef de la police britannique exigea même que les supporters se déplacent sans drapeaux. Ceux-ci avaient selon lui « un aspect impérialiste pouvant engendrer des antagonismes ». C'était loin d'être un argument efficace pour les en dissuader.

Néanmoins, pour avoir passé un week-end en Grande-Bretagne lors de cette même Coupe du monde de 2018, j'ai remarqué plutôt une absence de drapeaux. Pourquoi ? En peu de temps il est devenu le repère le plus reconnaissable du nationalisme anglais pure souche. Il est souvent brandi par ceux qu'on appelle depuis peu

des « *gammon* ». Le terme désigne du jambon cuit et salé rosâtre. Cette couleur correspond à l'afflux de sang non seulement dans les joues des nationalistes blancs lorsqu'ils hurlent ou boivent (souvent les deux à la fois), mais aussi le rougissement dû à l'exposition au soleil de leur torse nu, en général aussi tatoué qu'enveloppé.

« Gammon » ne s'applique pas qu'aux racistes. Une journaliste du *Times* traita une fois David Cameron de « *slightly camp gammon robot* » (un robot *gammon* légèrement efféminé). Une véritable tempête fut déclenchée lorsqu'un blogueur a publié la photo de plusieurs participants pro-Brexit dans le public d'un débat à la BBC. Il intitula par pure provocation son cliché *« the wall of gammon* » (le mur des jambons). Une députée travailliste a dû démissionner de son poste de porte-parole du parti après avoir tweeté la photo d'une maison de la ville de Rochester avec trois drapeaux anglais aux fenêtres. Garée devant, une camionnette blanche, cet autre symbole des Brexitteurs « du peuple ». On est face au home sweet home du *white van man*. Le tweet donnait l'impression de ne pas suffisamment respecter le vote ouvrier en faveur du Brexit.

Face à une telle confusion « maison » et autant de velléités séparatistes, qui peut s'étonner si de nombreux journalistes français se mélangent les pinceaux, parlant de choses qui n'existent pas, comme l'humour « anglais », ou du gouvernement « anglais ». Deux concepts impossibles sur place, sans susciter l'ire des Gallois, Écossais et autres Celtes amputés de représentation à Westminster ainsi que de cette faculté de rire censée être l'un des principaux traits du *Britishness*. Le gouvernement « anglais » dont on entend si souvent parler dans les médias français n'est qu'une chimère. Pour le moment.

53 % des Anglais ont voté le Brexit, 60 % dans certaines régions. Un sondage début 2019 montre que 35 % des habitants de l'Angleterre se sentent plus anglais que britanniques et leur nombre ne cesse de grimper. Combien pour le contraire ? 18 % seulement, et le nombre décroît. Près de la moitié des Anglais veulent un parlement anglais, même si aucun député ou représentant ne fait campagne pour le réclamer. C'est un thème largement absent des médias.

L'Angleterre n'a pas d'hymne. Peu d'Anglais connaissent la date de la fête nationale, le jour de ce même saint George (le 23 avril). Il ne faudrait pas leur dire que ce « héros national », quintessence même du Englishness, n'est pas de souche anglaise, étant le fils d'une famille grecque orthodoxe habitant en Syrie.

Le Brexit a fait sonner le réveil du nationalisme anglais depuis longtemps mis sur le bouton « somnoler ». Ces agissements ne font qu'exacerber des velléités indépendantistes déjà plus retentissantes. L'autonomie consentie ces dernières années par Londres aux parlements écossais, gallois et en Irlande du Nord suscite déjà la polémique sur l'appellation « pays ». Le pouvoir londonien en a donc trouvé une autre, dans l'un de ses moments les plus abstrus : *the devolved administrations (*les administrations dévolues).

À défaut d'être la grande panacée promise sur les bus, le Brexit risque d'être la sage-femme facilitant l'accouchement de l'indépendance écossaise ainsi que la réunification de l'Irlande. La plus grande incertitude sera de savoir lequel des jumeaux émergera le premier. Ces deux « pays » ont voté pour rester dans l'Union européenne, contrairement à l'Angleterre et au pays de Galles. Ce seront les premiers à vouloir trancher le cordon ombilical avec Londres. Les journalistes français vont finir par avoir raison et pourront continuer à parler des « Anglais » qui quittent l'Europe.

Les mots ont de l'importance. N'oublions pas qu'il y a le mot « *Great* » dans *Great Britain*. Il y a tout de même peu de pays au monde qui s'autorisent un tel compliment. On imagine sans mal l'accueil réservé aux *Great* United States of America, ou encore moins *Grossdeutschland.* La France a peut-être une certaine idée d'elle-même et de sa grandeur. Elle ne se pavane pas pour autant avec son nom.

Impossible de déterminer quand l'adjectif « *Great* » fut acoquiné à « *Britain* ». La théorie la plus probable veut que ce soit l'arrogance du roi James Ier. Loin de lui l'idée d'être le simple roi d'une province de la Bretagne romaine (qui incluait l'Angleterre et une partie du pays de Galles). Il insista pour qu'on l'appelle *The King of Great Britain.*

Autre signe de cette crise autour de l'identité britannique, on insiste aujourd'hui nettement plus qu'auparavant sur cet adjectif constituant. Un simple regard sur les programmes de télévision des chaînes britanniques suffit. On tombe rapidement sur *The Great British Quiz*, *The Great British Swim* (la natation), ou *The Great British Darts show* (les fléchettes). C'est l'une des raisons pour lesquelles les Brexitteurs n'ont pas pu copier le slogan de Trump « *Make America Great Again* ». Difficile de rendre sa grandeur à un pays qui « *self-identifies* » déjà si ostensiblement en tant que tel.

Le meilleur exemple est l'émission qui caracole depuis quelques années en haut de l'audimat, *The Great British Bake Off.* Des apprentis cuisiniers rivalisent pour créer des *cakes* les plus extravagants. Ils tentent surtout d'éviter le blâme national qui attend tout pauvre candidat qui a le malheur de sortir du four la moindre création faisant preuve d'un *soggy bottom* (le fond mou).

Ce n'était pas toujours ainsi. Même Mrs Thatcher parlait plutôt de « *Britain* » supposant sans doute qu'avec elle, sa grandeur n'avait nullement besoin d'être brandie de la sorte. Même la Reine parle toujours du « *people of Britain* ». Ce besoin récent d'auto-encensement est le propre d'un pays en pleine interrogation. Cela rappelle la phrase de la reine Gertrude dans *Hamlet* de Shakespeare qui pointe l'excès de zèle rendant peu convaincante toute déclaration trop empressée : « *The Lady doth protest too much, methinks* » (La dame proteste de trop, me semble-t-il).

Pour autant, les velléités de ne pas être « britannique » ne s'arrêtent pas aux « pays ». Je le sais par expérience, ayant grandi dans une partie de l'Angleterre, la Cornouaille, où certains refusent depuis des siècles de se définir comme « anglais », et encore moins comme britanniques. Si l'on imagine toute la Grande-Bretagne comme un chauffeur de voiture, la Cornouaille en est le pied. Même sur cette extrémité du corps, le Brexit laisse quelques traces d'ADN, minimes certes, mais révélatrices.

Je suis né à Luton, au nord de Londres. À la fin des années 1950 le « smog » emmitouflait encore la capitale et ses environs. Mes parents anglais ont « émigré » vers l'extrême sud-ouest du pays afin

d’offrir un air plus pur à leur seul et unique fils, né avec quelques faiblesses pulmonaires. Plus exactement en Cornouaille, ou les Cornouailles, puisque les Français hésitent. *Cornwall* en tout cas, le pays des mouettes et des goélands !

J’avais les bronches plus aérées, mais pas l’accent du coin. « *Emmets and grockels* » sont des termes péjoratifs attribués aux non-Cornouaillais, respectivement étrangers et touristes. En été, des hordes débarquaient sur ce que l’on appelle le plus sérieusement du monde, aujourd’hui encore, *the Cornish Riviera*. Disons que c’est la partie du littoral britannique où une baignade comporte le moins de risques d’hydrocution.

Les Cornouaillais, les vrais de vrais, considèrent comme des étrangers tous ceux qui viennent de l’autre côté du pont Tamar qui sépare ce *county* de celui d’en face, le Devon. La reine-mère s’est déplacée en 1962 pour inaugurer ce qui allait devenir le principal point de passage avec l’étranger, et par conséquent *notre* frontière entre nous et les Anglais d’en face ! Jusque-là nous étions bien isolés.

Ceux qui souhaitaient transiter entre ces deux mondes avaient un choix : soit emprunter The Torpoint Ferry, soit entamer un très large détour, remontant tout en haut de l’estuaire pour se lancer dans la traversée périlleuse du pont de Gunnislake, datant de l’an 1520 et fort inadapté aux grands véhicules modernes ! Le projet de construction de ce pont Tamar est resté longtemps dans les tiroirs poussiéreux des gouvernements londoniens. Lors de notre arrivée sur place, l’administration était *unenthusiastic* à l’idée de dépenser de l’argent pour rendre la Cornouaille plus accessible.

Une vieille hargne contre « l’envahisseur » résiste toujours, si l’on en croit la presse locale à propos des Jeux olympiques de 2012. Il était prévu que l’on filme le passage de la torche sur ce même pont, geste symbolique de la vieille terre celte « tendant la main » au reste du monde. Les organisateurs y renoncent à la dernière minute, expliquant qu’aucun autre passage entre différents *counties* n’était prévu, réduisant ainsi la terre des vieux menhirs au statut d’un *county* comme un autre, au grand dam des nationalistes.

Il y avait même une langue cornouaillaise, apparentée au breton. La dernière autochtone unilingue, Chesten Marchant, est morte en 1676. Ceci ne constitua pas un obstacle suffisant à l'irruption sporadique de cet idiome dans notre programme scolaire. Nous devions apprendre par cœur des couplets de l'hymne national cornouaillais.

Ô terre de mes ancêtres, tes enfants t'aiment tant, Chère patrie de l'Ouest, quel pays est ton égal ?

Partout dans le monde, nous voyageons loin,

Mais notre amour est pour toi !

Cornouaille, Cornouaille, Cornouaille !

Nous étions nombreux à chanter faux. Ajoutez à ceci mon accent qui n'était pas du coin. On comprendra le sentiment d'étrangéité que je ressentais en mimant avec enthousiasme des louanges à l'égard de notre si cher *Kernow, Kernow, Kernow.* Je devais faire la même tête qu'un certain John Redwood, alors Secrétaire d'État pour le pays de Galles, bien des années après en 1993. Le Premier ministre John Major ne disposait dans son cabinet d'aucun Gallois natif. Son dévolu tombe sur Redwood, anglais pure souche, choix immédiatement dénoncé par un représentant de Plaid Cymru, le parti nationaliste gallois comme « la nomination politique la plus bizarre depuis que Caligula éleva son cheval au rang de sénateur ».

Peu de jours après sa nomination il fut expédié à un rassemblement au cœur de son nouveau fief. À la fin de la réunion il s'agit de chanter l'hymne gallois. Un détour sur YouTube vaut la peine. Il suffit de taper « *Redwood Welsh anthem* » pour voir son effroi de devoir entonner une mélodie qu'il n'a manifestement jamais entendue, ainsi que ses tentatives de mimer les paroles dans la vieille langue nationale.

Certains Cornouaillais nourrissent aujourd'hui encore des ambitions d'indépendance. Lors du dernier recensement de la population en 2011, 73 000 personnes (sur une population totale d'un demi-million) ont tenu à marquer, d'autant plus que l'option n'était même pas proposée, leur nationalité comme bel et bien « cornouaillaise ».

Si la fierté cornouaillaise est restée longtemps plus pittoresque que militante, c'est qu'elle est l'une des régions britanniques les plus pauvres. Comme beaucoup d'autres, elle a voté Leave dans le référendum sur le Brexit. Beaucoup de projets locaux d'infrastructure avaient été financés par l'Union européenne. Il a fallu très peu de temps pour que la panique s'installe. Quelques semaines après le référendum, les responsables ont écrit à Mrs May pour s'assurer que les fonds structurels soient remplacés par des plans d'investissement « britanniques ». Les réponses des *emmets* n'étaient guère encourageantes.

La simple géographie a de plus en plus de mal, surtout par les temps qui courent, à cantonner les régionalismes au sein de ce que Shakespeare appela « *this sceptered isle* » (ces îles couronnées par le sceptre de la souveraineté). Certes, la France est pareille avec ses nombreuses régions. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la France n'a pas lésiné sur les moyens de contenir ces différences grâce à une administration centrale, tamponnant leur identité de façon on ne peut plus bureaucratique. C'est le contraire total en Grande-Bretagne. Cette absence de conceptualisation formelle de l'identité est l'un des éléments mal compris, si ce n'est ignorés à l'étranger. Elle joue un rôle pourtant capital dans l'attitude britannique à l'égard de la zone Schengen, devenue centrale dans la campagne du Leave.

PIGEONS

Les Britanniques n'ont pas de pièces d'identité. Inimaginable ailleurs. Les raisons de cette absence remontent au cœur de la conception qu'ils ont de leur « contrat » avec la nation. Il suffit de regarder les tentatives maladroites de traduire les termes touchant aux papiers d'identité en anglais. Difficile d'avoir des « sans-papiers », lorsqu'il n'y a pas de papiers à avoir ! Il n'y a pas de terme dédié, ni de traduction exacte. On tombe sur « *people without documentation* », « *people with no papers* », « *illegal immigrants* », « *migrants* ». « *Undocumented* » est peu confortable, tout comme les « *illegal people* » aux allures franchement extraterrestres. Pourquoi un concept si clair, fondamental dans la validation de l'identité continentale, ne traverse-t-il pas la Manche ?

« Vous avez une pièce d'identité ? » La traduction en anglais retentit avec un accent d'outre Atlantique, « *do you have I.D. ?* » Si l'on tente de la formuler d'une façon plus britannique « *have you got…* », elle se perd vite dans toutes sortes de fioritures alambiquées. « *Have you got some means of maybe proving who you are, please, if you don't mind awfully ?* » (Auriez-vous éventuellement un moyen de tenter de prouver qui vous êtes, si jamais cela ne vous dérangeait pas ?).

Vivant sur le continent depuis quarante ans, je tique encore à l'idée de faire ce que font mes nouveaux compatriotes le plus naturellement du monde, jour après jour : se « munir » d'une « pièce

d'identité ». La couleur de ma peau me facilite certes ce laisser-aller un brin révolutionnaire. Il reste néanmoins une révolte innée à l'idée de devoir prouver qui je suis, a fortiori « à qui de droit ».

Le vocabulaire des deux langues autour des procédures administratives touchant à l'identité est éclairant. D'abord on fait quelque chose de très intéressant en France quand on met sa carte dans sa poche. On se « munit » d'une pièce d'identité comme dans le temps on se munissait d'une arme. On est sur la défensive, parant aux attaques de toute une armée de fonctionnaires, déterminés à démasquer les intrus !

Les identités sont constatées, prouvées lors de « contrôles ». Un autre faux ami ! Quand bien même les Britanniques auraient des pièces d'identité, celles-ci seraient plutôt *verified* voire *checked*. *To control* est réservé au « pouvoir d'influencer le comportement d'autrui ». *To control or not to control*. Ce n'est pas pour rien que c'était le maître mot du slogan du Leave lors du référendum sur le Brexit, cette panacée nationale censée *take back control*. Cela a permis à ses défenseurs de dépeindre l'Union européenne comme peuplée de *control-freaks*, ourdissant dans les coulisses bruxelloises leurs sombres complots pour s'immiscer dans les affaires des autres.

Toute l'ambiguïté autour de ce seul verbe sème l'incompréhension entre les deux pays. Cela est illustré par la remarque à la BBC d'un responsable du port de Calais le jour même où j'écris ces lignes. Voulant rassurer ses voisins d'en face qu'il n'y aurait pas de queue pour les camions en cas d'un no-deal Brexit, il affirme dans son anglais sous influence française « *there will be no controls at our borders* ». Loin de calmer les craintes des Brexitteurs, il n'aura fait que les attiser.

Cette absence de papiers d'identité, incompréhensible et souvent ignorée de ce côté de la Manche, rend le refus britannique d'appartenir à Schengen, même quand ils étaient dans l'Union européenne, plus compréhensible. Une fois passées les falaises blanches de Douvres, il est infiniment plus difficile de savoir à qui l'on a affaire, puisqu'aucun représentant de l'État n'a le droit de vous demander de le prouver.

Cela ne les empêche pas, surtout dans cette période où ils ont besoin d'être cajolés, de tourner ceci en auto-encensement. Dans les médias britanniques on mentionne très peu que cette absence de papiers est l'une des principales motivations des Africains à Calais voulant se rendre en Grande-Bretagne. Une fois sur le sol britannique, les contrôles d'identité n'existent pas. Les reportages à la télévision laissent plutôt sous-entendre que la vie y est tout simplement, forcément, plus agréable qu'ailleurs.

Dès mon arrivée en France l'idée selon laquelle l'identité était quelque chose que l'on pouvait « contrôler » me paraissait saugrenue. Je n'y avais jamais songé. Comme le fait de « composter » des billets, système qui semble d'une évidence lumineuse dans un pays cartésien mais qui laisse bon nombre d'étrangers comme des âmes en peine devant ces bornes qui ne bipent que dans les gares de l'Hexagone !

Ensuite, il y a le terme franchement curieux : une « pièce » d'identité. Comme une belle « pièce » de rosbif découpée par ces bouchers de la douane ! La Grande-Bretagne n'aime pas formuler des choses. Dans le genre *« each man kills the thing he loves »,* définir c'est déjà détruire. Comment expliquer sinon qu'il s'agit de l'un des rarissimes pays au monde, avec l'Arabie Saoudite, à ne pas avoir une Constitution écrite ? On fait parce qu'on a fait. On est parce qu'on était. Leur identité est comme leur justice. *I am who I say I am*, jusqu'à preuve du contraire.

Il existe des millions de Britanniques qui passent leur vie entière sans avoir le moindre « document identitaire ». C'est uniquement lorsqu'ils voyagent à l'étranger qu'ils s'y résolvent. Ma grand-mère n'a jamais mis les pieds à l'étranger. Elle n'a pas eu de passeport, ni aucun autre document prouvant qui elle était. Selon le dernier recensement officiel de la population en 2011, 9,5 millions de Britanniques n'avaient aucune *pièce* d'identité.

Tout ceci est fort déstabilisateur pour des continentaux habitués à avoir des « preuves ». Cela n'a pas toujours été comme cela. Les Britanniques ont accepté, grinçant les dents, d'avoir des « papiers » mais seulement in extremis, face au terrorisme ou à la guerre. Des *« identity papers »* furent introduits pour la première fois en 1914. Ils

étaient abolis illico presto après la fin du conflit. Pour constater l'effroi que leur présence engendrait, il suffit de lire l'un des plus grands historiens britanniques, A.J.P. Taylor (aucun lien), qui décrit cette démarche comme « une énorme indignité », au nom de laquelle des policiers « harassaient » les citoyens. De même pour la Seconde Guerre mondiale. On les réintroduit afin de « protéger le peuple contre des parachutistes nazis risquant de se mêler à la population ». C'est l'explication dans le projet de loi passé, plus ou moins en catimini, au début du conflit.

Ces tracasseries administratives sont fort bien racontées dans *Passport to Pimlico*, film comique de 1949. Il s'agit d'un vrai quartier, assez populaire, de la capitale qui est en réalité une dépendance du duché de Bourgogne, statut qui n'a pas été révoqué depuis le Moyen Âge. Voilà que débarque le duc de Bourgogne, revendiquant ses droits. Il incite les habitants à proclamer leur indépendance par rapport aux autorités « occupantes ». Ses nouveaux compatriotes ne sont que trop contents d'y adhérer, notamment en raison des lois draconiennes concernant le rationnement.

Pour ramener les insurgés à l'ordre, Londres décrète un siège de la population, interrompant toute fourniture de l'eau et de l'électricité. Les habitants montent la résistance. Dans l'une des scènes les plus comiques, les douaniers nouvellement recrutés de Pimlico rentrent dans une rame de métro passant sous leur territoire. Avec une hargne des plus tracassières, ils réclament aux voyageurs « étrangers » ahuris leurs papiers et documents, « maintenant que vous vous trouvez en territoire bourguignon ! »

Si le film a marché, c'est qu'il « parlait » aux Britanniques de l'époque. On peut constater l'indignation à l'égard de la chose administrative dans l'un des procès les plus retentissants de 1950, opposant Clarence Henry Willcock à la Couronne. Ce dirigeant d'une chaîne de pressings, membre du Parti libéral, avait refusé de fournir une pièce d'identité lors d'un simple contrôle par un officier de la Constabulary. Sa réponse est pour le moins étonnante pour tout non-Britannique : « *I'm a liberal, I'm against this kind of thing !* » (Je suis libéral, je suis contre ce genre de choses !)

Sommé de produire ses papiers sous quarante-huit heures à un bureau de la police, il répond qu'il n'en est pas question ! Pour comble, il déchire le compte rendu du policier et le jette par terre. Traduit devant un juge, il affirme que ces documents n'ont aucune raison d'être en dehors des périodes de guerre. Respectueux de ce qui était encore la loi du pays, les juges n'acceptent pas sa défense. L'amende est néanmoins des plus clémentes – dix shillings, la moitié d'une seule livre. Ils l'encouragent même à faire appel, ce qu'il ne manque pas de faire, pour le principe ! L'amende de la Cour y est approuvée, mais l'on perçoit facilement la compréhension à son égard du Lord Chief Justice : « Cette loi fut conçue pour des raisons relevant de la sécurité du pays, et nullement pour celles appliquées dans le cas actuel. Se servir d'actes du Parlement, mis en place en période de guerre, alors qu'elle est finie, transforme les citoyens qui en temps normal obéissent aux lois en simples criminels du droit commun. Dans un pays où nous nous targuons d'une bonne coopération entre la police et le public, de telles actions créent du ressentiment. Celles-ci, à terme, font que les citoyens ont tendance à entraver le travail de la police plutôt que de l'aider. »

Le juge emploie une tournure toute faite en anglais : « *a law-abiding citizen* », ce citoyen honnête qui ne demande pas mieux que d'obéir à la loi, à condition de ne pas être embêté par ses officiers ! Le procès constitue un point tournant. Aux Communes, les députés conservateurs très emportés raillent ce qu'ils appellent du « *socialist card-indexing* » (l'indexation socialiste à l'aide de fichiers). Churchill intervient et promet de les abolir. Pourquoi ? « *To set the people free* », afin de libérer le peuple et d'en finir avec des « tensions engendrées auprès de personnes non documentées et de ce fait *innocentes* ».

Willcock en inspira d'autres. Des représentantes de la Ligue des Femmes au Foyer britanniques (the British Housewives' League) convoquent la presse pour les voir déchirer, elles aussi, leurs cartes. Visiblement très remontées d'après les photos, elles optent pour un lieu on ne peut plus significatif : au pied de Big Ben !

Sur le panneau en l'honneur de Willcock dans le National Liberal Club, l'un des Gentlemens' clubs les plus cotés à quelques pas du

Parlement, on lit ceci, aujourd'hui encore : « L'Homme versus l'État. Son refus de produire sa carte d'identité initia un mouvement qui montra à ses compatriotes la façon dont on entravait leur liberté. Il alerta l'opinion, les cartes d'identité furent abolies. Harry Wilcock est mort d'une crise cardiaque lors d'un débat contre le socialisme. Son dernier mot fut "*Freedom*", liberté ! »

Les Britanniques ont continué à vivre, très bien même, sans documents d'identité pendant plus d'un demi-siècle jusqu'au 11 septembre 2001. Dans l'ambiance d'insécurité internationale, le gouvernement de Tony Blair tente de les réinstaurer. La résistance est grande. En témoigne cette remarque d'un fonctionnaire du Home Office (le ministère de l'Intérieur) devant la Commission parlementaire. Le Royaume-Uni, affirme-t-il, demeure, comparé à d'autres pays, « *a relatively unpoliced society* ». L'adjectif dit tout « *unpoliced* », le préfixe de négation, « *un-* » comportant tout le mépris à l'égard d'autres sociétés tombées si bas qu'elles ont besoin d'être policées !

La notion même de « cartes d'identité » semblait à ce point toxique qu'il fallait les débaptiser. Les premières en 2002 étaient des *entitlement cards* – des cartes *donnant accès à* différents services. Après consultation, le gouvernement conclut en 2003 dans un rapport que même cette terminologie était – le mot employé est aussi révélateur qu'étrange – « weaselly ». À *weasel* est une belette. L'adjectif improvisé, que je n'ai jamais lu ni entendu ailleurs, évoque quelque chose d'insidieux, de nuisible.

Il faudra cinq ans au gouvernement de Tony Blair pour réussir à les instaurer. Cela fut possible suite au choc d'un autre attentat, perpétré cette fois-ci sur le sol britannique, dans un bus londonien. Même là, une fois de plus, des députés parlent de *widespread repugnance* (d'une répugnance répandue).

Il ne faut surtout pas oublier l'élément le plus étonnant, stupéfiant même. Ces cartes d'identité étaient, eh oui ! sur la base du volontariat ! Comme si l'idée selon laquelle d'éventuels terroristes pourraient opter pour ne pas y souscrire heurtait le sens du fairplay britannique ! Une fois de plus, elles ont la vie courte. L'une des premières mesures annoncées, dès son arrivée au pouvoir en

2010, par le gouvernement de David Cameron sera de les abolir. Il ne s'agit pas seulement des cartes mais surtout du Bureau tant haï, chargé de leur gestion. Il est démoli pour marquer le coup, avec l'ensemble des 500 disques durs stockant les données. Le tout est *physically destroyed* devant des témoins de la presse !

Afin de remuer le couteau dans la plaie, l'on décide qu'aucun remboursement ne sera consenti pour les quelques milliers de « volontaires » (sous-entendu « pigeons ») qui ont déboursé 30 £ pour se les approprier. Sans doute à son insu, un banquier londonien est la toute dernière personne à s'en servir lorsqu'il embarque pour un vol Manchester-Düsseldorf le 21 janvier 2011 à 21 h 45, emportant dans le ciel au-dessus des Midlands les vestiges d'une ingérence intolérable.

Le ressentiment contre cette paperasse est clair de la part des Brexitteurs. Notre ami, le très aristocratique Jacob Rees Mogg, a dénoncé ce qu'il appelle le « fétichisme » du ministère de l'Intérieur à transformer le Royaume-Uni (la VO transmet l'étendue de son effroi) « *into the sort of country that demands to see your papers* » (le genre de pays qui exige de voir vos papiers). « Nous ne sommes pas de ces pays-là », ajoute-t-il, reprochant aux pro-Européens de préférer le contraire. « Ils acceptent une relation *à l'européenne* entre l'individu et l'État. Il s'agit d'une dérive vers une administration plus puissante et un individu plus faible. »

Prêt pour le choc suivant ? Au risque de rendre certains lecteurs désorientés carrément cardiaques, l'une des conséquences de cette absence de papiers est que les Britanniques ne sont pas tenus de prouver leur identité dans cet acte de citoyenneté fondamental : voter !

Cette « confiance » des plus élémentaires entre administration et électeurs est, évidemment, parfois trahie. Pendant la période des Troubles dans les années 1970, des activistes en Irlande du Nord enjoignaient notamment leurs supporters à « voter tôt, voter souvent ! » Vu les tensions politiques sur place, et le nombre élevé de constats de fraude, une preuve d'identité (une facture d'électricité par exemple) est requise aujourd'hui encore, uniquement dans cette partie du Royaume-Uni. Il faut attendre 2018 pour que le

gouvernement lance un essai-pilote dans cinq villes anglaises, demandant aux votants, lors de leurs passages aux urnes, de se munir de documents allant de passeports aux passes dans les bus pour les retraités.

La Commission électorale accueille favorablement cette mesure comme moyen de lutter contre la fraude. Elle est néanmoins fortement critiquée par bon nombre d'associations caritatives comme l'Armée du Salut ou Age UK. Elles font part de leurs réserves dans une lettre commune à la presse. « Ces exigences défavorisent les plus démunis comme les sans domicile fixe, des personnes âgées ou ceux de milieux minoritaires. Elles servent à nous distraire de questions plus urgentes à l'égard de notre démocratie. Nous enjoignons le gouvernement à repenser sa politique hasardeuse qui risque plutôt de rendre nos citoyens de plus en plus *disenfranchised* » (encore un mot relativement intraduisible, cette fois-ci dans l'autre sens, mélangeant « privés de leurs droits » avec la notion d'avoir été « laissés pour compte »).

L'Organisation pour la réforme électorale est encore plus engagée. Demander aux gens d'apporter la preuve de leur identité aux urnes « n'encourage guère la foi dans l'intégrité du système et ne décourage pas pour autant les fraudeurs. Nous n'avons nullement besoin d'ériger davantage de barrières à l'encontre de ceux qui veulent participer pleinement au processus démocratique. » Et vlan ! L'organisation cite des chiffres qui, s'ils sont vrais ! sont éloquents. Sur plus de 44 millions de votes en 2017, on n'a constaté que 28 cas de fraude, à savoir 0.000063 %. Sa conclusion est sans équivoque : imposer à un électeur de prouver son identité revient à se munir « d'un marteau de forgeron pour casser une noix. L'élément essentiel de notre démocratie doit demeurer la confiance ».

L'absence de papiers ne signifie pas pour autant que la Grande-Bretagne soit une société si « *unpoliced* » que cela. Bien au contraire ! C'est de loin le pays le plus « fliqué » d'Europe ! Chacun « police » comme il veut. Pour les Britanniques, ce n'est pas une question d'identité, mais de comportement. 20 % des caméras de surveillance de notre planète se concentrent au Royaume-Uni. La

police a installé plus de 50 000 caméras ne serait-ce que dans la capitale. Si vous vous y déplacez, souriez ! Il y a de fortes chances pour que vous soyez filmé, et ceci plus de 300 fois par jour. Le moindre toit ou réverbère est investi par ces caméras qui, minute après minute, enregistrent le quotidien des Londoniens. Ce n'est pas pour autant que la criminalité baisse. Londres est devenu, en dépit de ce côté Big Brother, la capitale européenne du *knife-crime,* des agressions au couteau.

Cette absence de papiers, souvent ignorée en Europe, rend le refus britannique d'appartenir au Schengen plus compréhensible. Une fois dans le pays, il est plus difficile d'identifier ceux qui n'ont pas le droit d'y être. Paradoxalement, cela rend également l'indifférence des Brexitteurs à l'égard de la frontière irlandaise d'autant plus impénétrable, pour ne pas dire parfaitement illogique.

Mrs May a décidé de son chef, lors de son discours Lancaster, que les électeurs ont voté pour le Brexit afin de sortir de l'Union douanière et du Marché unique. Ni l'un ni l'autre ne figuraient outre mesure dans la campagne. Certains des grands Brexitteurs, Boris Johnson en tête, avaient même rassuré à plusieurs reprises qu'il ne s'agissait pas de s'en extraire. Mrs May, afin d'apaiser ses Brexitteurs *hard,* en décide autrement. Alors qu'il y avait d'autres raisons pour le Brexit, notamment l'immigration (nous y reviendrons), elle met le paquet sur le fait de pouvoir sortir de l'Union douanière de l'Union européenne « afin de pouvoir négocier nos propres deals commerciaux avec le reste du monde ».

Qui dit deux zones douanières différentes, dit forcément, dans le monde où nous vivons, une frontière. Si tous sont d'accord que sa réintroduction constitue une menace grave pour la paix fragile sur place, d'autres solutions pour surveiller les innombrables passages de marchandises et de personnes ont brillé par leur absence lors des négociations.

Si je veux rentrer de façon illégale sur le sol britannique, qu'est-ce qui m'empêche de prendre un vol pour Dublin, puis de louer une voiture ? À peine deux heures après je traverse la frontière, ni vu ni connu. Une fois sur le sol britannique je suis nettement plus à l'abri des contrôles. Ce n'est qu'une des positions parfaitement illogiques

des Brexitteurs, vouloir davantage contrôler les frontières puis ne pas vouloir les surveiller. Nous en sommes au Brexit façon chat de Schrödinger.

Si l'identité britannique rechigne tant à être une affaire administrative, conceptuelle, définissable sous forme de papier, c'est qu'elle puise sa force ailleurs. Elle n'a pas à être tamponnée, fichée et formalisée. Nous allons nous concentrer dans le chapitre suivant, le plus conséquent de cette autopsie, sur cet élément clé de l'identité britannique : son passé. Là nous allons ouvrir la cage thoracique ! C'est le facteur clé, mal compris outre-Manche, qui explique les relations tendues entre Londres et le reste du continent, dont le Brexit est le plus parfait apogée.

GIFLES

Il est évident que l'expérience des deux Guerres mondiales est radicalement différente en Grande-Bretagne que sur le reste du continent. Cela va à ce point sans dire qu'il faut parfois le rappeler ! Je le fais souvent dans des conférences sur le Brexit devant un public français qui oublie le contraste énorme dans le ressenti des pays à l'égard de ces deux conflits titanesques. C'est un facteur clé parfois oublié, souvent mal compris dans l'attitude britannique par rapport à l'identité nationale et le rapport aux voisins. Impossible de comprendre le Brexit sans s'y plonger. D'autant que la Première Guerre joue un rôle bien différent de la Seconde dans l'histoire que les Britanniques se racontent.

Le reste de l'Europe a passé un demi-siècle à essayer de s'inventer un storytelling adéquat pour se raconter ces deux conflits néfastes. Les analyses remplissent des étagères entières de nos librairies, quatre-vingts ans après la fin des hostilités. Des chaînes comme *History Channel* (*Hitler Channel* comme l'appellent certains) rediffusent d'innombrables documentaires avec des angles de plus en plus inattendus. Je suis tombé récemment sur *Abba – the nazi link* (le père de l'une des chanteuses du groupe était un soldat de la Wehrmacht en Norvège).

Pour pointer la différence évidente entre l'approche du passé en Grande-Bretagne et en Allemagne, je me souviens d'un touriste allemand que j'accompagnais à Londres et de son étonnement

devant le *Imperial War Museum*. Il a dû regarder à plusieurs reprises le panneau. Impensable d'avoir un « musée de la guerre » en Allemagne, encore moins impérial !

L'un des chocs pour un anglophone qui sort de son cocon linguistique est de voir que d'autres langues ne font pas la différence entre deux concepts pour lui on ne peut plus distincts, *history* et *story*. C'est une seule et unique *histoire* à la française. Pire ! L'anglophone fait plus ou moins cavalier seul dans sa tentative de séparer le vrai du faux. L'allemand *Geschichte* couvre les deux, par exemple, tout comme *historia* dans les langues latines. Les Russes se racontent, eux aussi, bien des histoires à propos de leur propre история.

The Oxford English définit *history* comme *« The study of past events, particularly in human affairs* » (l'étude des événements passés, surtout dans les affaires humaines). *Story* en revanche est *« An account of imaginary or real people and events told for entertainment* » (le compte rendu d'événements ou de personnages imaginaires ou réels que l'on raconte pour se divertir).

Dans le *Larousse*, « histoire » fait le grand écart entre les deux notions de l'anglais. Parcourons les différentes propositions qu'« histoire » doit porter toute seule. Les parenthèses sont les miennes. « Connaissance du passé, discipline qui étudie ce passé et cherche à le reconstituer » (rien à redire, *history*). « Le passé de l'humanité, la suite des événements qui le constituent, considérés en particulier dans leur enchaînement, leur évolution » (déjà une notion d'interprétation). « Mémoire que la postérité conserve des faits et des personnages du passé, sorte de jugement qui semble découler de cette sélection » (plus subjectif). « Suite des événements, des faits réels, des états marquant l'évolution d'un groupe humain, d'un personnage, d'un aspect de l'activité humaine » (*history* ou *story* ? On s'emmêle les pinceaux). « Récit portant sur des événements ou des personnages réels ou imaginaires, et qui n'obéit à aucune règle fixe – anecdote visant à amuser, à divertir » (clairement *story*, avec notamment récit). « Aventure que l'on raconte » (*idem*). « Propos mensongers (ha !) récit fait pour abuser quelqu'un, pour se

justifier… » Pour finir, le dictionnaire jette l'éponge : « Problème, question. »

Le cerveau humain a besoin d'imposer de l'ordre dans les événements, de tracer des flèches entre causes et effets. Le contraire est totalement paniquant, un enchaînement aussi frénétique qu'anarchique de faits arbitraires. L'histoire, les histoires que nous nous racontons frayent le chemin qui mène, parfois avec de grands détours, de A jusqu'à B. Nous sommes biberonnés de formules magiques dès le plus jeune âge avec des contes de fées. Il ne faut pas chercher loin pour voir leur efficacité politique dans un monde aux allures de plus en plus chaotiques. La comptine, éminemment simple avec sa distribution sécurisante entre bons et méchants, l'emporte facilement, de plus en plus, contre les big data !

Prenons le slogan de Trump (qu'il a soit dit en passant volé à Ronald Reagan). Le mot intéressant dans « *Let's make America great again* » n'est ni *America* ni *great*, mais *again*. « Encore » renoue avec un narratif qui a démarré dans le passé et qui fonce vers le plus heureux des *happy ends*. Le patriotisme de nombreux pays de l'Est puise dans cette impression, jamais assouvie, que les autres « nous ont fait du mal ».

Comme pour le slogan de Trump, le mot intéressant dans « *let's take back control* » n'est ni « *take* » ni « *control* » mais « *back* » – l'idée de rendre ce qui est à nous, ce que l'on avait dans le passé, et ce que l'on va récupérer au bout du tunnel – notre grandeur d'antan ! Les Brexitteurs étaient coachés pour placer la formule de façon hypnotique dans leur moindre phrase pendant la campagne. Une docu-fiction diffusée début 2019 montre à merveille le moment Eurêka ! où le « cerveau » derrière la campagne du Leave, Dominic Cummings (joué avec brio par Benedict Cumberbatch), comprend qu'il faut ajouter le mot « *back* » entre le verbe et le substantif.

Si l'adjonction de ce seul mot a été l'ouvre-sésame du Brexit, c'est que cette décision n'est que l'aboutissement inéluctable d'une profonde crise d'identité concernant l'obsession des Britanniques autour de leur histoire. Depuis 1945 on leur dit qu'ils ont gagné la guerre, qu'ils ont sauvé l'Europe et que le continent leur doit quelque chose. Lorsque ce même continent a l'outrecuidance de ne pas se

cantonner à son rôle, d'émettre ne serait-ce que l'ombre d'une petite réserve par rapport au scénario imposé, la réponse est simple. Piquer un colossal *temper tantrum* et jeter tous les jouets.

La Grande-Bretagne a de plus en plus de mal à savoir quelle est sa place dans le monde, quelque part entre la nostalgie des grandeurs d'antan et un refus d'accepter un rôle plus modeste. Le ministre danois des Finances, Kristian Jensen, a pointé ce dilemme, énervant bon nombre de Brexitteurs et autres lors d'une conférence à Copenhague en 2017. « Il y a deux sortes de nations européennes aujourd'hui, affirme-t-il. Les petites, puis celles qui ne se sont pas encore rendu compte qu'elles sont petites. »

On a souvent mis l'accent sur les différences économiques qui ont poussé une majorité d'électeurs à opter pour le Brexit. La campagne du Leave a su canaliser les frustrations engendrées par des années d'austérité et de coupes dans les services publics, coupes imposées non pas par l'Europe mais par la politique de ce même gouvernement qui leur a proposé le référendum. Ce n'est pas pour rien que le bus de Boris Johnson promettait de mieux financer les hôpitaux. Il serait faux de conclure, en revanche, que les conditions économiques de telle ou telle région coïncident avec ceux qui ont voté pour ou contre le divorce avec l'Union européenne. Il y avait autant de riches que de pauvres dans les deux camps. Le Brexit touche à quelque chose qui de plus en plus l'emporte sur les intérêts économiques.

L'une des raisons les plus citées par ceux qui ont voté le Brexit, et, chose curieuse, pas uniquement par les personnes âgées est leur souhait de revenir *like things used to be* (comme les choses étaient auparavant). Si la Grande-Bretagne a un rapport aussi affectif à son passé, et notamment aux deux dernières guerres mondiales, c'est que ce passé fournit, contrairement au reste du continent, un *home sweet home* des plus cosy. Sous le Blitz, en dépit des frayeurs, sans doute à cause d'elles, c'était plus facile de se souder. C'est plus tentant lorsqu'on a gagné et quand on regarde en arrière avec des lunettes aux filtres teintés. C'est encore plus facile lorsqu'on n'a pas participé. Impossible de comprendre le caractère britannique ou le Brexit sans saisir la façon très particulière qu'ont les Britanniques de

se raconter *leurs* guerres. Nous allons le voir, la perception des deux conflits est assez différente. Ce contraste ne fait que s’accentuer alors que les bombes et les tranchées s’éloignent avec le temps.

COQUELICOTS

J’ai toujours été frappé de constater que les actes de commémoration en France, tout en étant sur la place publique dans d’innombrables villes et villages, même autour de l’Arc de Triomphe, réservent au deuil son aspect personnel, voire discret. Les deux guerres sont traitées de la même façon, un moment solennel, empreint de solitude, où chacun est libre de réfléchir et d’honorer ceux qui sont tombés. C’est tout le contraire en Grande-Bretagne. Là, il s’agit de grandioses cérémonies, mettant en scène l’histoire dans laquelle se forge ce que l’on appelle de plus en plus souvent sur place *« the Nation »*. En France il s’agit d’un moment de recueillement. En Grande-Bretagne il s’agit d’un acte de foi dans l’identité nationale.

Il suffit de comparer les cérémonies du 11 novembre dans les deux pays. Une fois de plus, il ne faut pas chercher plus loin que dans le dictionnaire. Il s’agit du *Remembrance Sunday*. L’anglais va jusqu’à réserver un mot non pas pour l’acte de se souvenir, mais celui de se souvenir des *morts* dans les Guerres.

Remembrance Sunday, le dimanche le plus proche du 11 novembre, est l’occasion de l’une de ces cérémonies grandioses dont les Britanniques sont les maîtres incontestés. Big Ben sonne les onze coups. La Reine dépose une gerbe devant le Cénotaphe, ce monument à des millions de morts, tombés pendant toutes les guerres. Il est à deux pas de ce même 10 Downing Street où de

nombreux Premiers ministres décidèrent de les y envoyer. Le geste a une puissance émotive d'autant plus forte qu'il est accompli depuis plus de soixante ans par la même personne, qui reste, elle, rigoureusement au-dessus du débat politique. La Reine le faisait toujours avec autant de sobriété, même si, depuis 2017, elle laisse la place à son fils, regardant la cérémonie depuis un balcon.

C'est surtout dans la mise en scène après ce geste que l'on voit toute son ampleur. D'abord, dans une discipline régimentaire aussi stricte qu'émouvante, tous les anciens Premiers ministres attendent leur tour pour déposer des gerbes, l'un (ou l'une) après l'autre. Ils sont suivis par les dirigeants de tous les partis politiques, puis par d'innombrables représentants diplomatiques d'anciennes colonies et dépendances. Par petits groupes ils s'approchent, s'agenouillent, baissent la tête.

Ensuite, ce que l'on appelle *The March Past* (le défilé *devant*). Dans un mouvement de masse impressionnant durant parfois deux heures, des centaines de milliers d'anciens vétérans et leurs proches défilent, certains en fauteuil roulant. Chaque régiment tend une gerbe lorsqu'il *passe devant* le Monument. Il est de coutume de regarder le Cénotaphe lorsque l'on se trouve à sa hauteur. Il y a un moment toujours très poignant où passent les membres de l'Association des Aveugles de la Guerre. Eux aussi tournent la tête pour « regarder ».

La « remembrance » à l'égard de la Première Guerre mondiale est bien différente des souvenirs de celle d'après. Son évolution dans le temps, surtout récemment, indique à quel point il s'agit d'un acte d'allégeance collective à l'idée de *nationhood*. Le mot est intéressant, lui aussi, signifiant le « corpus » de tout ce qui forme une nation.

Le symbole de cet acte, de ce processus du souvenir, est le *poppy*. Le coquelicot est l'équivalent du bleuet en France. Les ressemblances s'arrêtent là. Impossible d'aller dans la moindre *highstreet* d'une ville britannique à la fin du mois d'octobre sans tomber sur des personnes récoltant des fonds pour la Royal British Legion, une association caritative veillant sur les vétérans de toutes les guerres. En échange d'un don, on vous épingle votre *poppy* sur

le revers du manteau. Une usine dédiée à Londres fabrique chaque année quelque 30 millions de *poppies*. En 2014 la douve de la Tour de Londres, dans une exposition spectaculaire, fut entièrement couverte de 888 246 coquelicots en céramique, le nombre recensé de soldats britanniques tués entre 1914 et 1918.

L'association de cette fleur avec la Première Guerre mondiale remonte à un poème de John McCrae, écrit en mai 1915. Le soldat décrit les coquelicots qui poussent parmi les tombes anonymes dans d'innombrables champs flamands. Sa conclusion lance un appel vibrant aux générations futures.

If ye break faith with us who die

We shall not sleep, though poppies grow

In Flanders fields.

(Si vous refusez de garder le lien, la foi, la confiance avec ceux d'entre nous qui avons perdu la vie,

Nous ne dormirons plus jamais, quand bien même les coquelicots continuent à pousser

Dans les champs de Flandres.)

Si le poète choisit « *ye* », une forme archaïque, très peu habituelle après le Moyen Âge du pluriel de « *you* », c'est pour mieux faire appel à l'inconscient collectif. Il s'inscrit dans la trame historique du pays, et ce récit devient un acte collectif du devoir de la mémoire. La devise que l'on voit dans toutes les cérémonies ainsi que dans les émissions de plus en plus nombreuses autour du 11 novembre fait également appel à de l'anglais vieillot pour davantage de poids historique : *lest we forget* (pour peu qu'on oublie). Ce qui est intéressant, et très différent du reste de l'Europe c'est qu'il existe quelque chose d'obsessionnel autour du *poppy*, et cela uniquement depuis une vingtaine d'années.

Auparavant, c'était un choix libre. Dans ma jeunesse, par exemple, l'on voyait des *poppies* apparaître quelques jours autour du 11 novembre dans ce qui passait encore pour un engagement personnel. C'est le contraire aujourd'hui. Désormais, les premiers coquelicots paraissent sur le revers des présentateurs de télévision vers le 25 octobre, plus de deux semaines avant les cérémonies. Il

est impensable de faire la moindre émission ou plateau sans en porter. Les studios ont des cartons entiers remplis de *poppies* de rechange à coller sur la moindre veste ou robe avant tout passage à l'antenne.

Cela frôle parfois l'absurde. Les concurrents de *Strictly Come Dancing* (Danse avec les Stars), l'émission la plus regardée de la BBC, arborent quinze jours avant le 11 novembre des *poppies* épinglés avec la prudence que l'on imagine au milieu des strass, tutus et torses spray-bronzés. En face, sur les chaînes indépendantes, des popstars comme Cheryl Cole ou Dannii Minogue arborent des *designer poppies*, de véritables bijoux façonnés à la main. Le souvenir des morts sous forme d'ultime *fashion accessory*.

Gare à celui qui ne suit pas les consignes, même par mégarde ! Le joueur de l'équipe anglaise de cricket, Moeen Ali, a été repéré sans *poppy* lors d'un match en 2018. Ce qui a provoqué une véritable vague d'injures sur twitter, teintée de racisme en raison de son nom qui, en dépit de ses exploits sportifs, ne fait pas « pure souche ». La condamnation fut générale, même s'il insista sur le fait qu'il en avait porté le matin même, oubliant seulement de le remettre. C'est sans ironie aucune que de nombreux Britanniques ont fustigé en 2016 l'équipe de rugby de la République d'Irlande pour ne pas avoir porté des *poppies*. Ce pays était neutre pendant le conflit et de nombreux Irlandais ne gardent pas un souvenir particulièrement tendre de la présence militaire pendant plusieurs siècles du grand voisin.

Parfois cela remonte à la surface, comme cette tribune sous forme de publicité payée par une société de bookmakers de Dublin et parue en février 2019 dans *The Sun*, à quelques semaines de la date du Brexit. Le journal populaire s'en est pris au Premier ministre de l'Irlande, raillant son intransigeance et le traitant de *Liability Leo* – Leo Varadkar, « responsable » de freiner les négociations entre l'Union européenne et Londres. Le texte de réponse des bookmakers est très simple : « Chère Angleterre, désolé pour ces deux dernières années de souffrance et d'humiliation. Encore 798, et nous serons quittes ! »

Le ridicule concernant le *poppy* atteint son apogée quand un jeune tweeteur a accusé d'un « manque total de patriotisme » l'un des plus grands vétérans de la Bataille d'Angleterre en 1940 et qui ne voyait pas de raison, lui, de porter un *poppy*. Ce dernier estimait, non sans raison, avoir « suffisamment donné » à sa patrie pour ne pas avoir à exhiber son deuil à l'égard de ceux qui pour lui étaient de bien réels camarades.

C'est même parfois comique. Alors qu'il était Premier ministre en 2011, David Cameron s'est rendu en Chine pour une visite officielle pendant la période de « remembrance ». Les autorités chinoises avaient appris que le *poppy* était une marque de respect par rapport aux soldats britanniques morts pendant tous les conflits. Au terme de tractations difficiles, la délégation britannique a su les rassurer : il ne s'agissait pas d'une tentative de narguer les hôtes pour leur défaite dans les guerres d'opium du XIXe siècle.

Rarissimes sont ceux qui osent se rebeller. Il faut s'appeler Jon Snow, l'un des journalistes les plus respectés du pays, et présenter le bulletin sur Channel Four, chaîne « alternative » pour refuser. Chaque année il fait cavalier plus ou moins seul, protestant contre ce qu'il dénonce comme du *poppy fascism*. Il est victime d'innombrables vitupérations déchaînées sur les réseaux sociaux.

Au cours d'une semaine de deuil collectif, on a fêté en 2018 les cent ans de la fin du conflit. On assista à des scènes émouvantes partout sur le continent. Ce qui est inquiétant, en revanche, c'est le peu de gens qui seraient capables de proposer la moindre explication des origines de ce conflit si meurtrier, si ce n'est le fait qu'il y avait quelque part un archiduc vaguement assassiné par on ne sait plus trop qui aux Balkans ! À force de tant la *commémorer*, il n'y a plus grand monde pour connaître l'histoire.

Tout est parfaitement résumé par l'un des derniers survivants britanniques de ce conflit, Harry Patch, peu de temps avant sa mort en 2009. Après s'être battu dans les tranchées, il était rentré au pays pour consacrer le reste de sa vie à son vrai métier, la plomberie. Il n'avait jamais vraiment parlé de ses expériences même à sa femme, refusant de voir le moindre documentaire ou film de guerre. Ayant appris qu'il avait reçu la Légion d'honneur, la BBC envoie une équipe

pour recueillir le témoignage de « l'un des tout derniers *tommies* ». Ses propos sont éloquents : « Vous pouvez réaliser toutes les émissions que vous voulez. Vous pouvez faire revivre le son d'un obus avec des effets spéciaux. Vous pouvez tout montrer : les tranchées, la boue, la pluie, même les poux. Vous pouvez tout recréer, sauf une seule chose : la peur. » Puis, il ajoute, avec un accent du Somerset où l'on roule beaucoup les « r » : « Si quelqu'un vous dit qu'il ne la ressentait pas, c'est un menteur, *he's a liarrrrrr.* » Harry Patch est mort à l'âge de 111 ans, 1 mois, 1 semaine et 1 jour. Une belle fin d'histoire.

BAÏONNETTES

La façon de marquer les souffrances collectives de la Première Guerre mondiale constitue, avec le temps et de façon exponentielle, un acte de foi dans le patriotisme britannique. La Seconde Guerre mondiale, elle, joue un rôle plus important dans le rapport avec les voisins de l'autre côté du Channel. Nous allons voir comment les médias, notamment la presse en Grande-Bretagne décrivent ces relations, surtout par rapport au Brexit, plus que jamais dans l'imagerie et le vocabulaire de 1939-1945.

Je fais souvent des conférences sur le Brexit en France. Je demande à la salle quelle est la série comique britannique la plus rediffusée de ces soixante dernières années ? *Monty Python* ? *Mr Bean* ? *Fawlty Towers* ? *Benny Hill* ? (Série, pour information, qui a cessé d'être diffusée sur les écrans britanniques dix ans avant son interruption sur France 3.) Cette liste représente les émissions dont l'humour parfois surréaliste et surtout visuel correspond aux idées reçues en France sur le « English humour ».

La seule série qui continue de faire rire les Britanniques depuis soixante ans, jusqu'à aujourd'hui encore, est inconnue au bataillon, c'est le cas de le dire, non seulement en France mais partout sur le continent : *Dad's Army* (l'armée de papa). Il ne se passe pas une semaine sans qu'elle ne figure dans les programmes de la BBC, et pas n'importe où. En général en access prime time le samedi soir sur BBC2, et cela depuis des années. Elle y est encore, au début de

l'an 2019, 20 h 30 sur BBC2. À titre comparatif, la série *Monty Python* a été rediffusée en tout et pour tout trois fois depuis les années 1970.

Dad's Army, tourné à la fin des années 1960, raconte les préparatifs d'une troupe de la Home Guard, une formation de soldats inaptes à partir sur le front, tous volontaires pour protéger le territoire national contre un éventuel débarquement allemand. Aucun membre de cette bande de recrues âgées ne serait en mesure de capturer le moindre intrus de la Wehrmacht atterri à Walmington-on-Sea, la petite ville balnéaire anglaise fictive où se situe la série.

Le succès de *Dad's Army* vient, certes, du jeu des acteurs et des scénarios qui pointent les contradictions, aujourd'hui encore valables, du système de classe. Le fait que le chef, Captain Mainwaring, un banquier pompeux ait comme numéro 2 le sergent Wilson, véritable aristocrate, (le personnage aussi bien que l'acteur réel), est une source intarissable de tensions comiques. Cela ne suffit pas à expliquer la longévité de la série. Elle puise, aujourd'hui davantage qu'hier même, dans la nostalgie de la Grande-Bretagne à l'égard de la Seconde Guerre mondiale.

Tout repose sur l'idée du caractère « plucky » de la nation. Ce mot intraduisible réunit à la fois *courageux, vaillant,* mais surtout le concept de l'avoir emporté *against all the odds*, contre toutes les probabilités, au cours d'une lutte vaillante du petit David contre le grand Goliath. L'histoire de ce que l'on appelle « *the Dunkirk spirit* » est celle des *little ships*, ces petits bateaux qui rapatriaient des milliers de soldats britanniques, les sauvant in extremis des prises d'une vaste machine de guerre nazie ayant mis à terre tout un continent. C'est déjà un excellent exemple de l'art d'imposer une lecture glorieuse à propos de ce que Churchill lui-même appela la plus grosse défaite militaire du pays depuis des siècles !

À quelques semaines de l'éventualité d'un no-deal Brexit, *The Mail on Sunday* proclame sur deux pages : « Le ministre de la Défense fait appel au *Dunkirk spirit* » : « Je donnerai l'ordre à la Royal Navy de remplacer les ferries sur la Manche afin d'assurer la livraison des aliments et médicaments dont le pays a besoin. » L'article n'est pas accompagné d'une photo du ministre en question. (Pourtant les

« photos occasions » ne manquent pas avec Gavin Williamson que l'on voit souvent en compagnie de la tarentule en cage de verre dans son bureau au ministère.) À la place nous avons Sir Kenneth Branagh en uniforme de la Seconde Guerre mondiale, cliché puisé dans le film *Dunkerque.*

Le récit et le ton de l'article sont des plus haletants. Le ministre de la Défense consulte des *military contingency planners* que l'on imagine facilement rangeant leurs pions et des maquettes de destroyers dans les bunkers enfumés de jadis. On sent l'excitation du journaliste à l'idée de navires « roll-on, roll-off » accueillant au grand dam des « technocrates de Bruxelles » tomates et oranges pour les Britanniques assiégés et en manque de vitamines, dispatchant sur le trajet inverse cookies et crumbles vers les hordes privées du continent. Il est question même d'une élection « D-Day » afin, d'après ce bastion du Brexit, de célébrer la victoire à l'égard de l'Union européenne.

L'idée de « pluckiness » est la plus parfaite pirouette pour éviter tout soupçon d'arrogance. Cela évite de clamer « nous étions les meilleurs ». L'on cherche en vain, par exemple, dans *Dad's Army* la moindre présence américaine. À la place, nos improbables héros britanniques sont le franchement gâteux soldat Godfrey, ou encore le boucher Jones, qui, dès le moindre incident, court partout en enjoignant à tout le monde « *Don't panic ! Don't panic !* » Nostalgique des techniques de combat de naguère, il est toujours prompt à embrocher à l'aide de sa baïonnette le moindre envahisseur. « *They don't like it up 'em* » (ils ne l'aiment pas du tout quand on la leur enfonce !), réplique récurrente qui ne manque jamais de provoquer l'hilarité dans le public. On sait vaguement qu'il participa à d'autres conflits aux allures plus coloniales. De temps en temps il fait part de ses combats personnels avec les « fuzzie-wuzzies », terme nettement moins insultant que d'autres certes pour « les indigènes », mais qui passerait mal dans les scripts plus *politically correct* de nos jours.

Il suffit de taper « *Dad's Army Opening Titles* » sur YouTube pour comprendre, en dix secondes, le Brexit. De solides flèches menaçantes aux couleurs de la croix gammée engloutissent

l'Europe. Elles n'ont qu'une idée en tête : prendre Douvres. En face, d'abord timidement, puis de façon plus entêtée se pointent de petites flèches aux couleurs du drapeau britannique. Nous sommes en plein cœur du Brexit. « *Mrs May battles for Britain !* », annoncent ses fervents admirateurs dans la presse.

Écoutez surtout les paroles du générique, une chanson d'époque et dont chaque Britannique connaît, aujourd'hui encore, les paroles : « *Who do you think you are kidding Mr Hitler, if you think old England's done ?* » (Tu te moques de qui, M. Hitler, si tu crois que notre vieille Angleterre est fichue ?). UKIP, le parti indépendantiste proBrexit (avant qu'il ne tente de devenir sous son nouveau leader post-Farage la face médiatique de l'extrême droite anti-islam), avait même adopté ce générique à l'occasion du référendum, détournant les paroles en : « Tu te moques de qui, M. Juncker ? »

Ce souvenir de la Seconde Guerre mondiale dans l'imaginaire collectif britannique est profondément différent de celui de tout le reste de l'Europe. Plus on s'éloigne du conflit, plus c'est le cas. Ma propre famille a considérablement souffert dans la guerre. Ma mère était secrétaire à Londres et passait son temps à se protéger dans le métro contre les bombes de la Luftwaffe. Mon père s'est battu d'abord dans le désert en Afrique, puis à Monte Cassino. Il a perdu l'un de ses frères, pilote d'avion, abattu au-dessus de la Picardie. Pourtant, comme c'est souvent le cas, ils ne m'en parlaient pas. Mon père était *mentionned in dispatches*, ayant gagné plusieurs médailles dans les opérations auxquelles il participa. Je m'en veux, aujourd'hui qu'il est bien trop tard, de ne pas lui avoir posé beaucoup de questions.

Si d'autres, plus jeunes, se chargent de revenir sur ces faits de gloire, c'est que la Seconde Guerre mondiale est le dernier moment où l'identité britannique a été aussi incontestable, aussi confortable, et cela en dépit, à cause même, des bombes. Comment expliquer sinon le succès ces dernières années de films comme *Dunkerque*, *Les Heures Sombres*, voire une refonte au cinéma en 2016, l'année du référendum, uniquement dans les salles britanniques et pour cause, de cette même sitcom, *Dad's Army* ? Film qui d'ailleurs a fait

un flop même sur place. Sans les acteurs bien connus, tous morts, la série perd beaucoup de son charme.

Je suis suffisamment vieux pour avoir regardé la série lors de sa première diffusion dans les années 1960. Drôle certes, elle ne sortait pas outre mesure du lot de ce qui était un véritable âge d'or de la télévision britannique. Si *Dad's Army* est unique à avoir perduré jusqu'au prime time des écrans d'aujourd'hui, c'est qu'elle raconte aux téléspectateurs britanniques la *story* qu'ils ont retenue, bien des années après, aujourd'hui plus que jamais, de leur propre *history*.

Un autre exemple de ce *storytelling* « après coup » concerne la campagne « *Keep Calm and Carry On* ». Là, pour le coup, il s'agit d'une réécriture totale de l'histoire. Ces affiches « légendaires », reproduites sur d'innombrables *mugs*, badges et tapis de souris du monde entier ont certes été imprimées en 1941. Le petit hic, où le marketing est plus muet, c'est qu'elles n'ont jamais été distribuées. C'est une lecture post-moderne par excellence du *Dunkerque spirit.*

La nostalgie exponentielle de *Britain's finest hour* (l'heure la plus glorieuse) permet de mieux comprendre l'un des mantras préférés des Brexitteurs, d'une logique des plus tordues : « *They need us more than we need them* » (les Européens ont davantage besoin de nous que le contraire). Il fait appel à ce récit que les générations d'après se racontent : « Nous avons sauvé l'Europe, ils nous seront éternellement reconnaissants. » Cela vaut également pour le revers de la médaille. « Ils nous punissent » dit-on de ces ingrats continentaux dès lors qu'ils osent ne serait-ce que songer une seconde à ne pas se plier aux (nombreux) desiderata de leurs sauveteurs d'antan !

Boris Johnson en est l'exemple le plus immédiat, à long terme sans doute le plus tragique. Il est le maître incontesté du « cakeism » – avoir toujours son gâteau même après l'avoir mangé. *To have your cake and eat it* est l'équivalent anglais de vouloir le beurre et l'argent du beurre, même si le sourire, voire d'autres attributs de la crémière, sont absents de la métaphore en VO. Lors de son passage bref au ministère des Affaires étrangères, il n'a pas hésité à faire référence à une autre série télévisée, cette fois-ci pas

comique du tout, puisée une fois de plus dans la mythologie de la Seconde Guerre mondiale. Elle date des années 1970 : *Colditz*.

J'entends le générique glaçant en tapant ces lignes, tant il est ancré dans « notre » mémoire collective, nous qui passions nos soirées à forger notre identité devant la BBC de l'époque. Le feuilleton raconte les affres mais surtout la bravoure des combattants britanniques emprisonnés dans un camp pour soldats étrangers en Allemagne. L'Union européenne est comparée à *Colditz* par Boris, pour avoir osé imposer sa volonté de garder intègre le marché unique. Bruxelles cherche « à fouetter le moindre prisonnier qui tente de s'évader ».

Le débat autour du Brexit qui puise sans cesse dans le vocabulaire de la période. Ce même Boris (sur lequel nous allons revenir plus tard dans son autre rôle de journaliste) enjoint la Première ministre à exiger que Bruxelles gomme le filet de sécurité empêchant toute réintroduction d'une frontière en Irlande. Comment appelle-t-il la clause proposée pour se débarrasser de cette garantie de la paix ? *A freedom clause* (la clause de la liberté). Ce recours à 1940 vaut des deux côtés. Les Remainers sont eux tout aussi capables de traiter les Brexitteurs (ceux qui veulent *partir*) de « *quitlings* », faisant référence à *Quisling*, le grand collaborateur norvégien avec l'occupant nazi.

J'ai moi-même été confronté à ces attitudes. Les médias britanniques traitent la libre circulation des personnes comme si elle ne marchait que dans un sens. Ils négligent le fait que des millions de Britanniques comme moi en ont profité également, vivant comme des Européens en Europe. Conscient que l'on risquait de priver de futures générations de cette chance formidable, j'ai réussi à faire publier un article dans le *Telegraph*, bastion du Brexit le plus hardcore.

J'ai eu droit à des milliers d'insultes ! Le journal, au départ réticent à publier un article pro-européen, m'a même remercié par la suite d'avoir généré autant de clics. C'était le contenu des invectives qui était surprenant. La plus emportée me comparait à Lord Haw Haw. Il s'agit d'un aristocrate britannique parti s'installer à Berlin en 1939. Il y faisait les émissions de propagande (*Germany Calling*) sous la

dictée de Goebbels. Le simple fait d'avoir dit, et de façon la plus neutre possible après plusieurs allers-retours avec la rédaction, qu'un vote pour le Brexit risquait de priver les jeunes Britanniques de quelque chose qui a rendu ma vie infiniment plus riche, m'a valu cette comparaison des plus sympathiques !

On comprend facilement que le récit national puisé dans les conflits soit différent, donnant lieu à un *storytelling* particulièrement contrasté entre vainqueurs et vaincus. C'est plus intéressant encore de voir comment deux pays vainqueurs s'approprient la même histoire, des années après les faits, de façon totalement différente, mélangeant allègrement *story* et *history*. La confusion des genres a suscité une vive polémique au top niveau, entre Westminster et Hollywood.

Le code Enigma était réputé inviolable par les nazis qui l'utilisaient pour communiquer à leurs sous-marins dans l'Atlantique. Les machines de déchiffrement furent saisies lorsque des marins du navire britannique HMS Bulldog ont attaqué un U-Boot. Ils ont pu rentrer à bord et saisir le matériel. Cet assaut a été crédité par Churchill comme l'un des actes les plus courageux, permettant que la Grande-Bretagne soit du bon côté du conflit. Ceux qui y ont participé furent décorés avec les plus grands honneurs par le roi George VI.

Le film *U-571* racontant la bravoure des marins est sorti en 2000 avec comme légende sur les bandes-annonces : « Neuf hommes qui ont changé le cours de l'histoire ! » Voilà le hic ! Le film a été tourné à Hollywood, et financé par des producteurs américains, les marins responsables de l'exploit sont donc présentés comme faisant partie des United States Marines. Nos « héros » y sont joués par des acteurs de renommée comme Matthew McConaughey et Harvey Keitel. Pour parfaire ce récit de la gloire américaine, le chanteur Bon Jovi campe, de façon plus inattendue, l'un des principaux héros.

Cette transformation des faits n'est pas passée inaperçue dans les salles britanniques, d'autant que l'assaut réel eut lieu neuf mois avant l'entrée en guerre des Américains. Tony Blair dénonça le film comme « un affront à la mémoire de nos anciens combattants ». Sous la pression, les producteurs ont fini par ajouter sur le générique

de fin une mention indiquant qu'il s'agissait « d'une œuvre de fiction *basée* sur des faits réels ».

La situation se complique lorsque l'on apprend que David Balme, sous-lieutenant britannique qui participa à l'assaut en 1941, a fait l'éloge de ce film « extraordinaire », disant qu'il n'aurait pu être financé, sans être « americanized ». Avant ce film, insista-t-il, personne n'avait eu ni l'idée ni les moyens de raconter l'exploit. On a appris seulement plus tard que Balme avait été lui-même engagé par les producteurs du film, passant deux semaines sur le tournage à Malte comme consultant. Il a même trouvé que Matthew McConaughey est « a *terribly nice chap* » (un « type rudement sympa »), compliment anglais s'il en est…

Sa conclusion par rapport au film est intéressante : « Un film britannique, s'il avait été tourné – et avec quelles ressources ? – n'aurait pu capter la vraie ambiance, surtout celle de descendre dans un sous-marin allemand. Au moment de mettre son pied sur l'escalier, nul ne pouvait savoir si les marins allemands allaient vous tirer dessus dans l'ombre étouffante. Il y a beaucoup de sang et de tonnerre, les jeunes vont adorer ! »

Un autre film, beaucoup plus connu, plus récent encore, montre également comment on réécrit l'histoire à sa convenance, surtout quand les intérêts financiers s'en mêlent. Il y est question également du code Enigma. On peut s'étonner, en effet, que l'on reconnaisse si tardivement le travail de ceux qui l'ont déchiffré. Il y a une raison pour cela. *Imitation Game* est sorti dans les salles en 2014, plus tard sur Netflix.

Le film met en valeur l'histoire d'Alan Turing, mathématicien et cryptologue, en charge des machines de Bletchley Park sans lesquelles les Alliés n'auraient pu prendre connaissance des messages codés nazis. Il aurait pu être un véritable héros de la guerre s'il n'avait pas été victime d'un cambriolage en 1952. Lors de leur fouille à son domicile, les policiers britanniques ont trouvé des lettres d'amour écrites à un autre homme.

L'homosexualité était illégale à l'époque. On arrêta ce grand chercheur qui avait tant fait pour secourir son pays. Il est condamné

pour « outrage aux mœurs ». « *Gross indecency* » désignait à l'époque tout acte d'amour entre hommes. On lui propose le choix entre une « castration chimique » par prise d'œstrogènes ou un long séjour en prison. Il décide de se suicider, mangeant une pomme au cyanure. C'est d'ailleurs cette pomme qui aurait inspiré le logo d'Apple car Turing fut, en plus, l'un des inventeurs de l'ordinateur.

Le film a été plutôt bien reçu. Une critique dans *The Sunday Times* montre néanmoins une polémique à propos du traitement de ce héros de la Seconde Guerre mondiale. S'il n'avait pas été homosexuel, son travail aurait été davantage célébré. Sa sexualité joue pourtant un rôle essentiel dans son histoire, surtout à la fin. Dans le premier scénario proposé du film, on voit une scène d'amour avec l'homme à qui il écrivait ces lettres. C'est une étape importante pour bien comprendre non seulement ce qu'il lui est arrivé par la suite, mais surtout une décision aussi terrible de mettre fin à ses jours, et que Turing n'était pas une simple « machine » comme celles qu'il avait conçues.

La réticence vient cette fois-ci de Hollywood. Les producteurs ont décidé de couper la scène du film, demandant aux scénaristes d'accorder davantage d'importance à l'amitié entre Turing et une certaine Joan, jouée par Keira Knightley. On aurait même accentué le côté « autiste » de ce grand mathématicien pour ne pas trop revenir sur sa sexualité. Je suis tombé sur une interview à la BBC, diffusée très tard, où l'une de ses collègues de l'époque disait clairement que le vrai personnage était nettement moins obsessionnel que ce que le film suggérait. En plus, ajoute-t-elle, Joan n'était pas la grande beauté du film (« *she was no glamour puss !* ») Pour rendre Turing plus « macho », le film inséra également des scènes où il court des marathons.

Il ne s'agissait pas pourtant de scènes porno, si l'on en croit les indications du scénario refusé : « *Turing runs his hands through his partner's hair and tugs at his shirt* » (Turing met sa main dans les cheveux de son amant, puis tire sur sa chemise). Nous sommes loin de XTube. Si le « héros » du film avait eu une histoire amoureuse avec une femme, aussi importante dans le dénouement de l'intrigue, l'aurait-on amputée du film ? Pour une fois qu'un grand film de

Hollywood a comme personnage principal un vrai héros gay, c'est dommage que l'on transforme son histoire et, ce faisant, l'histoire.

Il faudrait attendre 2013 pour que la Reine lui accorde non pas un pardon, comme on l'a traduit dans les quelques articles parus en France, mais un intraduisible *Royal Prerogative of Mercy* ! En tout cas, pour citer la chanson d'Elton John, « *Sorry* » semble être le mot le plus dur. Cette curieuse disposition de la monarchie en guise de « pardon officiel » n'a pas manqué de susciter une autre polémique. De nombreuses personnes ont été emprisonnées, leur vie détruite, en raison des mêmes lois. Pourquoi seul Turing bénéficiait-il de cette clémence ? Ainsi, en 2017 le gouvernement conservateur décide d'accorder un pardon généralisé – la plupart du temps posthume, à tous ceux inculpés pour les mêmes faits. Cette loi porte son nom : Turing's law.

La façon de raconter les personnages clés autour du code Enigma a des répercussions encore plus récentes. Le neveu du mathématicien, Sir Dermot Turing, a publié un livre où il s'étonne que l'on accorde aussi peu d'attention aux Français et surtout aux Polonais, sans lesquels les découvertes de son oncle n'auraient pu voir le jour. Ces derniers ont même livré l'intégralité de leur travail en 1939 aux services secrets britanniques.

Il aura fallu aussi le plus pur des hasards, pendant la rédaction de ce livre pour que je tombe, moi aussi, sur un article dans le journal local de la ville de Chichester, lors d'un séjour dans le Sussex. On y parle de l'inauguration d'une statue dans la ville en l'honneur d'Henryk Zygalski. Le journal est avare de détails concernant ce personnage inattendu fêté dans un square discret de cette petite ville anglaise calme. Même sur Google, il n'y a que des liens en polonais. Pas d'autres mentions non plus dans les médias britanniques.

J'irai jusqu'à demander à une Polonaise de me décrypter sa biographie pour savoir que c'est lui qui a rencontré des cryptographes français et britanniques dans la forêt de Kabaty près de Varsovie le 25 juillet 1939 alors que l'invasion de la Pologne semblait inévitable. Il leur a présenté la machine pour déchiffrer le code Enigma. Le plus pur des hasards me permet ainsi de

transmettre, ici, dans un livre en français, cette autre version de l’histoire.

TYRANS

J’ai fait des revues de la presse européenne pendant plus de trente ans. Je peux affirmer, sans retenue que la presse britannique, tout en étant parfois la plus exigeante, est également de loin la plus odieuse du continent. 80 % des quotidiens, surtout les plus grands tirages comme *The Sun* ou *The Mail*, soutenaient le Brexit. Pour comprendre leur portée, il faut savoir que ce message est passé non seulement pendant la campagne du référendum, mais depuis des décennies déjà.

Des journaux comme *The Express*, gros pitbull europhobe, propose des Unes du genre « Méfiez-vous des Roumains qui vous piquent des choses dans votre maison ». Des montages d’innombrables titres de la même tonalité sont facilement disponibles sur Internet. Nul besoin pour un lecteur britannique de s’abonner. Les premières pages s’étalent à la vue générale devant le moindre marchand de journaux ou petite épicerie, dans la rue, dans le métro, chez le médecin, jour après jour. Selon une étude de la Loughborough University, 82 % des articles parus dans la presse britannique pendant la campagne du référendum avaient un ton négatif à l’égard de l’Union européenne. Ce chiffre prend toute son importance dans un référendum où le Leave l’a emporté par une marge assez étroite de 51,9 contre 48,1 %.

Lire ce genre de choses depuis des années conditionne l’esprit même le plus critique. Prenez la distinction faite dans la quasi-

totalité de la presse britannique entre « migrants » et « expatriés ». *The Telegraph* proclame ceci : « *The EU has been plotting for weeks to thwart Theresa May's plans to secure a deal for British expats in Europe and migrants in the UK.* » (L'Union européenne complote depuis des semaines afin de contrecarrer – *thwart* est onomatopéique, on entend presque la gifle – les projets de Theresa May qui cherche à obtenir un accord sur le sort des *expatriés* britanniques en Europe ainsi que des *migrants* au Royaume-Uni.)

Il s'agit dans les deux cas de ressortissants de l'Union européenne exerçant leur plein droit à la libre circulation. On entendait très peu le terme « migrant » avant le référendum. Il était alors question de « citoyens européens » de part et d'autre. Pour avoir travaillé dans une news-room de la BBC, je sais à quel point la presse détermine non seulement l'agenda mais, plus imperceptiblement, le vocabulaire de l'actualité quotidienne. Puisant leur inspiration dans les journaux qu'ils lisent tôt le matin, les journalistes des radios et télévisions adoptent cette terminologie, et plus insidieusement le ton. Il fut un temps où les bulletins de la BBC ne parlaient pas des Européens installés depuis des années au Royaume-Uni comme « *migrant workers from the EU* ». Aujourd'hui c'est le terme accepté.

On voit le résultat lorsque l'on tombe sur cet auditeur qui a téléphoné à la chaîne de radio LBC, deux ans après le référendum. Il avait voté Leave, mais voulait un deuxième vote. Pourquoi ? Il avait changé d'avis. Il voulait prendre sa retraite en Espagne. En votant pour le Brexit, il pensait mettre fin aux droits des « migrants » de s'installer en Grande-Bretagne. Cela ne lui avait même pas effleuré l'esprit que cela marchait dans les deux sens, que les mêmes restrictions pouvaient s'appliquer à lui, futur expatrié britannique.

Dans leurs éditoriaux souvent enflammés, les plumes les plus respectées puisent dans ce même vocabulaire guerrier des exploits de 39-45. Les tractations européennes se soldent toujours, on le sait, par un nombre incalculable de petites concessions de part et d'autre. On cherchera longtemps avant de tomber sur le terme « compromis » dans ces journaux. Tout devient immédiatement

affaire de « capitulation » ou de « victoire » comme au bon vieux temps. Certains journaux europhobes ont fait preuve de peu de patience quant aux efforts considérables de la Première ministre chargée des négociations, jugée trop molle à l'égard de « l'ennemi ». On fait souvent rimer son prénom avec le surnom donné à Neville Chamberlain, coupable d'avoir tenté « d'apaiser » Hitler : *Theresa the appeaser.*

Entre parenthèses, si jamais il y a eu Premier ministre britannique victime de la confusion injuste entre *history* et *story*, c'est ce même Chamberlain, Premier ministre de 1937 à 1940. J'ai récemment vu une conférence donnée par Lord Lexden, l'historien officiel du Parti conservateur. J'ai appris pendant quarante-cinq minutes tout ce que Chamberlain avait fait pendant sa très longue carrière à la tête de plusieurs ministères pour améliorer le sort de ses compatriotes les plus démunis, souvent contre ceux de son parti. Il fut sans conteste le dirigeant conservateur le plus progressiste de son époque. Je n'en savais rien. Pour moi, comme pour la plupart des Britanniques, sa seule et unique participation au narratif national fut celle d'essayer en vain d'empêcher une guerre des plus meurtrières et d'avoir eu le malheur d'agiter dans le vent un petit bout de papier lors de son atterrissage à Londres, après avoir vu le Führer à Munich.

On l'aura compris, le narratif du Brexit est par nécessité conflictuel, celui entre vainqueur et vaincu. Un jour on rassure son lectorat que toutes les demandes britanniques seront satisfaites. Le lendemain, dès lors que Bruxelles dit non à la moindre demande, le lexique incarne le nec plus ultra de la rancune la plus offusquée. Là, le vocabulaire militariste se tourne vers une autre spécialité d'outre-Manche, le SM.

Prenons le cas du mot « *bully* » – concept on ne peut plus britannique, partout à la une. C'est un verbe et un nom propre. Le dictionnaire français fait de son mieux pour donner un vague aperçu : « Intimider, persécuter, brutaliser, martyriser, tyranniser, rudoyer, harceler ». On reste loin du compte. Le mot sort tout droit de la cour de récré : *the school bully* est celui qui s'en prend à ses victimes avec le sadisme cruel des enfants. Que de titres, même dans les journaux les plus respectables qui annoncent à cette nation

supposée toute-puissante, qu'elle est du jour au lendemain brimée « *Brussels bullies Britain* ».

Cela atteint des proportions comiques dans un journal comme *The Express*, persuadé qu'il faut à tout prix coucher la moindre information concernant l'Europe dans un langage dont le seul but est de rendre apoplectique de rage son électorat (déjà très âgé). On imagine la scène quand la dépêche suivante arrive dans la rédaction : « La République d'Irlande ouvre de nouveaux bureaux chargés du commerce extérieur en Australie et au Moyen-Orient. » Comment rendre l'information, somme toute banale, plus sexy ? « *Ireland's Brexit PLOT* (leurs majuscules) *: Dublin opens up new embassies as Britain braces for trade war* » (Le COMPLOT de l'Irlande face au Brexit : Dublin ouvre de Nouvelles Ambassades alors que la Grande-Bretagne se braque pour une guerre commerciale).

Il suffit de parcourir quelques lignes de l'article pour apprendre qu'il ne s'agit pas du tout d'ambassades. L'idée sous-entendue, peut-être même hélas inconsciente de la part de ceux qui pondent ces titres, est que la République d'Irlande, indépendante depuis un siècle, devait toujours être une colonie n'ayant pas encore pris suffisamment son envol pour ouvrir ses propres instances.

Le summum de l'état de victimisation, corollaire incontournable d'un complexe de supériorité, se voit dans l'un des articles les plus grotesques jamais parus à la Une de ce journal autrefois considéré comme l'un des plus sérieux de l'establishment, *The Telegraph*. À un mois de la sortie initialement prévue de l'Union européenne en mars 2019, stupéfait que Bruxelles ne se soit pas pliée aux exigences britanniques, l'un des éditorialistes propose le titre suivant, édifiant à tous niveaux : « La meilleure chance de revanche pour notre Brexit bâclé c'est désormais de rester dans l'Union européenne ! » Dans la première phrase on brandit le spectre du « *bullying* » des « théologiens les plus fanatiques et tonitruants » de l'autre côté de la Manche. La meilleure stratégie, pour l'auteur, correspondant du journal à Bruxelles, rien de moins, serait de leur faire subir la présence d'une Grande-Bretagne hostile et intransigeante qui pourrait démanteler et pourrir tout le système de

l'intérieur. Et nah ! « Les vrais Brexitteurs doivent désormais s'inspirer du *Richard III* de Shakespeare, où le bossu fourbe complote contre le régime en préparant la Guerre des Roses, tout en chantant les louanges de "notre été si glorieux de la paix". » Nous quittons carrément la cour de récré pour le cabinet de psychiatrie.

Il y a trente ans le vocabulaire à l'égard de l'Europe était hostile, certes. L'on se cantonnait à des jeux de mots douteux mais moins militaristes. Impossible d'expliquer sinon la portée de la Une la plus connue du *Sun* en 1990 à la fois comique et obscène, contre celui qui fut à l'époque le président de la Commission européenne : « *Up Yours, Delors* ». Il suffit de lire le titre qui l'accompagne sur la première page pour saisir le sens général – « on encourage nos lecteurs à indiquer à ce c****d de français le lieu parfait pour enfoncer son ÉCU ! » Quant à celle qui s'y opposait de plus en plus, on profita de la grande souplesse de la langue anglaise. Le simple substantif *handbag*, sac à main, fut transformé en verbe parfait pour camper les victoires de la première Première ministre de l'époque : « *Thatcher handbags Europe* ».

Le comble de l'ironie est que cette presse si xénophobe appartient à des étrangers ! Rupert Murdoch se définit comme un Australo-Américain. Britannique en tout cas, jamais ! Cela ne l'empêche nullement d'être le propriétaire de bon nombre d'organes de presse, et non des moindres. Il a été maître à bord de *Sky*, du *Times* et du *Sun*, tous particulièrement influents, lus et regardés par une grande partie de la population. Rien que *The Sun* tire chaque jour davantage d'exemplaires que toute la presse écrite française réunie. On comprend davantage le Brexit lorsqu'il explique ainsi la raison de son aversion pour l'Union européenne : « Quand je vais à Bruxelles, personne ne m'écoute. Quand je frappe au 10 Downing Street, la porte s'ouvre. »

En dehors de l'Empire Murdoch, l'un des journaux les plus haineux est celui qui se targue depuis des années d'être le porte-parole de la *middle class* anglaise, le *Daily Mail*. Son site web, le plus consulté de toute la presse, est un mélange de vitupérations politiques et de ragots people. Le journal n'y va pas de main morte. Apprenant que les juges de la Cour suprême avaient commis un

acte aussi séditieux que de contraindre le gouvernement de Mrs May à passer son projet Brexit devant les députés au Parlement, le journal publie les photos de ces mêmes juges à la première page sous le titre « Les Ennemis du Peuple ! » Exactement la même Une se trouvait au début des années 1930, à propos de juges allemands dans un certain *Völkischer Beobachter.*

Coïncidence ? On peut l'espérer. Néanmoins le journal avait de sérieuses références en la matière. Son fondateur, Lord Rothermere, soutenait très clairement ce que les Britanniques avaient comme véritable mouvement fasciste, les chemises noires de Sir Oswald Mosley. Le propriétaire ne s'en cachait nullement, surtout dans ses éditoriaux enflammés ou des Unes comme « *Hurrah for the Blackshirts !* » Il était très admiratif d'Hitler. Le Führer reçut notamment de sa part une lettre de félicitations pour son invasion de la Tchécoslovaquie.

Soucieux de ses ventes actuelles, le journal voit néanmoins le vent tourner. Le vicomte Rothermere, descendant du fondateur et propriétaire du titre, a remplacé en septembre 2018 le rédacteur en chef turbulent, Paul Dacre par un autre, Geordie Greig qui eut, au moins par le passé, quelques empathies pour la cause du Remain. Sans que le journal vire du jour au lendemain sa cuti, le côté proBrexit est en tout cas nettement moins strident. Pour le *Mail*, c'est sans doute une stratégie plus payante à long terme. Pour le pays, le mal est déjà fait.

C'est un poncif en France, surtout dans les médias, de parler de l'excellence journalistique britannique. Sans conteste le pays a souvent montré le meilleur, plus récemment, en revanche, et de plus en plus, le pire du métier. Le Brexit particulièrement focalise les esprits et les intérêts financiers du monde politique et du business. La réputation de la presse en Grande-Bretagne prend un sacré coup lorsque l'on apprend, par exemple, que Reporters sans Frontières l'a rangée en 2018 derrière l'Uruguay, Samoa et le Chili en raison des restrictions sur les reporters. D'après leur World Press Freedom Index le Royaume-Uni ne figure qu'à la quarantième place sur 180 pays quelque part entre Trinidad et Tobago et le Burkina Faso ! L'Italie était le seul pays de l'Union européenne à avoir une place

plus basse que le Royaume-Uni. La France pour information finit en trente-troisième position, avec la Norvège, Suède, les Pays-Bas et la Finlande en haut du palmarès. Parmi les reproches contre la Grande-Bretagne, les restrictions de plus en plus draconiennes sur l'accès aux députés pendant les élections législatives récentes.

La presse britannique n'est plus un phare comme elle a pu l'être dans le passé. En témoigne l'enquête Leveson sur le hacking illégal des portables de vedettes et surtout d'autres personnes exposées, souvent contre leur gré, au feu de l'actualité. Le seuil de l'acceptable a été dépassé, déclenchant l'effroi dans l'opinion, lorsque le *News of the World* a manipulé le répondeur téléphonique d'une jeune fille assassinée. Ses parents ont ainsi pu espérer pendant quelques jours que leur fille était toujours en vie, constatant que des messages avaient été effacés.

Tony Blair, des vedettes comme Hugh Grant, J.K. Rowling ou Sienna Miller, ainsi que d'innombrables anonymes se sont succédé pendant une année devant la Commission, le tout retransmis en direct à la télévision. Le gouvernement de David Cameron avait lancé cette procédure. Une fois les conclusions rédigées, en revanche, face à la menace sous-jacente de remonter les magnats de la presse contre lui à l'approche des élections, le Premier ministre décide de les « noter » plutôt que de les mettre en œuvre.

Qu'est-ce qui explique ce pouvoir et la virulence des journaux britanniques ? Tout simplement leur nombre. Avant qu'Internet ne brouille les cartes, 13 millions de journaux étaient vendus par jour sous forme de papier, contre 3 millions en France. Le lectorat se partage aujourd'hui davantage entre papier et écran. L'importance de la presse n'en est pas moins décisive.

La virulence des Unes et éditoriaux, le ton général, résultent directement de ce marché extrêmement concurrentiel. En France les lecteurs sont nettement plus fidèles à un seul titre. Il y a peu de gens qui lisent un jour *Le Figaro*, puis changent le lendemain pour se plonger dans les pages de *Libération*. Il y a beaucoup plus de journaux différents en Grande-Bretagne. Ils doivent se battre sur les mêmes tranches d'opinion. Par conséquent, il faut tout faire pour attirer l'attention de l'acheteur, et surtout le fidéliser.

Un mot aussi sur les poncifs concernant les tabloïds britanniques. On me fait souvent des remarques lorsque je reproduis sur Twitter un scoop du *Sun* ou du *Mirror* (« oui, mais c'est dans un tabloïd ! »). Leurs méthodes sont incontestablement parmi les plus odieuses du monde occidental. Il ne faut pas conclure pour autant que leurs informations ne sont pas fiables. S'ils y mettent les moyens, c'est que les journalistes de la rédaction des grands tirages se targuent de ne raconter que des informations vérifiées. Beaucoup de scoops dans les coulisses du Brexit arrivent par le correspondant politique du *Sun*. Pourquoi ? Il a droit aux fuites, nombreuses dans l'ambiance survoltée des entourages de différents ministres qui se détestent. Si l'on « fuite », c'est pour être lu. Autant se tourner vers les tribunes les plus consultées. On est aux antipodes des tabloïds d'outre-Atlantique, capables comme j'ai vu une fois à New York, de mettre en Une la présence soupçonnée d'extraterrestres dans la Maison Blanche. Même par les temps qui courent, cela entame quelque peu la crédibilité du journal.

La réputation de la sacro-sainte BBC a également pris un sacré coup à cause du Brexit. Le problème est plutôt personnel qu'institutionnel. Il se trouve que les vedettes de la chaîne, installées depuis belle lurette, ont un profil similaire. Andrew Marr fait la principale émission politique le dimanche matin, John Humphrys celle du matin à la radio et Andrew Neil, ancien rédacteur en chef du *Times*, est l'un des journalistes vétérans du pays.

Tous sont sans conteste pro-Brexit. Ayant travaillé dans les années 1980 comme Producteur de l'émission *Today* à la BBC, je peux témoigner que John Humphrys était, à l'époque, un modèle de rigueur. Trente ans après, ses questions laissent d'innombrables auditeurs de la principale matinale à BBC Radio bouche bée. Il a demandé, par exemple, au ministre irlandais des Affaires étrangères pourquoi il fallait une frontière entre les deux Irlandes « car on s'en passait très bien, s'arrangeant entre voisins, avant l'Union européenne ». Il a poussé le bouchon jusqu'à proposer que l'Irlande « quitte Bruxelles pour se réunifier à nouveau avec le Royaume-Uni ». Deux exemples que j'ai entendus dans une seule matinée alors que j'écris ce chapitre.

Un autre exemple. Cette même émission, *Today*, a tenu à définir « le jargon autour du Brexit », payant une grande actrice pour lire des explications prétendument les plus simples et objectives. La libre circulation des personnes a été définie comme « la liberté pour les ressortissants européens de venir vivre et travailler au Royaume-Uni et d'avoir accès aux services publics et aux allocations ». Point. Nulle mention que cela marche dans les deux sens. Depuis quelques années il y a davantage d'Européens au Royaume-Uni que vice versa. Depuis quarante ans en revanche le mouvement général est clairement dans l'autre sens. Personne ne le saurait en regardant la page sur le site web de la BBC. Cela nourrit inconsciemment le narratif « ils nous envahissent ».

Le paysage audiovisuel britannique vit beaucoup sur ses lauriers du passé, surtout dans l'imagination d'autres pays européens. La réalité est nettement plus nuancée et complexe. Prenez par exemple la chaîne d'information *SkyNews* qui a fêté ses trente ans d'existence en février 2019. Certes, elle fut lancée par Murdoch, faisant partie de son empire médiatique au même titre que *The Sun* et *The Times*. « C'est la BFMTV locale », m'a suggéré une journaliste française, spécialiste des médias. Pas tant que ça. Le ton des journalistes de cette chaîne privée, souvent en poste depuis bien longtemps, est clairement plus objectif sur les questions touchant au Brexit. De nombreux ministres préfèrent passer à la BBC pour des interviews plus « cosy », et moins dangereuses, face à des grandes vedettes qui les cajolent.

En ce qui concerne la manipulation cynique et irresponsable des médias, la palme revient sans conteste à Boris Johnson. On l'a vu plus haut, sa carrière de journaliste ne faisait que nourrir ses ambitions politiques. Plus que tout autre, il créa des *fake-news* bien avant l'heure, à une époque où les gens faisaient une confiance quasi aveugle aux médias. Son lieu de prédilection, Bruxelles. Parmi ses inventions les plus étonnantes, des tailles réglementaires pour les préservatifs ainsi que l'interdiction des chips au goût de crevettes sauce cocktail.

Son mythe le plus grotesque concerne le degré de courbature des bananes jugé inacceptable par Bruxelles : *bendy bananas*. Une

participante à l'un des innombrables débats sur le Brexit a été questionnée par un journaliste de *SkyNews* qui la poussait à fond pour savoir comment la vie britannique serait meilleure une fois le pays sorti de l'Union européenne. Visiblement mal à l'aise pour trouver un seul diktat bruxellois qui la gênait dans sa vie quotidienne, elle finit par citer cet exemple.

Les vieilles habitudes sont coriaces. Après avoir longuement hésité, Johnson annonce, au début de la campagne pour le référendum, son choix en faveur du Brexit. Il s'agissait plutôt de son analyse de la façon la plus efficace de s'installer au 10 Downing Street. Il a pondu deux éditoriaux, envoyant les deux pour ne pas révéler son choix avant le jour J. Sans doute aussi parce qu'il a eu du mal à peser les retombées du pour et du contre sur son plan de carrière.

Dans la lettre publiée, il proclame qu'il faut sortir de l'Union européenne, ce « bastion des technocrates » où un pays comme la Grande-Bretagne n'a même pas le droit de passer des lois destinées à protéger la vie des femmes cyclistes. Il fait référence à ses efforts, alors qu'il était maire de Londres, afin de protéger les vélos contre les gros camions. « Nous voulions baisser la hauteur des vitres pour améliorer la visibilité. On nous dit que c'est impossible car il fallait attendre quelques années les directives européennes à ce propos, en dépit d'une suite d'accidents mortels frappant surtout des cyclistes féminins. »

Le petit hic est qu'il a tort. Il a certes fait une campagne dans ce sens. La législation qu'il propose lui-même, loin d'avoir été refusée, fut approuvée au Parlement européen par 570 députés contre 88. Quel gouvernement a pu donc s'opposer à ces mesures ? Celui de son propre pays ! Un porte-parole du gouvernement a même expliqué à la BBC que « nous, en Grande-Bretagne, avons décidé de ne pas mettre en œuvre les directives européennes à cet égard. Les respecter imposerait de nouvelles tracasseries bureaucratiques ».

Pire encore ! Johnson le savait. En 2014 on le trouve, bien avant qu'il n'opte pour un Brexit, parlant des « douzaines de villes européennes qui soutiennent ces amendements. Nous pouvons

sauver des centaines de vies à travers l'Union européenne. Je suis profondément déçu de la prise de position *du gouvernement britannique.* Je l'enjoins à prendre à bras-le-corps cette question si vitale ».

En arrivant chaque matin dans son bureau à Bruxelles Johnson demandait, selon l'un de ses collègues, le correspondant du *Times* : « Qu'est-ce qui se passe aujourd'hui, et pourquoi c'est mauvais pour la Grande-Bretagne ? » Parmi ses titres les plus mémorables, « Bruxelles recrute des renifleurs pour s'assurer que les engrais aient une odeur ». « Les escargots sont des poissons selon une directive »… Johnson concédera des années après à la BBC que pour lui c'était plutôt un jeu. « C'est comme si je jetais des rochers par-dessus la barrière du jardin. J'entendais la serre voler en éclats. Tout ce que j'écrivais depuis Bruxelles avait un effet incroyable, explosif sur le parti conservateur. » Sa phrase suivante est la plus révélatrice : « *It really gave me this, I suppose, rather weird sense of power* » (Tout cela me conférait, je suppose, un sentiment plutôt bizarre de pouvoir).

ORGIES

Cette obsession britannique du passé atteint son summum dans une cérémonie totalement inimaginable dans tout autre pays européen. Il s'agit d'une véritable orgie de patriotisme orgasmique qui clôt chaque année les « Proms » de la BBC. Ces concerts promenades proposent de la musique classique tous les soirs pendant l'été et sont retransmis à des audiences plutôt confidentielles à la radio.

Le seul moment qui capte le prime time de BBC One est ce curieux spectacle en direct depuis le Royal Albert Hall. Depuis quelques années, des foules amassées dans des parcs à travers les différentes « nations » britanniques sont reprises en *live-feed*, agitant elles aussi leurs drapeaux, entonnant les mélodies dans un multiplex à l'unisson.

Essayez d'imaginer la même chose en Allemagne ! Même en France une bonne partie de la population serait horrifiée par ce qui prendrait immédiatement des allures de rassemblement politique. C'est justement à cause du passé, du poids de celui-ci dans la psyché nationale, que même ceux qui évitent la cérémonie lui trouvent un aspect plutôt « bon enfant », du genre « on était du bon côté, on peut donc se le permettre ! »

Britannia – la Marianne nationale – est ressuscitée par la foule de nostalgiques surexcités au premier rang, en grande pompe de circonstance. Brandissant frénétiquement leurs drapeaux *Union*

Jack, ils tentent de conjurer leur mascotte moribonde, l'enjoignant à régner une fois encore sur ces mêmes mers et océans qui autrefois furent à sa merci « *Rule Britannia, Britannia rules the waves* ».

On suit chaque année, à quelques variantes près, la même *playlist* de chansons patriotiques, culminant en général par *Land of Hope and Glory* d'Elgar, l'hymne alternatif au *God Save The Queen*. C'est dommage ! Le morceau qui est de loin le plus émouvant est nettement moins connu hors les frontières britanniques : *Jerusalem*. La musique est d'Hubert Parry. Le texte est un poème de William Blake, rédigé pendant l'ère industrielle. Il s'inspire de l'idée curieuse selon laquelle Jésus aurait séjourné en Grande-Bretagne. Il y trouve même le site de la vraie Cité Sainte : « *And we shall build Jerusalem on England's green and plaisant land* » (Et nous bâtirons Jérusalem dans cette terre verte et agréable qu'est l'Angleterre).

Le texte évoque une vision bucolique du pays résonnant d'autant plus à l'époque de sa création. Ces paysages rupestres contrastent avec les usines « sombres et sataniques » de la nouvelle ère industrielle, scènes d'exploitation de travailleurs mineurs. Chose que très peu de Britanniques retiennent, Blake était un fervent partisan de la Révolution française ! Il fut même accusé (mais acquitté) en 1803 pour avoir prononcé des expressions de trahison et de « sédition », après avoir pesté contre le Roi lors d'une altercation avec un soldat en état d'ébriété. Comble d'ironie pour quelqu'un qui est l'auteur de cet hymne qui retentit notamment dans les stades. L'équipe de rugby d'Angleterre, contrairement à celle du foot, n'ose pas trop réquisitionner *God Save the Queen* des autres équipes partageant les mêmes îles. Jerusalem est en tout cas le seul de ces *national anthems* (y compris *God Save the Queen*) capables de faire vibrer encore mon cœur depuis longtemps expatrié.

Une chose inattendue se passe néanmoins au cours de cette cérémonie aux allures vieillottes que beaucoup de Britanniques regardent, peinés. Depuis le référendum, *The Last Night* attire les foudres des Remainers. Ils le considèrent, non sans raison, comme le repère des Brexitteurs les plus excentriques. Ils montent une véritable campagne pour inonder le public de drapeaux de l'Union européenne. D'autres viennent avec ceux des pays membres. Les

anti-Union européenne réagissent, brandissant des Union Jacks plus grands ou, chose que l'on ne voyait moins, le drapeau de saint George. Ce qui fut jusqu'en 2016 une soirée des plus chauvines revêt paradoxalement depuis peu un caractère européiste, lui aussi, *bon enfant.*

Comme on a vu, la Grande-Bretagne n'a cessé depuis trois quarts de siècle de se définir par rapport à la guerre, à ses guerres. Il ne faut jamais oublier que presque la moitié des électeurs ont voté Remain. Bon nombre de Brexitteurs même ne se reconnaîtraient pas dans la cérémonie. La mythologie autour des guerres sous-entend néanmoins, aujourd'hui plus que jamais, le discours politique. Cette fibre nationale est attisée par une presse de plus en plus hystérique que rien ne retient dans ses envolées nationalistes.

Cela ne s'arrange pas avec le temps ! À quelques semaines de la sortie de l'Union européenne, alors que l'idée d'un *no-deal* semblait de plus en plus imminente, différents ministres parlaient de rayons vides dans les supermarchés, de manque de produits et de médicaments. Il était même question que l'armée évacue la Reine en cas d'émeutes ! Que de micros-trottoirs à la télévision dans les fiefs du Leave avec des passants prêts, disent-ils, à relever le défi : « Nous avons survécu à la guerre, nous tiendrons bon ! »

Aucun des « nous » interviewés n'a évidemment l'âge d'avoir connu les vraies affres et privations de l'époque fétichisée ! J'ai connu mon pays dans les années 1970 où il y avait de vrais manques dans les supermarchés. Personne à l'époque, et surtout pas la presse, ne vantait « l'esprit du Blitz ». Nous pestions plutôt devant d'énièmes boîtes de *baked beans* et de ce vestige de la guerre qui a nourri mon enfance, du *spam* ! C'était du *spiced ham* – du jambon regorgeant d'amidon et tonifié à grands coups de gélatine, de sucre et de nitrates. C'était la viande « miracle » selon ses concepteurs américains. Ce n'est pas pour rien que ce nom si résonnant dans l'imaginaire collectif anglo-saxon passera des années après comme une lettre à la poste pour désigner le courrier indésirable dans nos boîtes électroniques.

Plus largement, si l'histoire est la clé de voûte identitaire, il ne faut pas conclure pour autant qu'elle est étudiée en détail. Bien au

contraire. J'ai passé la plus grande partie de ma scolarité sans véritables cours d'histoire. Il fallait choisir entre différentes matières à l'âge de treize ans. Dans mon lycée on pouvait étudier soit la géographie, soit l'histoire, mais pas les deux. Je me souviens clairement des conseils de mon père qui préférait que je me penche sur les cartes du monde actuel, plutôt que sur les faits de celui d'hier. La légende veut que les deux guerres mondiales furent gagnées sur les terrains sports d'Eton, l'école privée la plus prestigieuse où vont les enfants des familles les plus riches et influentes. Le Brexit a été remporté par ceux de ma génération pour qui l'histoire était plutôt une mythologie qu'un vrai sujet d'étude.

On se le dit à voix basse, la Grande-Bretagne d'aujourd'hui paie les frais d'avoir été vainqueur dans le passé. Heureusement pour l'Europe que le pays de mes parents a tenu bon, de façon héroïque. Dommage néanmoins que la génération de l'*après*-après-guerre ne puisse pas faire quelque chose que la langue anglaise permet pourtant avec élégance : *to move on*, passer outre. À force de tant tergiverser entre complexes d'*inferiority* et de *superiority*, le Royaume-Uni semble étrangement prisonnier du siècle dernier. Le Brexit en sera soit l'épitomé soit le coup de grâce.

Pourtant, il n'y a pas que ce passé-là. Il y en a un, plus ancien, plus flou et plus polémique qui, paradoxalement, en raison de sa distance dans le temps, est cité par les partisans du Brexit comme modèle de l'avenir : l'Empire.

FLIRTS

Si les Britanniques connaissent une version parfois romancée de leur rôle dans les « Grandes Guerres », ils en savent étonnamment peu sur leur propre Empire, si ce n'est qu'ils en ont une certaine mélancolie nostalgique. Je ne me souviens d'aucun cours à l'école sur la colonisation. Je revois vaguement une carte du monde dans ma salle de classe dans les années 1960. Le maréchal Horatio Herbert Kitchener nous pointait encore du doigt en haut d'une mappemonde où les trois quarts du globe avaient été, dans un passé plus ou moins vague, « peints en rouge ». Si l'encre qui colorait nos vastes dominions était défraîchie, c'était sous l'effet d'un soleil qui ne s'était pas encore tout à fait couché sur notre passé glorieux.

Rien en revanche dans notre programme scolaire sur la moindre guerre ou atrocité, les exploitations, les famines à l'époque de l'Empire. Il suffit de lire les écrits du député et chercheur indien Shashi Tharoor sur les séquelles du Raj. « Les Britanniques ont apporté la démocratie, les chemins de fer et le cricket ? » demande-t-il. Certes, mais seulement au terme « de 200 ans de pillage, de rapacité et d'exploitation ». En 1859 le gouverneur de Bombay, Lord Elphinstone, conseilla à Londres d'appliquer la vieille devise de l'Empire britannique : « *divide et impera* », diviser pour mieux régner. On sait que l'Inde a un système fortement hiérarchisé. Il a été encouragé par une administration qui rangeait le peuple envahi dans

des castes, des sous-castes, des sectes et toutes sortes d'ethnicités allant jusqu'à trouver des définitions bureaucratiques des différentes teintes dans la couleur de la peau. Une classification dont la population se passait fort bien avant l'arrivée des colonisateurs.

On a vu les résultats un siècle après. Le schisme entre hindous et musulmans fomenté par les Britanniques atteint son horreur en 1947 lorsque le colonisateur se décide à partir dare-dare après la victoire de Gandhi. La « partition » entre l'Inde et le Pakistan laissa derrière elle plus d'un million de morts, treize millions de déracinés. Les flammes de la haine entre religions continuent jusqu'à aujourd'hui dans le conflit du Cachemire. Si j'en parle, c'est que j'en ai eu connaissance grâce à une émission de la BBC en 2018 consacrée à la partition. Une journaliste de la chaîne s'est rendue sur place pour savoir ce qui s'est réellement passé avec des membres de sa famille pakistanaise, des proches qu'elle n'a jamais connus.

Autre exemple, si l'Inde a dépénalisé l'homosexualité en septembre 2018 seulement, c'est que la loi fut édictée à l'époque coloniale. Fait tout de même ironique, cette libéralisation a été présentée par la presse britannique comme « un pas en avant vers les valeurs occidentales » opéré par l'Inde. Ce sont les anciennes puissances coloniales qui ont imposé aux Indiens la Section 377, punissant les actes homosexuels. Son inspiration puise plutôt dans la pudibonderie victorienne que le Kama Sutra. L'un des temples les plus sacrés de l'Inde à Khajurâho dans le Madhya Pradesh, datant de l'an 950 regorge de sculptures dépeignant des actes entre adultes jouissant de ce que l'on appellerait dans la Grande-Bretagne d'aujourd'hui la « fluid sexuality ». L'idée même selon laquelle le sexe pourrait constituer un « péché » fut importée dans le sous-continent avec les premières Bibles.

Cette histoire, et surtout la réticence à l'étudier et à s'y confronter, prennent leur importance au moment où la Grande-Bretagne fait les yeux doux au reste du monde après son flirt un peu raté avec son propre continent. De manière générale, le peu d'intérêt pour connaître tous les aspects de *our glorious Empire* laisse persister des attitudes que l'on voit quand l'ancien Premier ministre David Cameron évoque « notre nation, celle qui mit fin à l'esclavage dans

le monde » sans mentionner tout ce qu'elle avait fait pour l'y introduire ! Il fait écho à Churchill qui lui aussi parla « des gloires et des innombrables services que l'Empire britannique a rendus à l'humanité tout entière ».

On voit cette ambiguïté aujourd'hui, à l'heure du Brexit, dans les relations avec l'Inde, sur le point de dépasser l'ancien colonisateur comme puissance économique mondiale. Les tables sont tournées. Certains dirigeants britanniques ne semblent pas s'en rendre compte, tant ils se pressent de brandir le drapeau de la « Global Britain ». Le Département du Commerce international a préparé un projet prévoyant les nouvelles relations commerciales souhaitées avec les pays du Commonwealth. Le surnom que l'on prêtait dans les coulisses à ce document, *Empire 2*, n'est pas passé inaperçu à New Delhi.

L'Inde est surtout mécontente depuis un moment du traitement peu favorable accordé à ses jeunes par Londres. Depuis quelques années les étudiants indiens ont le plus grand mal à obtenir l'autorisation pour étudier dans les prestigieuses universités de l'ex-*Mother Country*. Lors de sa première visite sur place après le référendum, Mrs May fut visiblement dépitée que le gouvernement indien conditionne l'accès à son juteux marché à une forte augmentation du nombre des visas dans l'autre sens, autrement dit cette même libre circulation des personnes qui agace tant l'ancienne ministre de l'Intérieur. Comparée à l'Europe, l'Inde c'est puissance dix !

Le Premier ministre Modi se voyait mal dans le rôle d'un maharajah du XIXe succombant aux exigences de la reine Victoria. Mis à part ces désaccords sur la libre circulation de leurs ressortissants, il n'est pas du tout sûr que l'Inde veuille sacrifier ses bonnes relations commerciales avec un bloc de la taille de l'Union européenne pour accommoder la Grande-Bretagne.

De l'autre côté, ce n'est pas sûr non plus que les gens qui ont voté le Brexit accueillent à bras ouverts l'arrivée en masse d'étudiants ou de travailleurs indiens pour remplacer des Polonais, Bulgares et Roumains que leur choix a fait partir. Ce n'est un secret pour personne. La peur de l'immigration était le principal moteur derrière

la campagne du Leave. Ce n'est pas pour rien que le leader d'UKIP Nigel Farage a choisi de sortir, une semaine avant le vote, une affiche montrant des centaines de réfugiés désireux de rentrer dans l'Union européenne sous le titre « *Breaking point* » (le point de rupture). Il affirme haut et fort, non sans raison, que cette affiche a fait gagner le Brexit. Pire, la photo a été manipulée. Certains visages jugés trop blancs ont été « foncés » afin de rendre le message plus clair encore pour ceux qui n'avaient pas compris.

La campagne officielle du Leave, dont Farage ne faisait pas partie, a désavoué, mais profité de son impact. Boris Johnson a prétendu que ce n'était pas son genre de campagne (« *It's not my politics* »). C'est tout de même, hélas, son genre de rhétorique. Il a pondu un article dans *The Telegraph* affirmant que si la Reine adore le Commonwealth, c'est que cette association avait fourni tout au long de son règne des « *flag-waving piccaninnies with watermelon smiles* » (des « négrillons » agissant des drapeaux avec des sourires larges comme des pastèques). Des propos écrits avant qu'il ne soit désigné ministre des Affaires Étrangères par Her Majesté *herself* !

Cette phrase s'inscrit dans une lecture assez ahurissante du passé qu'ont encore certains Britanniques et, pire, leurs élus. À titre d'exemple, ce tweet de la députée conservatrice Heather Wheeler lors des Jeux olympiques de Rio en 2016, deux mois après le référendum. Elle décrit à sa façon, pour le moins particulière, le palmarès des médailles : reste du monde : 320 ; Union européenne post-Brexit : 258 ; British Empire : 396 médailles. Le tout sous le titre « *Empire Goes for Gold* », (L'Empire atteint l'Or).

Tant que l'on peut rester dans le monde noir et blanc moralement justifiable des deux dernières guerres, entre vainqueurs et vaincus, le *storytelling* coule de source. À force d'inscrire leur récit national uniquement dans « The Great Wars », les Britanniques ignorent d'autres « histoires » nettement plus polémiques. À titre d'exemple, cela fait plus d'un demi-siècle que différents gouvernements tergiversent. Faut-il enfin enquêter sur ce qui s'est réellement passé lors des Troubles en Irlande du Nord au début des années 1970 ? La ministre chargée de la Province annonça seulement en 2018 que

certains soldats britanniques pourraient être traduits en justice, cinquante ans après les faits. C'est ce que réclament les proches de tous ceux tués lors du Dimanche Sanglant, *Bloody Sunday*. Vingt-huit manifestants ont été pris pour cible par l'Armée britannique en 1972.

À bien des égards, la Grande-Bretagne est incontestablement un pays davantage tourné vers le reste du monde que vers les côtes juste en face. Tous connaissent la phrase de Churchill : « À choisir entre l'Europe et l'Atlantique, la Grande-Bretagne choisira toujours le grand large. » La question, avec le Brexit, est de savoir si, dans le monde tel qu'il se dessine, à choisir entre le passé et l'avenir, la Grande-Bretagne optera pour l'illusion ou la réalité.

J'ai essayé de montrer que le Brexit est l'aboutissement d'une crise d'identité profonde qui couve dans l'âme britannique depuis 1945. Avec le temps, elle ne fait que s'approfondir. Cette nation autrefois si redoutable a du mal à adapter son génie, sa particularité à un monde où elle ne peut plus jouer le même rôle. Le réveil risque d'être dur. Les bâtisseurs du Brexit se sont réfugiés dans une mythologie de plus en plus contorsionnée. L'Europe sert plus que jamais de simple alibi pour des polémiques internes. Comme souvent dans ces débats aux allures continentales, les enjeux sont plus étriqués et purement nationaux.

Le reste de l'Europe regarde, médusée, les rebondissements ahurissants dans ce qui, avant le référendum, passait pour un modèle de tranquillité démocratique. J'ai vécu la plupart de ma vie d'adulte à Paris. J'ai également séjourné et travaillé dans d'autres villes européennes, notamment dix ans à Berlin. J'ai toujours été frappé de voir à quel point la vision des falaises blanches de Douvres est différente selon celui qui tend les jumelles. Avec les verres inadaptés qu'elle insère avec obstination dans l'appareil, la France en particulier a une vision surannée de l'outre-Manche, qui n'aide pas à comprendre le Brexit non plus. C'est ce que je vais essayer d'expliquer dans le prochain chapitre, en m'appuyant sur un exemple qui va droit au cœur de l'identité de mon ex-pays !

MYOPES

La France et la Grande-Bretagne vivent l'une vis-à-vis de l'autre dans un éternel *time-warp* (là où le temps est *distordu*). Ce miroir déformant est unique, le résultat de l'histoire de chaque pays ainsi que de nos relations. Les Français semblent parfois persuadés que la Grande-Bretagne est restée dans un monde aux allures de carnets du Major Thompson. La myopie est réciproque.

Impossible d'imaginer un reportage un tant soit peu léger sur la vie britannique qui ne soit pas « *so British* ». La télévision britannique, pourtant des plus modernes, fait de même dans l'autre sens. Impensable de parler de la France sans mettre de la java. Même un reportage sur les gilets jaunes au début de l'an 2019, fait par Channel Four, chaîne en temps normal plutôt décapante, a réussi à caser son « bout de son local », ce code pour ancrer le téléspectateur dans ce paysage stéréotypé. À défaut d'être *la* France c'est *sa* France.

Ce n'est pas le cas avec d'autres pays. Pour des raisons évidentes, la France et l'Allemagne ancrent leurs visions respectives plutôt dans le présent, voire le futur. C'est peut-être l'un des avantages du Brexit – enfin un ! Par les temps qui courent, les poncifs sur les « British » ne courront plus *the street*, investie, on peut le craindre, par des *yellow jackets* furieux à l'égard de tant de promesses non tenues. Je fais le constat de ce regard particulier semaine après semaine. Rien ne cristallise cette vision de la

Grande-Bretagne mieux que l'étrange obsession française à l'égard de la famille royale.

« *I don't "do" the Queen now !* » Voilà ce que j'ai tweeté, exaspéré, quelques semaines après avoir reçu mon tout nouveau passeport français, à la suite de je ne sais plus quel aléa concernant le gotha. Je suis souvent saisi même d'une question qui me laisse pantois, les francophones les plus doués en anglais faisant basculer l'intonation *up* et *down* sur le verbe qui titille tant leur curiosité : « *But do you KNOW the Queen ?* »

Mon numéro est dans les carnets de toutes les chaînes françaises, surtout celles, apparemment de plus en plus nombreuses de *news* 24/24. On m'appelle souvent. Sur ma spécialité, les affaires européennes ? Que nenni ! Sur le Brexit depuis peu, sans doute de moins en moins. En revanche, s'il y a la moindre dépêche sur la Reine – c'est pour ma pomme, et elles (la Reine et ma pomme) ont des allures de plus en plus *granny.*

Dès les premières rumeurs que telle ou telle Duchesse *is breaking her waters*, mon téléphone commence à vibrer en osmose avec les sursauts du ventre royal. Le summum a été atteint en 2017 lorsque quelqu'un me demandait si je « pouvais venir faire un truc sympa » sur ce titre invraisemblable qui venait de paraître sur le site web de la BBC : « *Meghan closes car door* », la future épouse de Harry a été jusqu'à fermer elle-même la portière de sa voiture. *Which comment did you want ?*

Contrairement à bien d'autres pays, on n'est pas payé pour venir nourrir les plateaux d'information français. Par conséquent, il faut une sérieuse motivation pour y aller. L'on peut aussi mettre ses conditions. Soit on est futile, soit on vend un livre. J'ai atteint l'âge où les cratères sous mes yeux ont eu raison de toute velléité d'abonder dans le premier sens. Ce livre n'est pas encore sorti. Seule autre motivation (et elle n'est pas aussi courante que l'on pourrait croire), avoir quelque chose à dire !

C'est clairement mon cas avec le Brexit. Si je suis libre, j'y vais. Je préviens que j'ai quitté mon métier de journaliste après le référendum afin de pouvoir m'exprimer librement. Les stagiaires ou assistants chargés de constituer les plateaux me connaissent bien.

Je leur indique que je veux bien venir à la seule condition de ne pas être présenté comme « journaliste britannique ». J'ai passé toute ma vie à vivre et à parler d'Europe en Europe, dans les médias en France, en Allemagne, en Belgique, sur ARTE et Euronews. Le seul pays où je n'ai pratiquement jamais travaillé pour un organe de presse est celui que j'ai quitté à l'âge de vingt ans. Je rechigne donc à être cantonné uniquement en fonction de mes seules origines, d'autant plus que j'ai poussé le bouchon jusqu'à m'en extirper !

Par conséquent c'est toujours amusant de voir en direct les grimaces, ainsi que les contorsions lexiques des journalistes découvrant sur leurs fiches l'intitulé « Journaliste européen » avec sans doute quelques inscriptions dans les marges (« attention, il ne faut SURTOUT pas le présenter comme journaliste britannique ! ») J'ai même été à deux doigts de conclure un contrat pour une chronique à propos de l'Europe sur une grande chaîne. « Comment veux-tu qu'on te présente ? » « Journaliste européen ! » « Cela ne veut rien dire, on va mettre journaliste anglais. » Les tractations se sont interrompues.

Dans le temps j'ai déjeuné avec la pétillante Christine Bravo pour participer à son émission *Union Libre*. Elle avait l'énorme mérite de parler de l'Europe en prime time pendant plusieurs années sur France 2. J'ai refusé, prétextant que je présentais déjà l'émission *Continentales* sur la 3. J'aurais pu néanmoins combiner les deux. La vraie raison est que je ne me voyais pas du tout mettre la camisole qu'elle me tendait si gentiment, celle de l'Anglais de service.

J'ai même su par des indiscrétions de personnes présentes sur le plateau qu'il était fréquent d'interrompre le faux-direct pour demander à la Belge d'être plus « surréaliste », à l'Italien de faire davantage de « gesticulations ». Par ailleurs, pour ajouter de la couleur locale j'allais mettre ce que je supposais être la traduction en italien de ce dernier mot. Après consultation, je sors *scandalizzato*. Les Italiens ne font pas la moindre *gesticulazzione* ! Mon Google me conseille sobrement : « Essayez avec cette orthographe : gesticulation. » Si même les dictionnaires ne suivent plus nos idées reçues !

Tout cela pour dire qu'ayant fait toute ma carrière en parlant de l'Europe, on ne m'appelle que sur des affaires concernant mon pays d'origine. Le Brexit, j'y vais car cela me passionne. La Reine, c'est déjà nettement plus mitigé. Les rares fois où j'accepte, je constate à quel point je ne rentre pas dans le cadre.

Nous sommes au mois de juillet 2013. *A slow news day* à l'approche des vacances. Kate va accoucher pour la première fois. Stéphane Bern étant en vacances, un ancien collègue paniqué me demande de venir au pied levé dans le journal de France 2 pour commenter l'arrivée de « *mon* futur roi ». Son arrivée au monde est parfaitement timée pour figurer live dans le 20 heures de Julien Bugier. Les médias des sans-culottes ne vibrent que pour les Royal couches-culottes. Il y aurait des tomes à écrire sur cette fascination française pour une institution qu'elle a elle-même guillotinée, mais pour laquelle elle continue à avoir une fascination des plus roturières.

Pendant le journal nous faisions à plusieurs reprises des allers-retours entre l'actualité sérieuse du monde et le *feed* depuis la Lindow Wing. Juste avant l'antenne, j'avais parlé avec une collègue d'une chaîne américaine sur place. Elle m'a indiqué qu'il y avait surtout beaucoup de touristes et de correspondants étrangers devant les grillages. Comme il faut faire du « rab » devant cette naissance qui tarde tant, je sens Julien Bugier de plus en plus agacé que je ne veuille pas rentrer dans le jeu de l'Anglais de service, gaga devant le gotha.

Plus récemment, j'ai reçu un nombre impressionnant de sollicitations pour commenter *ze wedding* de Meghan et Harry. Un journal français m'a même demandé de répondre à la question « Pourquoi la royauté britannique a tant besoin de paillettes pour maintenir son prestige ? Pourquoi est-ce si important pour les Anglais (*sic*) ? » À défaut de la décapiter, j'ai tourné la question sur la tête. Pourquoi les Français aiment-ils tant regarder leurs voisins à travers ces jolies lunettes en plastique avec filtres colorés, tendues par les sujets d'en face ?

J'ai une dispute des plus aimables, et apparemment assez télégénique avec Stéphane Bern en direct sur le plateau de France

2. Un citoyen français défendant la monarchie contre un ex-sujet britannique révolutionnaire, ce n'est pas tous les jours ! Pour la défense des rédactions de l'Hexagone, une large partie des médias britanniques n'est que trop contente, par les temps qui courent, de se ruer sur cotillons et paillettes. Le ton y est des plus serviables et *deferential*. La presse tabloïde obéit plus que jamais à ses deux règles secrètes : ne jamais dire du bien de l'Europe, ne jamais dire du mal de la famille royale.

Même si l'actuelle occupante du Trône a une capacité infinie à porter des chapeaux des plus improbables, elle n'est pas pour autant immortelle. Celui qui la remplacera risque de ne plus faire autant l'unanimité. Des voix antimonarchistes s'élèveront de plus en plus. Malgré l'omerta, elles existent déjà. Il suffisait de regarder pendant la cérémonie le hashtag #NotTheRoyalWedding pour voir des photos de ceux qui s'arrachaient des sacs comme dans les avions : « *Another duke to make you puke* » (« Encore un duc, de quoi vomir ! »).

Il ne faut jamais oublier non plus que les aspects soap-opera de la famille royale constituent un moyen de générer du cash. La présence des touristes augmente de 33 % pendant la semaine du mariage à Londres. Cela sert surtout à vendre une image adoucissante d'un pays plus que jamais mis à mal à l'égard de sa vraie identité et de son rôle dans le monde. Les images en Ultra HD sont relayées allègrement par des chaînes internationales, la France installée avec ses jumelles en first-class. Elles permettent, au moins le temps d'une journée, que l'on s'en fiche, royalement.

The Royal Family fonctionne souvent comme un vaste paravent, ou *diversionary tactic* pour ne pas regarder de plus près la société britannique. Pour le mariage de Harry et Meghan, je décide donc pour une fois d'accepter, et pourquoi pas les grandes chaînes, mais à une seule condition : que je puisse dire que les Britanniques ne sont pas tous scotchés devant leur poste et qu'il y a une autre actualité plus grave dans le pays. Ce que personne n'a remarqué en France est que les fastes coïncidaient avec l'un des plus grands scandales de ces dernières années, celui autour des « Windrush ».

À la fin de la Seconde Guerre mondiale les Britanniques manquaient singulièrement de main-d'œuvre. On demanda à des Antillais de venir les aider dans la reconstruction du pays. Le *Windrush* était le premier navire qui transporta la nouvelle main-d'œuvre vers la Mère Patrie. Il y a des images poignantes de ces hommes et femmes qui débarquent vers une nouvelle vie, une valise et parfois un, deux enfants à la main. Tous sont remplis d'espoir, de frissons aussi sous la pluie grisâtre du port de Southampton.

On ne leur a jamais donné de papiers, ni aux premiers arrivés, ni à leurs enfants nés bien après. En 1970 le ministère, en guise de remerciement pour leur aide, les rassure : ils seront considérés à tout jamais comme des Britanniques à part entière. En 2010 la ministre de l'Intérieur, une certaine Mrs May, décide de créer une ambiance « hostile à l'immigration illégale ». Dans l'impossibilité de produire des papiers qu'on ne leur avait jamais donnés, des centaines d'entre eux ainsi que leurs descendants furent licenciés, voire parfois expulsés du pays. Dans l'un des cas les plus honteux, l'on a refusé des soins pour traiter son propre cancer à une infirmière ayant travaillé pendant quarante ans dans les hôpitaux britanniques.

La ministre de l'Intérieur, ayant remplacé Mrs May, démissionne la même semaine que le mariage de Meghan de Harry. Cela devient rapidement l'un des scandales les plus choquants des dernières décennies au Royaume-Uni. Personne n'en parlait en France tant les caméras, ainsi que les commentateurs étaient braqués sur le côté « signe de la modernité et de l'ouverture de la famille royale britannique d'avoir accueilli une métisse ».

Nous sommes pourtant en plein cœur du Brexit parce qu'il s'agit de l'identité britannique, de l'absence de papiers et d'un certain racisme de la part des institutions depuis quelques années. Le scandale des Windrush touche au plus profond le débat sur le Brexit, mais pas forcément pour les raisons que l'on croit. À bien des égards, comparée à la France, la société britannique est nettement plus ouverte à l'intégration. Sans prétendre que le racisme quotidien n'existe pas, son expression dans la vie de tous les jours est beaucoup plus taboue.

J’avais été surpris de voir la façon dont en France l’arrivée d’Harry Roselmack au JT de TF1 en 2008 avait été acclamée comme un pas en avant presque révolutionnaire en ce qui concerne la présence de journalistes noirs à l’écran. Cela fait des années que des visages d’autres couleurs présentent les journaux britanniques. Dans les années 1970 déjà, le principal journal de l’équivalent de TF1, ITN, était présenté tous les soirs par Sir Trevor MacDonald, l’un des journalistes les plus réputés du pays. Personne ne faisait état, même à une époque très différente à bien des égards, de la couleur de sa peau.

Pourquoi j’en parle ? C’est parce que la réaction à l’égard des Windrush était des plus féroces en Grande-Bretagne, mais pas dans le sens que l’on imagine. Les gens étaient unanimement horrifiés par le traitement qui leur avait été accordé. Justement parce qu’ils étaient bien intégrés dans la société. Comme disait à juste titre Amber Rudd, la ministre de l’Intérieur, Mrs Rudd, chargée de réparer les pots cassés : « *they are part of us* » (ils font partie de nous). Ms. Rudd a démissionné la semaine du mariage, remplacée par Sajid Javid, fils d’un conducteur de bus pakistanais.

Quelle conséquence sur le Brexit ? Même si les racistes existent incontestablement en Grande-Bretagne, leur influence est marginalisée sur des questions ethniques, surtout à résonance avec le passé, comme c’est le cas de ces Windrush débarqués des anciennes colonies. Par conséquent, le racisme s’exprime beaucoup plus facilement à l’égard des Européens vivant depuis peu dans le pays.

Les actes de violence à leur égard se sont multipliés depuis le référendum. Des enfants polonais, nés en Grande-Bretagne, sont pris à partie dans les cours de récré par d’autres enfants qui leur disent de « rentrer chez eux ». Le Brexit a déniché une toute nouvelle cible. La campagne du Leave n’a pas hésité à attiser les peurs. L’une de ses affiches affirmait que la Turquie allait bientôt rejoindre l’Union européenne. Elle montrait une porte ouverte vers la Grande-Bretagne avec des pas sales franchissant le seuil. Interrogée à la BBC quelques jours avant le référendum, la Brexitteuse Penny Mordaunt alerte les téléspectateurs sur le fait que

la Grande-Bretagne était impuissante face à l'arrivée en masse, dit-elle, de 80 millions de Turcs quelques semaines après le vote ! Non seulement c'était extrêmement peu probable vu la politique anti occidentale d'Erdogan, la ministre semblait surprise d'apprendre que la Grande-Bretagne, comme les autres pays de l'Union, aurait eu de toute façon un droit de veto sur l'adhésion d'un nouveau pays.

Au moment du Brexit il y avait un nombre estimé à 3,5 millions de ressortissants européens au Royaume-Uni. « Estimé » car personne n'a jamais entrepris de les compter. Leur présence, surtout dans des villes défavorisées, était un facteur incontestable dans le vote pour Leave. Certaines communautés se sentaient envahies après l'arrivée en masse notamment des Polonais.

C'est important de rappeler deux choses à cet égard. Déjà c'est un choix du gouvernement britannique, celui de Tony Blair. Contrairement aux autres membres de l'Union européenne, hormis la République d'Irlande, la Grande-Bretagne a décidé de ne pas appliquer le « frein » de sept ans, négocié dans les accords d'adhésion des dix nouveaux pays du bloc de l'Est. Il était évident en 2005 que la disparité entre leur niveau de vie et celui des pays occidentaux pouvait créer un appel d'air économique. La France et l'Allemagne, par exemple, décidèrent donc de limiter les possibilités de venir s'installer et travailler.

C'était tout le contraire pour les Britanniques qui n'étaient que trop contents d'ouvrir les portes et de profiter d'une main-d'œuvre non seulement enthousiaste mais surtout pas chère. Tony Blair concédera par la suite qu'il s'attendait à ce que le chiffre atteigne au maximum les 20 000 personnes. Presque 1 million ont profité au cours des années de l'offre alléchante de venir s'installer dans un pays qui semblait les accueillir à bras ouverts et où les salaires étaient parfois 5 ou 6 fois supérieurs à ce qu'ils auraient pu toucher chez eux. C'était surtout du pain bénit pour un pays qui depuis des années n'investit pas suffisamment dans la formation de ses propres infirmiers. C'est nettement moins cher de faire appel à des professionnels formés ailleurs.

Mon père a passé les deux dernières années de sa vie dans une maison de soins intensifs pour les malades d'Alzheimer. Huit

soignants sur dix étaient originaires des pays de l'Est. Les rares Britanniques qui passaient par là partaient souvent au bout de quelques mois, démotivés par les tâches et surtout le peu de rémunération. Heureusement qu'il y avait des infirmières polonaises qui ont un vrai sens de la famille et des soins pour personnes âgées ! Lorsque mon père est mort, deux d'entre elles ont pris un jour de congé pour venir, à 100 kilomètres de chez elles, assister à son enterrement. Je suis absolument estomaqué quand je vois les insultes dont les Polonais sont de plus en plus victimes depuis le vote sur le Brexit.

La Grande-Bretagne était pendant de longues années une destination particulièrement attractive pour des jeunes qui avaient du mal à trouver du travail chez eux. La situation change. Quelques semaines avant la date prévue du Brexit, le Premier ministre polonais est venu sur place lancer un appel pour que ses compatriotes reviennent au bercail : « On a besoin de vous, l'économie va mieux ! »

En effet, les économies font *boom et bust.* Ce que les Britanniques oublient est qu'ils ont profité, nettement plus, de la libre circulation des personnes dans l'autre sens depuis leur adhésion. J'en suis la preuve vivante ! Des millions de Britanniques comme moi ont traversé la Manche, surtout à des époques où l'économie allait moins bien. Au moment où je pars, au début des années 1980, l'une des sitcoms les plus regardées à la télévision était *Auf Wiedersehen Pet*. Sept maçons britanniques au chômage partent chercher du travail sur les chantiers de Düsseldorf en Allemagne. N'ayant pas les moyens de se loger à l'hôtel, ils dorment dans des huttes. C'était les Roumains de l'époque, contents de pouvoir travailler sans entrave dans une économie plus florissante. Dans une deuxième série les mêmes embarquent sur des chantiers en Espagne.

Des années après avoir annoncé son référendum, David Cameron a voulu s'attaquer à cette question de l'immigration « communautaire ». Ses sondeurs lui avaient indiqué que le thème serait au cœur de la campagne. Le voilà qui embarque pour une tournée assez surréaliste des capitales européennes pour réclamer

le droit de faire quelque chose que d'autres pays faisaient déjà sans aucun mal. Si au bout de trois mois, un ressortissant européen ne trouve pas de travail en Belgique, par exemple, les autorités s'accordent le droit de lui refuser de poursuivre son séjour. David Cameron avait besoin de montrer à ses électeurs qu'il prenait ce problème à bras-le-corps et qu'il allait leur proposer de rester dans une Union européenne « réformée » par ses soins. La réforme, comme lui ont fait remarquer quelques autres dirigeants perplexes, consistait visiblement à appliquer des mesures déjà existantes mais que son propre gouvernement avait choisi d'ignorer !

Les ressortissants européens du Royaume-Uni sont les grands oubliés de l'histoire du Brexit, ainsi que les Britanniques installés sur le continent. Bien avant son arrivée au 10 Downing Street, Mrs May se voyait investie d'une mission de réduire l'immigration. Elle a été jusqu'à parler de ces Européens comme ceux qui étaient passés devant les autres : « *they jumped the queue* ». Il n'en est rien ! Ils ont tout simplement exercé leurs droits à la libre circulation des personnes selon des traités dont la Grande-Bretagne était signataire, et dont autant de Britanniques ont profité dans l'autre sens.

Quelques jours après cette remarque, elle a été violemment prise à partie par une députée écossaise aux Communes. « Mon mari est allemand, il est médecin généraliste depuis trente ans. Il a fait sa vie ici. Maintenant vous lui dites qu'il a triché, passant devant les autres ? » La Première ministre s'est excusée publiquement. « Je n'aurais jamais dû employer ce terme », concède-t-elle. Un peu tard. Ce genre de propos, prononcés devant les caméras à la tribune du Parlement, finit tôt ou tard dans les cours de récré.

Voilà, le scalpel est remis un instant sur la table, l'autopsie est terminée, en ce qui concerne les raisons du Brexit en Grande-Bretagne même. Loin d'être un rejet massif du projet européen, c'est plutôt l'aboutissement d'une vaste crise d'identité sous forme de dialogue interne. L'Europe, si mal connue sur place, n'a été que le miroir déformant dans lequel les Britanniques se sont vus. Comme ils ne se sont pas reconnus, ils ont poussé un tonitruant « *go away* » collectif.

PAVÉS

Au début du nouveau millénaire, j'ai produit et présenté une émission sur l'identité nationale qui s'appelait *Europuzzle*. L'idée était de voir comment une dizaine de pays en Europe se définissaient à ce tournant de l'histoire. Mes lancements de début, filmés dans des endroits « parlants » des capitales, commençaient toujours par la même formule, adaptée selon le pays : « L'Europe est un puzzle. Au moment où les pièces commencent à se mettre en place, je suis venu ici à (la ville) pour savoir s'il y a encore un sens, en l'an 2000 de dire : je suis français, ich bin Deutscher, soy catalan, etc. »

Depuis, beaucoup d'eau est passée sous les ponts dans toutes ces capitales magnifiques où nous filmions. Impossible de faire la même émission aujourd'hui. Je me souviens notamment d'un entretien aux Pays-Bas où une jeune Marocaine me racontait son immersion, facile disait-elle, dans la société néerlandaise. C'était avant Pim Fortuyn, Theo van Gogh et surtout Geert Wilders. L'émission aujourd'hui serait bien différente. Le pays, tout comme l'Europe, a changé de fond en comble. J'ai quelques VHS de l'émission. Vingt ans après, elle a des allures innocentes.

Comme pour le Brexit, une chose m'avait déjà frappé : l'ombre partout de la Seconde Guerre mondiale. Comme si chaque pays avait besoin de plonger son fer encore dans la braise ardente de cette même forge. L'une des séquences les plus mémorables était la

rencontre à Amsterdam avec une journaliste néerlandaise, Jacqueline Wesselius, ancienne correspondante à Paris. Elle tenait à me faire découvrir la statue en l'honneur de la grève générale contre la déportation des juifs néerlandais en février 1941. C'était le premier et l'un des très rares mouvements populaires de protestation dans l'Europe occupée. La grève fut brutalement supprimée, les organisateurs fusillés par les nazis. Dans une petite place perdue au milieu d'Amsterdam, on voit la statue de l'un des *dokwerkers*, les travailleurs du port. Bravant l'ennemi, la figure fait face à l'occupant avec une défiance particulièrement émouvante.

Nous sommes fin février. Il bruine. La place est tapissée d'un véritable parterre multicolore de gerbes. Un groupe d'écoliers regarde la statue dans le froid amstellodamois, écoutant les explications de leur professeur. Il s'agissait de la commémoration annuelle de ce mouvement de résistance. La présence, et surtout l'écoute des jeunes, montraient puissamment le passage de témoins entre générations.

Il faudrait attendre bien plus tard pour que l'on voie, en 2018, un film comme *Riphagen* sur Netflix. Basé sur des faits réels, il fouille dans les tiroirs plus poussiéreux de la collaboration. Le principal personnage spoliait les biens des juifs, leur promettant de les garder en lieu sûr. Après, il les dénonçait aux nazis et gardait son « trésor ». La guerre finie, il a même pu s'installer en Argentine, ce qui ne l'a pas empêché de revenir dans les années 1980 pour essayer de récupérer ce qu'il considérait toujours comme ses « biens ».

L'ombre du passé plane évidemment sur l'Allemagne. Ceux que le chancelier Kohl appelait « la génération de ceux qui ont la grâce d'être nés après », ne sont pas gâtés. Pour avoir étudié l'allemand dans les années 1970, et vécu à Berlin, c'est un sujet que j'ai abordé fréquemment, non seulement dans ma vie professionnelle mais aussi entre amis.

Une chose m'avait frappé déjà lorsque je tournais *Europuzzle*. On commençait chaque volet avec un micro-trottoir demandant aux passants, à brûle-pourpoint, quels étaient les éléments constituants de leur identité. Dans tous les autres pays d'Europe, les réponses spontanées étaient plutôt drôles, légères, puisant dans les

stéréotypes et poncifs passe-partout. À Berlin, en revanche, la question était vécue tout de suite comme une agression. La simple évocation de l'identité nationale semblait receler des soupçons d'appartenance à l'extrême droite. Cela bien avant l'arrivée de l'Alternative für Deutschland.

Les Allemands étaient évidemment obligés de tout revoir après la guerre. Me revient à ce propos la réplique d'une journaliste berlinoise. Je venais de lui parler du côté particulièrement démocratique des institutions modernes du pays. « Ce qui est bien, en Allemagne, c'est que vous avez tout reconstruit de fond en comble après 1945 », lui dis-je de façon en effet naïve, comme le peut quelqu'un qui n'a pas eu à gérer le lourd fardeau de l'histoire de son propre pays. Elle me répond, amusée, « *Ja, wenn das nicht reichen würde*… » (Si cela n'avait pas suffi pour qu'on y soit obligés !)

Comme pour *history* chez les Britanniques, un simple regard dans le dictionnaire permet de comprendre non seulement l'histoire de l'après-guerre en Allemagne, mais aussi plus récemment l'évolution économique de notre continent – l'un des thèmes majeurs brandis par les Brexitteurs comme épouvantail. Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, la langue allemande ne fait pas la différence entre « culpabilité » et « dette », le tout réuni en une seule entité lexique indissoluble, austère à souhait : *Schuld.*

Cette parcimonie lexicale n'est pourtant pas quelque chose que l'on reproche aisément à la langue de Goethe. Au contraire, elle est loin d'être avare de mots pour toute sorte d'activités que d'autres langues préfèrent consigner à des paraphrases alambiquées. Le fait de « *travailler en vue d'en venir à bout, de comprendre, de maîtriser son propre passé* » a par exemple droit à un seul et unique substantif : *Vergangenheitsbewältigung.*

C'est un processus qui a lieu pendant la seconde moitié du XXe siècle jusqu'au moment où le terme lui-même est mis en cause. J'ai regardé un long débat en 2017 à la ZDF consacré à la question, décidément très allemande : est-il possible de « maîtriser » ce qui a été fait ? Ce mot n'avait-il pas lui-même faussé le processus ? Une majorité des panelistes préféraient *Vergangenheitsaufarbeitung,* le

fait, en gros, de travailler sur son passé, dans un but, non pas de le maîtriser (une telle chose étant impossible), mais de résoudre au mieux les conflits qu'il génère.

Le processus s'est souvent exprimé par une sorte de devoir collectif de mémoire. Prenez ce grand panneau que l'on voit sur le Kurfürstendamm, les Champs-Élysées de Berlin. Impossible de sortir du métro sans tomber dessus, en face du principal grand magasin de la ville, le KDW. Y sont rappelés les noms d'une trentaine de camps de concentration : « Voici la liste de l'horreur, celle des noms que nous ne devons jamais oublier. »

Il y a une autre initiative plus récente. On ne peut marcher dans de nombreuses villes allemandes sans tomber sur les plus de 53 000 *Stolpersteine*, ces pavés-*butoir* en métal encastrés dans les trottoirs, commémorant chacun une victime du nazisme. Cette initiative n'a pas été sans déclencher une polémique à Munich. Charlotte Knobloch, une ancienne déportée et Présidente de la Communauté israélite de Bavière, estime que cette pratique est humiliante, puisque l'on est amené à marcher dessus. Le débat divise encore la communauté juive.

L'une de mes meilleures amies est née à Berlin. Jusque très récemment elle refusait de se définir comme allemande, se proclamant résolument « berlinoise ». De nos jours, cela fait en effet plus « cool ». Je tenais à l'interviewer dans *Europuzzle* pour comprendre son sens de l'identité. Nous tournions cette séquence le long du seul vrai morceau du Mur qui reste, devenu la East Side Gallery. Il fait quelque 800 mètres. C'était peu pour qu'elle me raconte ses démêlés avec cette histoire allemande dont elle avait hérité, étant née en 1964.

À brûle-pourpoint je lui pose la question qui me taraudait : « Je ne comprends pas. Tu es née vingt ans après la fin du conflit. En quoi tu peux, toi, être tenue pour responsable ? » Ma question, encore une fois, était naïve. Ce n'est pas si simple, me répond-elle. Elle arrive en France où elle est stagiaire dans un grand news-magazine des années 1980. Au terme de son stage, la rédactrice en chef la convoque et s'excuse de ne pas lui avoir consacré beaucoup de temps. Au bout de la conversation sa chef conclut : « De toute façon

j'ai toujours eu un problème avec les Allemands. Rationnellement, je me mets à ta place. Tu peux dire tout ce que tu veux. Pour moi tu auras le sceau de la culpabilité sur ton front, sur celui de tes enfants, et celui de leurs enfants. »

Difficile d'y répondre, surtout lorsqu'on a vingt ans, en plus dans une langue qui n'est pas la sienne, sur un sujet aussi grave. On imagine à quel point une telle conversation marque la conscience, conditionnant tout rapport avec « son » peuple. Aujourd'hui, dit-elle, sa réponse serait autre. C'est aux Allemands de faire tous les efforts pour comprendre ce qui a été fait au nom de leur pays. *Wachsamkeit*, la vigilance, devient le mot-clé avec le besoin de faire constamment attention, davantage que les autres, certes, à l'égard de l'avenir.

J'ai pris un appartement dans la capitale allemande en 2006. Mon arrivée coïncida avec la Coupe du monde. C'était un grand moment pour les Allemands, la première fois où l'on pouvait agiter son drapeau en public dans l'ambiance bon enfant des stades et de la rue, comme un peuple *normal.* Il était question ni d'oublier ni de renier le passé, plutôt de se tourner enfin vers l'avenir, disait-on dans de nouvelles émissions d'analyse historique dont on aura compris la fréquence. Il fallait attendre dix ans encore pour ce qui est peut-être le point tournant, dans cet été si chaud de 2016, juste après le Brexit. La décision d'Angela Merkel d'accueillir un million de réfugiés et de migrants a été perçue, sur place et ailleurs, comme une façon de restaurer une conscience.

Anita Lasker-Wallfisch a fait l'un des discours les plus marquants jamais prononcés au Bundestag, hélas très peu remarqué dans d'autres pays. La violoncelliste de renommée mondiale, survivante de l'Orchestre des femmes d'Auschwitz, s'est adressée au Parlement allemand le 31 janvier 2018 lors d'un débat sur les victimes de l'Holocauste. Elle avait quatre-vingt-douze ans, mais pas la moindre hésitation dans la voix. Son discours n'a pas épargné la responsabilité de l'État ainsi que du peuple allemands dans le plus grand crime contre l'humanité. Elle raconte avec émotion les discriminations et les atrocités dont elle et ses proches avaient été victimes. Elle n'épargne pas le présent non plus, racontant comment

un professeur d'école bavarois venait quelques jours auparavant de lui reprocher de « gâcher la bonne ambiance avec ses histoires de camps ».

Elle affirme n'avoir jamais voulu remettre le pied sur le sol qui l'avait vue naître. « Ma haine pour tout ce qui est allemand était sans bornes. Néanmoins comme vous le constatez, je n'ai pas respecté cette décision. Je suis là, et je ne le regrette pas. » Elle se félicite des mesures contre l'antisémitisme prises par cette même Assemblée. Elle termine en affirmant que le pays était aujourd'hui fondamentalement différent de celui qu'elle avait quitté, notamment en raison de ce geste « d'une humanité inimaginable » d'accueillir sur son sol autant d'êtres humains en détresse. « Pour nous à l'époque vous avez fermé les frontières. Là, vous les avez ouvertes. »

Celui qui fut longtemps le ministre des Finances du pays, Wolfgang Schäuble, explique cette démarche de façon quelque peu différente, tout en concédant que l'Allemagne n'avait que partiellement émergé de l'ombre des deux guerres. Il commente la décision de la Chancelière dans un entretien à la presse anglophone : « Beaucoup de commentateurs à l'étranger estiment que notre offre émane d'un besoin de nous libérer du poids de notre histoire. Il ne s'agit pas d'une tentative d'établir une hégémonie morale ou tout autre étalage de la vertu. Nous avons fait ce qu'il fallait *pour sauver l'honneur de l'Europe.* » Il ajoute tout de même à la fin de l'entretien : « Nous ressentons de temps en temps le besoin de nous rappeler que, nous aussi, on peut être des gens bien ».

D'autres pays ont passé plus de la moitié du siècle à essayer de trouver l'histoire à se raconter afin de « maîtriser », à défaut parfois de comprendre, le passé. L'Autriche n'était que trop contente pendant de longues années d'adhérer à la *Opferthese,* la *thèse* selon laquelle le pays a été la première « *victime* » d'Hitler, incapable d'apporter la moindre opposition une fois que l'Anschluss lui est tombé « si cruellement » dessus. Il faudra attendre 1991 pour que le chancelier Vranitzky parle, pour la première fois, dans un discours officiel, de « *Mitschuld* » – la *co*-culpabilité d'avoir œuvré ensemble « *avec* » les nazis. Ce petit préfixe « *mit-* » (avec) ouvre la

voie, pour la première fois à une responsabilité collective, *Mitverantwortung*, de la part de ceux qui trop souvent ont couru avec les nazis, *die Mitläufer.*

« Il y a, poursuit-il, une responsabilité collective pour les souffrances que l'Autriche, non pas en tant qu'État, mais en tant que peuple, a infligées à d'autres personnes, à d'autres pays. Nous nous reconnaissons dans tous ces actes, les bons comme les mauvais. Comme on a reconnu l'héroïsme de certains, il nous incombe désormais de nous excuser pour ces faits haineux, auprès des survivants puis en souvenir de ceux qui ne sont plus là. »

Cela n'a pas empêché le pays de tergiverser beaucoup, plus récemment, par exemple lorsqu'il s'agissait d'un geste qui aurait pu être des plus simples : la restitution des œuvres d'art volées. Le film *La Femme au tableau* avec Helen Mirren l'illustre, racontant le combat véridique de Maria Altmann, une Autrichienne juive vivant aux États-Unis. Soixante-dix ans après la fin de la guerre, elle se battait toujours devant les tribunaux pour récupérer les peintures de Klimt appartenant à sa famille, réquisitionnées à l'époque par les nazis.

Se défait-on un jour de son passé, surtout celui qui a marqué son enfance ? Me vient en mémoire la conversation que j'ai eue avec une députée allemande qui s'est confiée à moi, sans doute parce que je ne suis pas allemand. Elle était de gauche, tendance la plus verte possible, sur le plan social avec un CV des plus impeccables. À la retraite depuis quelques années elle passe son temps libre à enseigner l'allemand à des réfugiés syriens dont elle accueille quelques-uns sous le toit de sa maison. Difficile d'imaginer une femme plus *politically correct.*

Elle m'a néanmoins confié que son père était dans la SS. Elle avait cinq ans lorsque les alliés bombardaient Berlin. Terrifiée, elle se réfugia dans l'armoire où était l'uniforme de son père. Elle a beau détester tout ce que représente cet habit, passer sa vie entière à se battre contre l'idéologie qu'il représentait, il reste, me confie-t-elle, au fond d'elle un sentiment dont elle ne pouvait se débarrasser. Cet uniforme la protégeait. On vit parfois aujourd'hui, en dépit de tout ce qu'on a pu faire pour en venir à bout, avec le passé qu'on a.

Le Brexit a eu des conséquences les plus inattendues. J'ai récemment fait un reportage sur un sujet des plus poignants. Il s'agit des Britanniques d'origine juive qui, depuis le référendum, ont demandé la nationalité allemande. Des dizaines de milliers de juifs ont fui les nazis, juste avant le déclenchement de la guerre, pour s'installer en Grande-Bretagne, notamment avec les Kindertransport. Ils n'ont aucune famille dans l'Allemagne d'aujourd'hui.

Une clause de l'article 116 de la Constitution allemande prévoit que l'on peut demander la nationalité allemande, pour soi et ses propres descendants, si celle-ci fut révoquée « pour des raisons politiques, religieuses ou racistes ». Voulant garder leur citoyenneté européenne, 1667 personnes en 2017, 1229 en 2018 ont fait la requête.

Parmi elles, la femme-rabbin la plus connue en Grande-Bretagne, Julia Neuberger. Tout comme Anita Lasker-Wallfisch, elle a longtemps détesté tout ce qui était allemand. Lors d'un séjour à Berlin en 2009 elle a vu, elle aussi, les pavés-butoir, qu'elle considérait comme un acte de mémoire collective remarquable. Elle résume ainsi son choix de réclamer une identité qui lui semblait jusqu'à récemment peu souhaitable : « Lorsque la Grande-Bretagne a voté le Brexit, je me suis résolue à me réapproprier une partie importante de mon histoire. Je suis fière d'être européenne, tout comme je suis fière d'être britannique. J'ai beaucoup d'identités qui s'entrecroisent, comme nous tous. Je suis anglaise, une fervente monarchiste, londonienne, une femme, juive, avec beaucoup de liens avec l'Irlande – la liste est longue. Je trouve qu'il est tout à fait possible d'être britannique – une Britannique reconnaissante même ! –, juive et de solliciter son passeport allemand. »

Comme le dit l'historien indien Shashi Tharoor : « On n'a nullement besoin de chercher sa revanche à l'égard de l'histoire. L'histoire constitue parfois sa propre revanche. »

TRÉTEAUX

Depuis que j'écris ce chapitre, il y avait quelques paragraphes de prévus sur *French view of second World War.* Le chapitre est resté désespérément vide un long moment. *Fawlty Towers* est une sitcom des années 1970 qui eut son petit succès hors les frontières, notamment en raison de la présence de l'ex-Monty Python, John Cleese. Le comique est par ailleurs un fervent partisan du Brexit. Il n'est pas impossible de voir quelques prémices de son engagement futur dans le rôle qu'il avait conçu et interprété.

Il s'agit du manager d'un hôtel dans une ville balnéaire en décrépitude (le manager, l'hôtel, ainsi que la ville). Sa réplique la plus connue est prononcée à l'occasion de la visite de touristes allemands. Après avoir prévenu son personnel sur un ton des plus solennels « *Don't mention the war !* » (Ne parlez pas de la guerre !) le chef de l'établissement passe tout l'épisode à ne faire que cela. Exacerbé, il finit par marcher de façon extravagante au pas de l'oie devant le regard horrifié de ces clients, son doigt majeur plaqué sous son nez à la place de la moustache d'Hitler. Difficile d'imaginer cette scène aujourd'hui. À l'époque elle déclencha une grande hilarité dans le public.

C'est cette réplique qui surgit au moment d'aborder la façon dont la France raconte son *histoire* et *sa* guerre. Ce n'est pas parce que l'on est devenu français que l'on s'accorde forcément les mêmes libertés qu'un natif. J'essaie de puiser dans ma mémoire des

conversations que j'aurais eues à ce sujet. Tant sur le plan professionnel que personnel, aucune ne me vient à l'esprit. Ce n'est pas pour rien qu'il n'existe aucun équivalent en français des termes qu'on a vus ailleurs pour désigner la gestion de la mémoire, la reconfiguration collective du passé dans le cadre du grand récit national.

Il faut dire que je viens de loin ! Ma grand-mère paternelle nourrissait à l'égard du mot « French » une hargne tenace. La simple mention du peuple voisin pouvait engendrer une tirade visant plus largement tout ce qui touchait le continent, là où les gens *« speak foreign »*. Le tout était assorti, surtout de termes particulièrement vifs à l'égard du général de Gaulle, « celui que l'on a accueilli en 1940, *and who always says "Non"* ». Je me rappelle avoir été quelque peu surpris, arrivant en France, que les gens ne se mettent pas à genoux pour m'implorer un pardon pour la façon « honteuse » dont les pauvres Britanniques furent traités !

Au contraire, la lecture de l'histoire a été tout autre, à juste titre. Il fallait venir sur place pour vraiment comprendre, parfois des années après. Lorsque j'ai sorti mon premier livre en 2007, j'ai fait plusieurs Salons du Livre. Les auteurs sont assis derrière de vastes tables sur des tréteaux avec un nombre bien réglementé de piles de livres, souriant aux éventuels clients. L'on y fait souvent des rencontres fort sympathiques. Le hasard a voulu qu'au Livre sur la Place à Nancy je sois assis à côté de Tatiana de Rosnay. Elle venait de publier *Elle s'appelait Sarah*, roman qui raconte la rafle du Vel' d'Hiv. Elle s'était rendue à Drancy puis sur le site de Beaune-la-Rolande, camp de transit pour les déportés, rencontrant quelques témoins de l'époque.

Tatiana est parfaitement bilingue. C'était son neuvième roman mais le premier qu'elle écrivait en anglais. Ce choix ainsi que celui du regard narratif d'une jeune Américaine lui permettaient de mettre de la distance à l'égard d'une histoire sur laquelle pesait encore en France une grande omerta. Le sujet lui avait valu pas mal de refus du manuscrit. Quelques années après, il deviendra un film à succès avec Kristin Scott-Thomas.

J'ai en mémoire surtout un vieux monsieur que j'avais repéré. Il faisait des allées et venues, guettant le moment rare d'un tête-à-tête

avec ma voisine, accaparée par les signatures, surtout pour de jeunes lycéennes. La foule se fait plus clairsemée. Il s'approche. Visiblement secoué, il fait signer son exemplaire. Après, il serre la main de l'auteure en prononçant un seul mot, profond, les larmes aux yeux : « Merci. » Lorsqu'on est témoin de ce genre de scène, plus de soixante ans après les événements, on saisit comment ce cataclysme marque encore les esprits.

La France a attendu longtemps des moments clés comme le procès Barbie pour lancer un vrai débat sur la place publique. Peut-être parce qu'avec l'« exceptionnalisme » qui est le sort, le destin de « nos » deux pays, il fallait du temps pour admettre que les Français n'avaient été ni plus glorieux ni plus lâches que les autres. La Seconde Guerre mondiale refuse obstinément, en France comme ailleurs, de correspondre au grand récit d'un comportement collectif homogène, se composant plutôt d'innombrables drames et tragédies individuels, pour la plupart ignorés, oubliés ou tus.

Les pays voisins ont surtout regardé avec un certain étonnement, voire admiration, la façon dont la vie politique française a pu être marquée si longtemps dans l'après-guerre par l'empreinte d'un seul homme. Le général Eisenhower notamment a compris, beaucoup mieux que Roosevelt, qu'il valait mieux s'associer à un héros du peuple que d'essayer de lui imposer celui de son choix. Le général de Gaulle était la personne idoine pour incarner « the next step ».

Il y a une question que les étrangers posent souvent aux Britanniques. Pourquoi, contrairement aux aéroports CDG et JFK, Londres n'a « que » Heathrow et Gatwick ? Il n'y a aucune gare portant le nom de celui qui fut néanmoins élu dans un vaste sondage de la BBC « the greatest Briton of all » : Winston Churchill. Pour paraphraser le chancelier Kohl, le Général a eu surtout la grâce *de la carrière après*. Il a l'avantage énorme par rapport à Churchill et Roosevelt d'avoir, en 1945, ses plus belles années devant lui.

C'est le contraire de Churchill. Après avoir pris les vraies décisions qui ont tant contribué à mobiliser son peuple, à sauver l'Europe et à tuer le nazisme, assumant d'envoyer des centaines de milliers de ses compatriotes et autres à leur mort, il fut éjecté du pouvoir avant même le retour à la paix en 1945. C'était le plus grand raz-de-marée

travailliste de tous les temps. Il reviendra, fort affaibli, au pouvoir au début des années 1950. Churchill est passé à la postérité comme héros de la guerre. De Gaulle y passera comme acteur de l'après-guerre.

Par la simple force de sa personnalité de Gaulle a réussi à imposer sa lecture de l'histoire à une France qui n'avait nullement besoin d'en chercher, voire inventer une autre. Sa vision était celle qu'il fallait pour propulser le renouveau industriel du pays. Ce n'est pas tant que le Général avait une certaine idée de la France, il l'a carrément réinventée. C'est très différent des expériences dans les pays limitrophes. Les Allemands et les Britanniques se cantonnent jusqu'à aujourd'hui à leurs rôles respectifs de vainqueur et de vaincu.

Ce n'est pas un hasard si tous ces événements arrivent au même moment : le Brexit, le « geste » allemand, plus largement la montée en puissance de nombreux mouvements anti-Union européenne jusque-là consignés aux extrêmes les plus tabous. Personne ne semble avoir remarqué que tous ces chocs contre le système coïncident surtout avec un fait mathématique pourtant des plus évidents. Cette même décennie est celle où, en gros, les derniers vrais survivants et participants de la Seconde Guerre mondiale nous quittent, mis à part quelques centenaires extraordinairement coriaces.

Le Brexit sera un succès ou non. L'Europe survivra ou pas. En tout cas cette séparation a lieu au moment où l'ombre de ce conflit monstrueux s'efface enfin. Il ne s'agit absolument pas d'oublier le passé, ni de cesser de se souvenir des hontes et des gloires des uns et des autres. Le moment est clairement venu, en revanche, de cesser de puiser nos identités respectives par rapport au rôle que d'autres générations ont joué, et surtout de se les raconter à notre guise. Il faut les commémorer, leur déposer des gerbes, faire tout pour que leur sacrifice soit honoré, jamais oublié. Pour notre continent, il serait temps en revanche de songer à une autre identité nouvelle, surgie des braises. Et là, le Brexit peut s'avérer comme un véritable D-Day pour l'Europe entière.

CROÛTES

« Nous avons fait l'Italie, reste à faire des Italiens ! » affirma Massimo d'Azeglio, l'un des Pères de cette nation au moment de sa création en 1861. Nous avons fait l'Europe en 1957, les « Européens », eux, semblent toujours aux abonnés absents, répondant au mieux d'une voix multilingue et parfois déconcertante « ne quittez pas ! » Pourtant, sommes-nous vraiment aussi dépourvus d'une identité, ou à défaut d'une cause partagée, que certains crient de façon stridente à l'autre bout du fil ?

Face aux incertitudes d'un monde big data, la réponse du *home sweet home* s'inscrit sur d'innombrables bulletins de vote de Budapest à Barcelone, de Stockholm à la Sicile. J'avais à un moment trouvé un titre en anglais pour ce livre, difficile pourtant à traduire : *Up against goulasch !* Comment *faire face au* goulasch, à ces goûts profonds, qui conjuguent dès notre plus tendre enfance le verbe « être » dans nos différentes VO ?

Me reviennent en mémoire deux clientes françaises dans un Marks and Spencer's Food de Paris. Elles examinaient devant moi de façon précautionneuse les différents produits. Le *shepherd's pie* engendrait la plus grande perplexité, elles le tournaient dans tous les sens. Après avoir longuement inspecté la photo et parcouru la liste des ingrédients, l'une des clientes fait part de sa conclusion : « C'est une espèce de hachis Parmentier. » Ce n'est pas le hachis ni le

Parmentier qui sont intéressants. C'est le « espèce de… » Il nous en dit long sur la façon d'appréhender les goûts d'autrui. Cette dame a dans sa tête une idée de la valeur absolue et suprême des hachis de son enfance. Tout plat étranger ne saurait atteindre le goût parfait, chauffé dans le bon vieux four de son foyer familial.

« La chose qui vous manque le plus de votre pays d'origine ? » On pose souvent la question aux déracinés. Pour moi, la réponse émerge comme un Darjeeling *first flush* – le goût du thé, le vrai ! Quelqu'un qui a passé sa vie à fuir les stéréotypes s'affuble ainsi du chapeau melon de l'Anglais de service, comme grand buveur de thé devant l'éternel.

On fouillera longtemps dans mon appartement parisien avant de tomber sur des choses qui me relient à mes racines. Les armoires sont remplies de chemises et vestes « aux manches extra-longues » que je trouve uniquement chez les Néerlandais. Mes étagères débordent de bric-à-brac continental comme ce coquetier en plastique jaune vif, une poule aussi kitsch que communiste de l'ex-RDA. Il doit valoir trois euros, mais pour moi il est sans prix, témoin de somptueux *Früshtücke* ensoleillés de *mon* Berlin.

La seule chose qui a survécu à toute cette libre circulation est un mug, la chope dans laquelle je buvais les thés de mon enfance. Elle a le jaune du *Yellow Submarine* des Beatles. Ses taches au fond ont résisté aux années de déplacement ainsi qu'aux gels vaisselle d'un nouveau millénaire, y compris en Allemagne ! C'est mon « cuppa ». « Cuppa » est une abréviation de « *cup of* ». Mes compatriotes préfèrent leurs voyelles déthéinées, réduisant la plupart d'entre elles, surtout en position non accentuée, à une sorte de bouillis insipide en haut du palais mou. On imagine mal la chope sans l'anse, tout comme le mot « cuppa » sans l'adjectif « nice » (sympa). La vie est infiniment plus douce accompagnée de « a nice cuppa ».

À différents *o'clocks* de la journée, je fais ce que mes ex-compatriotes font depuis le temps du Raj : *put the kettle on* (je branche ma bouilloire). Les fournisseurs français d'électricité aux Britanniques l'apprennent vite. Si l'Angleterre joue dans la Coupe du monde, dans le quart d'heure de pause après la première mi-temps (là où l'espoir règne encore), les centrales envoient des décharges

d'électricité statique dans la stratosphère, tant elles se gonflent en watts afin de répondre à ce geste national. C'est le propre des « déracinés » de vivre dans un pays dont la topographie retrace les confins de leurs propres souvenirs. J'apprends non sans désarroi que de nos jours les Britanniques boivent davantage de café que de thé. Je m'en fiche. Dès que je débarque à Saint-Pancras, Gatwick ou Heathrow, je bois cette même tasse de thé qui me réconcilie avec *who I am.*

J'ai beau acheter les mêmes sachets, mettre du lait de cette même enseigne de food britannique, sorti tout droit des vaches anglaises, le thé que je bois ailleurs n'est, le terme tombe bien, qu'un misérable *pis*-aller. Ce n'est pas du snobisme. La réaction par défaut en France, dès lors que je commence à m'épancher sur ce sujet fétiche, en dit long sur nos atavismes respectifs. À force d'être imbuvable, le thé français n'a eu guère d'autre choix que de se rendre chic.

Le thé que je recherche désespérément n'est autre que celui qui a le goût de carton bouilli, celui qui se vend par centaines, sous forme industrielle, dans les *corner-shops* de ma jeunesse. C'est celui qui sent les *tea-times* où je me délectais de crumpets, ces gaufres salées dégoulinant de beurre alors que mon père écoutait les scores aussi interminables qu'impénétrables de ses matchs de cricket.

J'ai récemment animé à Bruxelles le Symposium européen du Fromage. Les éminences du monde laitier de divers pays vantaient les mérites de leur produit fétiche. Des vidéos zoomaient, plus que nous aurions souhaité, sur les parties intimes des vaches laitières danoises. Des tables rondes enflammées furent consacrées à la polémique entre partisans et adversaires du lait cru et de la croûte molle. Pour la photo de groupe, Directeurs marketing des différents goudas, gorgonzolas et cheddars de tout un continent rivalisaient de sourires *cheese*.

En fin de programme, j'appelai sur scène un éminent professeur d'Oxford, leader mondial, rien de moins, de l'étude cognitive de la connaissance du goût. Il nous détaille sur d'innombrables Power Points la façon dont les capteurs de goût sont placés juste à côté des cellules de la mémoire. La frontière entre ces deux zones est

poreuse, permettant une imprégnation permanente, comme un Brie des plus crémeux. Ainsi se mélangent nos plus lointains souvenirs et notre sens du goût.

J'en fais souvent la preuve. De nouveaux produits se succèdent sans cesse dans les rayons de mon supermarché parisien. Si j'ai le malheur de trouver que le goût est bon, il y a de fortes chances pour que la vente du produit soit abandonnée illico presto ! Preuve supplémentaire, cette même enseigne de *food* anglaise marche bien dans la capitale. Sauf en ce qui concerne les produits authentiquement anglais. Les *suet puddings* de mes cantines scolaires ont peu séduit. La langue indique pourquoi. *Suet.* Un seul mot si court en anglais pour désigner la graisse de moelle de bœuf, ingrédient essentiel à la confection d'innombrables délices mais qui dérange à ce point le palais français qu'il a besoin de six mots.

Pourtant, j'ai vu récemment à la télévision britannique une expérience des plus éclairantes. Une vingtaine de Britanniques devaient goûter deux sortes de thé, Tea A et Tea B, servis dans les mêmes gobelets. Sans exception, ils étaient tous d'accord. Le thé B était de meilleure qualité. Quel ne fut leur étonnement d'apprendre qu'il s'agissait exactement du même. La différence ? Les chercheurs avaient ajouté un poids de trente grammes dans le fond des gobelets B. Cette astuce suffisait pour persuader non pas une majorité mais l'ensemble des consommateurs que la qualité était meilleure. Des goûts et des couleurs on ne discute pas. Voilà au moins pourquoi.

À force d'y chercher en vain le goulasch ou le thé, on oublie les vrais ingrédients qui font recette dans ce projet formidable qu'est l'Union européenne. D'innombrables tomes sur les guerres alourdissent du poids de l'histoire les étagères des bibliothèques continentales. Très peu parlent de la paix. Mine de rien, depuis 1945 : R.A.S ! Pour avoir assisté à d'interminables réunions dans des « salles des convivialités » à Strasbourg et à Bruxelles, l'idée d'un conflit majeur semble tout bonnement impensable, tant les dirigeants des ennemis de naguère se disputent tard la nuit sur l'application du énième aléa d'on ne sait trop quelle directive du DG Tren (Direction générale de l'énergie et des transports) ou autre.

Ne serait-ce que les frontières. Quelles frontières ? Justement ! En l'espace d'une génération, quelle transition de la carte ! Quelle transformation époustouflante dans la vie de millions de personnes ! Nous avons vu le pire et le meilleur, *open et closed.* J'ai pu constater ces deux extrêmes, à vingt-cinq ans d'écart avec Berlin. C'est important de rappeler d'où l'on vient.

Je me suis rendu la première fois à Berlin en 1985. On avait le droit, en tant qu'étranger et contrairement aux Wessis, de passer une journée dans la partie est de la ville. Pour cela, il fallait prendre le U Bahn, seul moyen pour les touristes de se rendre dans la partie communiste. Le réseau avait été construit au début du XXe siècle, bien avant l'ère des bombes et des dictatures.

J'emprunte la U8. J'arrive à Kochstrasse, « *letzte Station in Berlin-West* » : une voix stridente nous informe que ce sera la dernière station à l'Ouest. Je frissonne. Le métro va passer en dessous d'un tout autre régime, s'arrêter à une station dans l'Est, avant d'émerger un quart d'heure après dans la « normalité » capitaliste. J'ai l'impression d'être dans un film. Je regarde autour de moi les autres passagers. Ce qui est une aventure palpitante pour moi constitue pour eux un simple trajet quotidien, si j'en crois leurs regards plongés dans la lecture du *Berliner Morgenzeitung*.

Premier frisson quand la rame ralentit. Les murs du tunnel viennent à même les vitres, rapprochés pour empêcher que les gens ne s'y collent. Quelques minutes après, nous émergeons dans le monde crépusculaire des *Geisterbahnhöfe,* ces stations fantômes « dans lesquelles le train ne s'arrête pas ». J'aperçois dans la lueur les anciennes pancartes en caractères gothiques *Stadion der Weltjugend,* Stade de la Jeunesse du Monde ! La pénombre est pour le moins crispante, quelque part entre chien et loup. Des soldats armés patrouillent sur les quais glauques d'un autre monde.

Je descends à Friedrichstrasse, seul point de passage. Je suis le flot des autres touristes le long de couloirs étroitement surveillés. Nous arrivons devant des portes fermées où disparaissent lentement l'un après l'autre les passagers. L'entretien dure cinq minutes. L'amie qui m'hébergeait m'avait briefé sur les réponses à donner. Je voulais « voir les lieux touristiques de l'est de la capitale ». Je

m’engageais à dépenser « au moins 30 deutschemarks ». Je ne « connaissais personne sur place » et je n’avais pas sur moi « de la propagande capitaliste ».

Une fois émergé je suis étonné de voir à quel point il fait beau. Deuxième constat : l’absence totale d’affiches sur les murs, contrairement à la présence manifeste de soldats encadrant de façon menaçante le quotidien morne du moindre passant. C’était très difficile de dépenser les 30 marks statutaires. J’ai acheté quelques livres (pour le prix dérisoire de 10 ostpfennigs), puis un Teestöfchen, ces réchauffe-théière fonctionnant à la bougie qui, eux non plus, hélas, n’ont jamais traversé les frontières. Il me reste 27 ostmarks. Je me décide à les dépenser dans un restaurant. Pourquoi pas en haut de la Tour de la Télévision dans ce qui tourne, aujourd’hui encore, au cœur de cette « boule de disco ».

Je frissonne à nouveau en regardant à des centaines de mètres sous mes pieds tournoyer cette ville parcourue de façon farfelue par une frontière aussi grotesque que meurtrière. En face de moi une vieille dame allemande avec qui je commence à discuter. Une phrase en particulier me marque. Elle dit à maintes reprises : *man gewöhnt sich an alles* (on s’habitue à tout).

Je descends et je sors à nouveau dans la rue. J’arrive par hasard devant le consulat britannique. Il y avait des photos du mariage de Charles et Diana avec les rassemblements immenses devant Buckingham Palace. Une foule plus modeste d’Allemands de l’Est les commente. À nouveau une phrase me marque : « Ici, ils auraient pu faire leurs photos en noir et blanc. »

La phrase revient dans ma mémoire au moment où j’émerge, pensif, à nouveau à l’Ouest. Il pleut, il fait sombre, même s’il n’est que 4 heures de l’après-midi. Je prends le bus le long du Kurfürstendamm. En dépit de mes vingt ans, avec des idées plutôt à gauche, la gouache des lumières criardes qui se dessine sur les vitres du bus me procure un sentiment de soulagement. J’avais l’idée, d’autant plus étrange puisque je venais d’arriver dans cette ville, d’être revenu « chez moi ».

Quelle ville différente quand je suis revenu, le temps de quelques étés, comme un vrai *Berliner*. Mon pont préféré au monde est le

Oberbaumbrücke, pont qui sort tout droit d'un conte de fées gothique avec ses deux tourelles en brique rouge. Autrefois c'était le point de démarcation de cette frontière bétonnée, isolant deux régimes de chaque côté de la Spree. Là, rames bruyantes du métro, vélos et skateboards le traversent comme si de rien n'avait jamais été. La nuit, ce ne sont plus les espions, mais toute une génération Easyjet qui le traverse, quittant les Airbnb à Kreuzberg pour passer la nuit au Berghain dans un Berlin, une Europe qui ont plus que jamais coupé le pont avec le passé.

Autre choc concernant les frontières. C'était quelques mois après le Brexit. J'étais invité par la municipalité d'Orléans pour participer à une table ronde. Avec d'autres panelistes nous partagions nos différentes analyses de l'avenir de ce « projet européen » diversement apprécié sur scène et dans la salle. Le lendemain je me lève pour explorer la ville, plus précisément pour tweeter un selfie devant la statue de Jeanne d'Arc : « Si les Anglais se sont auto-boutés hors de France et de l'Europe, il y en a un au moins qui est bien déterminé à y rester. » Les likes me réchauffent de la fraîcheur orléanaise.

Quittant la Pucelle, je tombe sur des photos affichées sur plusieurs grillages. On y voit des gens se baigner sur les plages, des vaches broutant dans des champs, deux petits chiens se reniflant entre une panoplie de genoux sous les tables d'un café. Des vacanciers se délectent d'un pique-nique sur une table dressée au milieu d'un pré dans les Alpes. Puis, ce cliché avec des arbres, une forêt, comme des millions d'autres que quelqu'un semble avoir tenu à photographier quelque part en Europe et mettre pour des raisons pas immédiatement évidentes sur une affiche.

Sur la photo d'un lac paisible où un jeune homme s'apprête à lancer un bâton pour son chien, je vois en bas à gauche Magyarorszag, puis à droite Hrvatska. Pour avoir visité les deux pays, Hongrie et Croatie, je reconnais au moins leurs noms en VO. Je trouve dommage qu'ils n'aient pas fait davantage attention à vérifier les traductions. C'est sur la photo de nos piqueniqueurs que je tique. D'un côté c'est marqué Österreich, de l'autre Italia. Il s'agit de photos marquant des lieux où existait, il y a peu de temps, une

frontière, et non des moindres. La même qui était traversée naguère par l'U Bahn avait son prolongement entre la Pologne et l'Allemagne. Là, plus rien, juste des arbres des plus tranquilles. Pour info, les chiens profitaient de la libre circulation entre la Suisse et l'Allemagne. Il y a même la photo d'un jeune couple. Après avoir arrêté leurs vélos de chaque côté d'un poteau, ils s'embrassent pile au-dessus du croisement invisible entre trois pays, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique

L'exposition s'appelle Borderline. 16 500 kilomètres de différentes frontières entre 26 pays qui ont été tout simplement rayées des cartes. Chaque photo montre la ligne exacte entre deux États qui ont décidé de permettre la libre circulation réciproque de leurs ressortissants dans cette émouvante histoire de confiance mutuelle que l'on appelle Schengen.

L'une des raisons pour lesquelles j'en veux aux Brexitteurs, c'est d'avoir enlevé aux Britanniques cette liberté qui a tant enrichi des millions de vies, dont la mienne. J'en ai profité et continuerai à en profiter en tant que nouveau citoyen français – contrairement aux jeunes Britanniques. Ils ont été privés de cette richesse, il faut le dire, en grande partie par ma propre génération. Plus de 75 % des moins de vingt-cinq ans ont voté pour le Remain. L'ironie veut que cette liberté soit tellement évidente que bon nombre de ces jeunes ne s'en rendaient même pas compte. Un jeune Brexitteur m'a envoyé un message sur twitter quelques jours après le référendum : « Nous quittons l'Union européenne, pas l'Europe, nous pourrons continuer à venir étudier, vivre et travailler en Europe. » Pas du tout ! Demander aux jeunes des pays « tiers » si c'est facile de trouver un job quand on n'est pas ressortissant de l'Union européenne. Demander aux jeunes Suisses privés d'Erasmus après leur propre référendum sur la libre circulation dans leur pays.

Il existe bon nombre de vidéos sur YouTube où l'on peut regarder, en quelques secondes, les fascinants kaléidoscopes des frontières de notre continent au cours de mille ans d'histoire. Que de masses mouvantes où lignes et couleurs fondent et se confondent sans cesse, preuve s'il en est de l'arbitraire de nos « entités géographiques », de la fugacité de nos États et Nations. Qui se

souvient encore de la Rhétie-Vindélicie, province tyrolienne de l'Empire romain, divisée qu'elle fut apparemment au terme de longues années d'atermoiements et de conflits sanglants en Rhétie I et Rhétie II ? C'était bien la peine ! Tout cela fut envahi vite fait par les Vandales avant d'être carrément anéanti de la carte par Théodoric roi des Ostogoths !

Qui sait même que durant la Seconde Guerre mondiale, l'une des chambres de la petite maternité de l'Hôpital civique d'Ottawa au Canada fut provisoirement déclarée dépendance néerlandaise et donc techniquement un sol européen ? La princesse Juliana des Pays-Bas, réfugiée de l'Occupation nazie, y accouchait. Si son bébé naissait ailleurs qu'aux Pays-Bas, il n'aurait pu porter la Couronne.

Aujourd'hui, l'Europe ouvre ses frontières comme jamais auparavant. Le Brexit remonte hélas le pont-levis sur la forteresse. Les prémices de ce divorce entre la Grande-Bretagne et l'Europe furent jetés avant même la signature du traité de Rome. La Grande-Bretagne envoya tardivement, à la conférence de Messine en 1955, le sous-secrétaire de la Commission pour le Commerce, Russell Bretherton. Pourtant on n'était pas si loin de l'époque où Churchill avait plaidé, le premier, et certes en l'absence des Britanniques, pour la création des États-Unis d'Europe.

Bretherton serait parti, du moins selon Jean François Deniau, prévenant ses homologues continentaux : « Le traité dont vous discutez n'a aucune chance d'aboutir. Si jamais il est validé, il ne saurait être ratifié. S'il est appliqué, il sera totalement inacceptable pour les Britanniques. Monsieur le Président, Messieurs, au revoir et bonne chance ! »

En fait, d'après des documents depuis longtemps oubliés et qui viennent de voir le jour, il ne s'est pas exprimé en ces termes. C'était même un Européen convaincu, entomologiste à ses heures perdues, qui était fier de sa collection de papillons continentaux. Peu importe. Il était là non pas pour exprimer ses propres convictions mais pour relater celles beaucoup plus négatives de son gouvernement, que la citation librement imaginée de Deniau traduit amplement.

Albert Camus, dans un discours peu connu, parle mieux que quiconque de la trame de l'histoire qui se déroulera pendant plus

d’un demi-siècle. En 1950 déjà l’écrivain avertit en quelque sorte contre le Brexit : « Votre pays aura droit à une reconnaissance encore plus grande de la part des hommes libres, lorsque vos vertus ne se réalisent plus dans l’isolement. L’Europe a besoin de la Grande-Bretagne. Aussi misérable que soit l’état du continent aujourd’hui, la Grande-Bretagne ne trouvera guère son salut hors de l’Europe. Les réserves de la classe politique britannique à l’encontre de l’Europe sont parfois compréhensibles, néanmoins regrettables. La méfiance est une méthode utile, mais un principe odieux. Pour le meilleur et le pire, les destins de l’Europe et de la Grande-Bretagne sont liés. Le mariage est nécessaire mais ne se fait pas toujours dans la joie. Comme le nôtre n’est guère réjouissant, tâchons au moins qu’il soit durable. Le divorce est hors de question. »

PELLES

« Pensez-vous que l'Europe a besoin de davantage de pédagogie ? » Au cours de la rédaction de ce livre, je suis interviewé par un journaliste de la Matinale de Radio Bretagne. À brûle-pourpoint je réponds, surpris moi-même de ma réaction… « Surtout pas ! C'est bien la dernière chose dont elle a besoin, la pauvre ! »

L'une des leçons du Brexit est que les gens votent beaucoup moins que l'on ne croit en fonction d'arguments économiques, aussi persuasifs soient-ils. Les responsables de la campagne du Remain étaient persuadés qu'ils ramèneraient les gens à la raison les inondant de chiffres alarmants, de flèches en dégringolade et de courbes exponentielles. Depuis le vote, sondages et micros-trottoirs attestent que les gens n'ont pas voté avec le portefeuille, mais avec ce qu'ils définissent eux-mêmes comme « le cœur ».

L'on peut se demander s'ils changeront d'avis en cas de grande période de décroissance. Sunderland, un bastion du nord industriel anglais, fournissait le grand choc lors du comptage des votes. Les habitants ont voté Leave à 70 %, une marge beaucoup plus grande que prévu. C'était le premier signal d'alarme, vers minuit. La nuit n'allait pas se dérouler selon les attentes des sondages.

La ville dépend complètement de ses usines automobiles. Le moindre retard dans cette industrie où des pièces arrivent « last-minute » de partout en Europe pourrait mettre en doute l'investissement des grands constructeurs dans la région. À

quelques semaines du Brexit, Nissan annonce ne plus avoir l'intention d'y installer sa nouvelle usine. C'était frappant de voir à quel point les ouvriers qui avaient voté Leave (contrairement aux consignes de leurs patrons) insistaient néanmoins, plus que jamais même, sur le bien-fondé de leur décision.

Seul le temps dira qui a raison. Contrairement à ce que l'on peut croire, je n'ai jamais été partisan d'un deuxième référendum. En tout cas, pas si tôt. Le Brexit est une affaire touchant au plus profond de l'identité de chacun. Cela vaut des deux côtés. Les sondages, à quelques semaines de la sortie prévue de l'Union européenne, donnaient tous le Remain légèrement en tête. Si un deuxième référendum avait lieu aujourd'hui, il renverserait probablement la tendance, mais de peu. Le Remain l'emporterait, ne serait-ce que pour les raisons démographiques les plus simples. Pour ne pas y aller de main morte, suffisamment de vieux qui ont voté Leave sont décédés depuis 2016, suffisamment de jeunes qui risquent de voter Remain atteignent l'âge de vote à dix-huit ans et peuvent changer la donne.

Je suis assez âgé et suffisamment britannique d'origine pour avoir vécu le tout premier référendum sur l'Europe. Il n'était pas, comme je l'ai souvent entendu en France, pour rentrer dans le Marché commun. On y était déjà, depuis à peine dix-huit mois ! Le nouveau gouvernement travailliste a remplacé les conservateurs et voulait déjà à l'époque trancher la question « une bonne fois pour toutes ». À peine rentrés, il était déjà question qu'on prenne la porte !

C'est époustouflant de voir à quel point ce premier référendum fut le reflet à l'envers du deuxième, quarante ans après. Tout est carrément à l'opposé. Ce fut à l'époque la gauche qui était divisée de fond en comble, le Premier ministre Harold Wilson voulant clouer le bec aux « Brexitteurs avant l'heure » de son propre parti. L'un des plus fervents adversaires de la chose européenne était l'une des figures de proue de la vraie gauche britannique, Tony Benn. Ancien aristocrate il avait tenu à amputer son nom hérité – Anthony Wedgewood Benn – de tous les éléments snobs afin de montrer sa solidarité avec la classe ouvrière. Il a passé sa vie à défendre les intérêts des défavorisées, intérêts qu'il voyait bafoués par le Marché

commun. Quelle sublime ironie de l'histoire que son fils Hillary, bien des années après, soit aujourd'hui l'un des Remainers les plus remontés du Parlement. Il ne cesse de fulminer contre les ministres conservateurs responsables de ce grand malheur dont ne pouvait que rêver son père !

On reste bouche bée aussi devant des photos de 1975 où l'on voit une certaine députée conservatrice, affublée d'un pull arborant les 9 drapeaux des pays membres du Marché commun de l'époque, enjoignant avec fougue des passants à voter pour le maintien dans ce projet éminemment continental. Margaret Thatcher *herself* ! Le parti conservateur à l'époque, totalement à l'inverse d'aujourd'hui, était plutôt réuni derrière l'espoir d'un nouvel avenir européen, seule façon de sortir du bourbier économique où s'enfonçait le pays. L'inflation frôlait les 25 %, une crise pétrolière plombait l'économie mondiale et des grèves nationales n'en finissaient plus.

La presse populaire, ces mêmes tabloïds qui ont fait si bruyamment campagne pour sortir de l'Europe en 2016, déploya autant de verve enflammée à persuader leurs lecteurs de faire le total contraire en 1975. « Hors du Marché, nous serons exposés, seuls (le mot est en majuscules), *ALONE*, dans un monde peu amical. » *The Sun* de l'époque prévient qu'il faut rester « in » puisque *« baby it's cold outside ».*

Le reste de l'Europe semblait alors non pas le pays, mais tout un continent de cocagne. L'Allemagne était, selon le *Mirror*, un lieu où la bière coulait comme l'eau, et l'argent comme la bière. La situation dans laquelle baignait la France déclencha des panégyriques exubérants : « Ventres pleins, emploi en plein boom, taux de naissance exponentiel ! »

Les journaux les plus populaires mettaient les bouchées doubles pour inciter leurs lecteurs à faire le bon choix selon les termes de référence particuliers des années 1970 : Paris était l'endroit parfait « pour se rouler des pelles ». Quant aux Allemandes, on crée à leur intention un superlatif inimaginable même dans *The Sun* d'aujourd'hui. Elles sont « the bosomiest in Europe », celles avec les attributs les plus pigeonnants. Comme disait L.P. Hartley au début

de son roman *Le Messager* (*The Go-Between*) : « The past is a foreign country, they do things differently there » (Le passé est un pays différent. On y fait les choses autrement).

Quant à trancher la question de façon définitive, le plaidoyer dans un éditorial du *Sun* ne pouvait guère tomber davantage à côté de la plaque. La veille du référendum, le journal somme ses lecteurs de voter « Yes to Europe ». Pourquoi ? Pour en finir avec ce débat national qui risquait ad vitam aeternam de « *bore the pants off the universe* » (d'ennuyer l'univers au point qu'il en perde sa culotte).

Aujourd'hui, à nouveau dehors, personne ne peut prédire le sort réservé aux Britanniques dans un monde infiniment différent du fantasme masturbatoire de certains Brexitteurs. Ce que l'on peut dire avec certitude, c'est qu'ils ont pris un sacré risque, jouant à quitte ou double avec l'avenir de plusieurs générations. Si le pari s'avère vite perdu, on peut imaginer qu'un deuxième référendum ait lieu d'ici peu de temps, une fois que le baby aura vraiment froid. Il faudrait une tout autre classe politique que celle qui, droite et gauche, Leave et Remain, a mené la barque jusqu'aux récifs de l'écueil. La seule question alors sera de savoir si l'Europe sauvera le naufrage, et en échange de quel trésor ?

SOUCOUPES

Le Brexit a des effets surtout sur les gens. Je vais terminer ce livre avec mon propre témoignage, à la fois d'Européen de longue date mais aussi de néo-Français, et fier de l'être ! Le Brexit n'aura fait que renforcer ma conviction de m'être installé du « bon » côté de la Manche. Je me sens profondément européen depuis des années. Mon métier de journaliste m'obligeait non pas à une retenue, mais au moins à un certain deuxième degré. Le Brexit m'a aidé à l'exprimer, non pas comme *coming out*, mais plutôt comme passion.

La première fois que je me suis *self-identified* en tant qu'Européen, spontanément, à brûle-pourpoint et surgi tout droit de mon for intérieur, remonte aux années 1990. Je venais de débarquer à l'aéroport JFK à New York, après ce que l'on appelle à juste titre dans la langue que je partage avec les ressortissants de ce pays *a red eye flight.* Jetlaggé, je me dirige vers la queue des « aliens ». « *Are you an American ?* » me demande un agent de douane, sans doute parce que je partage avec bon nombre d'entre eux également ma tête d'Anglo-Saxon. « *No I'm a European ! »*

Je me suis toujours pris, quelque part, pour la réincarnation de la romancière anglaise du XIXe siècle Mrs Trollope. Débarquant à Calais, elle voit un homme plaquer un mouchoir sur ses narines. « C'est la puanteur du continent », lui indique-t-il (*It's the stench of the continent*). Cela ne fait qu'encourager l'auteure à poursuivre son exil « in the wonderful European air », plus précisément en Italie où

elle restera jusqu'à la fin de ses jours. Comme elle dit si joliment : « le soleil a attelé ses chevaux bien trop loin de ma ville de Penrith ». Elle est morte en 1863. On peut toujours se recueillir sur ce qui reste de sa tombe au *Cimitero degli Inglesi* à Florence. Elle résume ainsi ce *Wanderlust* dans nos gènes : « Il y a certainement dans notre peuple une propension très forte à aller voir des montagnes et des vallées jusque-là insoupçonnées » (*as yet unseen*).

Puisqu'il est question d'*aliens*, depuis que j'écris ce livre, mes nuits sont hantées par une irruption des plus inattendues, surgie des galaxies oubliées des JT d'antan. Le President Reagan. Je le vois installé au podium de l'ONU. Le monde entier l'écoute. Derrière lui cet immuable fond vert-de-gris qui plombe même les orateurs les plus enflammés. Nonobstant, ce jour-là, la salle est bouche bée. L'assistance n'en croit pas ses yeux, encore moins ses casques de traduction. Nous sommes en 1987. The President of the United States vient de leur annoncer que la Planète Terre se réunira le jour où elle sera menacée d'invasion, « *by aliens* ».

L'idée est tellement farfelue que je viens de vérifier sur YouTube. Il l'a bien dit : « Peut-être avons-nous besoin d'une menace extérieure pour reconnaître pleinement les liens qui nous unissent. Je pense de temps en temps à quel point nos différences seraient vite gommées, si l'on devait faire face à une menace provenant de quelque part dans l'univers. » Ronald n'avait pas entièrement tort.

Pour le moment, le XXIe siècle n'a pas l'air trop spirituel, n'en déplaise à Malraux. Une chose est sûre. Il est de plus en plus chinois. Le point de bascule varie selon les estimations quant au moment exact où la Chine, à force de manger du hot-dog, volera la place de top-dog à nos amis retenus par leurs dirigeants de plus en plus extraterrestres. 2040 ? 2030 ? Au train où vont les choses, peut-être même dès 2025. Il est donc moins une pour l'Europe, qui ne peut continuer d'appuyer mollement sur le bouton « *snooooze* » de son réveil. Les Britanniques préfèrent, pour la première fois depuis longtemps, se cacher sous la couette.

Le problème de l'Europe c'est que… Combien de phrases, de livres, de discours ont commencé par ce mantra incantatoire. Nous

sommes les hypnotisés de la crise identitaire permanente, médusés devant le pendule qui se balance sous nos yeux entre identité nationale, globalisation, identité nationale, globalisation.

Ceux qui s'estiment à juste titre les oubliés du système descendent dans la rue par ici, votent Brexit par là. Souvent, mais pas toujours, ils se trompent de cible. Ceux qui ont voté Leave dans d'innombrables villes abandonnées au nord de l'Angleterre paient les pots cassés de décennies d'austérité imposée par Londres. Les logos européens qui finançaient bon nombre de projets d'infrastructure des régions défavorisées étaient cachés ou incompréhensibles. Sans doute ne voulait-on ni les montrer ni les voir.

Le véritable scandale du Brexit est que les vrais élitistes, trinquant devant ces images de révolte à la télé depuis leurs manoirs, s'empressent de tendre des drapeaux, promettant monts et merveilles et des milliards, *why not*, sur la façade des bus avec comme vraie destination le Terminus. L'Europe n'est pas aidée, la pauvre. On fait tout pour gommer la moindre trace d'une ébauche de sens collectif un tant soit peu identitaire et vaguement continental. De Gaulle ne disait-il pas : « Ce qu'il y a, en moi, d'affectif imagine naturellement la France, telle la Princesse des contes ou la Madone aux fresques des murs, comme vouée à une destinée éminente et exceptionnelle » ?

La Madone aux Fresques des murs a pourtant sacrément l'air européenne, *damned.* Qu'on la réveille ! Le moins que l'on puisse dire est qu'elle était singulièrement absente le jour où l'on dessina les billets d'euros. Quelle idée d'avoir gommé, exprès, la moindre référence à ce qui aurait fait vibrer les cœurs de nos concitoyens faisant la queue dans les Franprix, Rewa et autres *Eataly.* Leonardo da Vinci, Beethoven, et pourquoi pas ABBA, auraient rimé avec les pizzas, pretzel et Knäckebröd depuis longtemps dans nos cabas. À leur place, que de voûtes anonymes, des ponts que personne ne traversera, de vastes portes que nul n'ouvrira sur tant d'insipidité mauvâtre.

On aura compris que je ne partage guère la vision de Mrs May. Elle m'a définitivement « perdu » le jour où elle affirma, froidement,

telle la Nemesis du Brexit : *« If you believe you are a citizen of the world, you are a citizen of nowhere. You don't understand what citizenship means* » (Si vous pensez être un citoyen du monde, c'est que vous êtes un citoyen de nulle part. Vous ne comprenez pas ce que veut dire la citoyenneté). Catherine Lara éjecta ce jour-là définitivement Joni Mitchell du juke-box dans ma tête, au rythme de son violon endiablé : « Ce soir je me sens comme au milieu de nulle part. Comme au milieu de nulle part… »

Quelle est la capitale de loin la plus européenne en 2018 encore, où l'on entend partout d'innombrables accents, où l'on voit le plus grand nombre de drapeaux européens ? Londres. Vous avez bien lu : 700 000 manifestants contre le Brexit en octobre 2018 dans une véritable marée d'autant plus europhile qu'elle était britannique. Les chaînes de news du pays, narrant le mieux qu'ils peuvent les tractations alambiquées en vue de la sortie de l'Union européenne, installent leurs studios dans un parc donnant sur le Parlement. Au fond, un défilé sans cesse de drapeaux européens, jour et nuit, que l'on imaginerait mal sur des opérations extérieures de BFMTV. Il fallait passer par le Brexit pour en arriver là.

Qu'ils inventent un passeport et une vraie citoyenneté européenne ! On ne peut continuer à reprocher aux Européens de ne pas se sentir européens si on leur refuse la moindre possibilité de s'identifier comme tels. Si un passeport européen existait, des millions de Britanniques feraient l'une de leurs queues légendaires, patiemment, pour le réclamer, les mêmes qui s'en fichent d'avoir des documents « maison. »

Le problème des referenda est qu'ils logent tout un peuple à la même enseigne. Malheureusement pour les Britanniques, l'Auberge espagnole leur est désormais, du moins provisoirement, « cerrada ». La tragédie des referenda est que bon nombre d'entre eux ont adoré leur flirt avec le projet européen. À quelques centaines de milliers de votes près, si on avait laissé tous les citoyens britanniques voter, ils auraient pu continuer à être tournés plutôt vers le monde que vers eux-mêmes.

J'ai rarement été aussi fier de mon pays d'origine qu'en 2012 lors de la Cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de Londres. Un

pays formidablement ouvert, fier de son passé, même le plus hermétique. Il faut avoir un sacré sens de l'humour pour parachuter sa Reine, toute d'orange vêtue, d'un hélicoptère. Je regardais la cérémonie avec des amis français à Paris. Il y avait vingt minutes de séquence impénétrable avec des infirmières dansant autour de malades installés dans des centaines de lits. Ce fut tout un poème à la gloire de cette merveille introduite pour la première fois au monde en Grande-Bretagne, dès 1948 – élément constituant s'il en est de l'identité britannique –, le National Health Service. Il s'agit de l'idée farfelue, même aujourd'hui dans une grande partie du monde, selon laquelle aucun malade ne devra payer pour des soins. Système mis à rude épreuve, certes, mais qui a perduré jusqu'à aujourd'hui. Voilà une Grande-Bretagne dont on peut être fier ! Elle sera, hélas, quelque temps étouffée par un vote que le reste du monde voit comme étonnamment rétrograde. Comme a dit le Président du Conseil européen, Donald Tusk, « l'enfer réservera un lieu tout particulier à ceux qui ont œuvré pour le Brexit sans songer un seul instant comment le mettre en œuvre ».

Si très peu de gens se réclament de leur identité européenne, c'est qu'on nous en donne très rarement l'occasion. Loin d'étouffer les spécificités de chaque pays, l'Union ne fait que vanter sa si fascinante diversité. Lorsque l'on prend un avion aux États-Unis, on atterrit plus ou moins dans la même culture, les mêmes *take-away*, les mêmes motels, parfois après huit heures de vol. Il suffit de décoller de Paris. Une heure et quelque après, on est à Amsterdam, à Rome, à Dublin, à Prague, à Barcelone ou encore à Madrid qui sont si différents !

L'Union européenne est plus que jamais menacée par ceux qui veulent son démantèlement, en faveur d'intérêts plus paroissiaux. Tant mieux ! Cela réveillera la passion qui fait tant défaut en face ! Cela fait des années que j'essaie de proposer des émissions européennes à d'innombrables chaînes de radio et télévision, en France et ailleurs. De partout, sur un ton sombre et monocorde vient la réponse lancinante : « L'Europe n'intéresse personne ! »

Si justement ! Aujourd'hui plus que jamais au moment où ses fondements sont brinquebalants. Personne n'aurait cru il y a cinq

ans seulement que l'Europe ferait des audimats spectaculaires à la télévision britannique. Dans les débats sur la politique, l'on constate le moment très clair où les gens allument la bouilloire lorsque l'on ne se dispute plus sur le Brexit et l'Europe. Mes ex-compatriotes sont devenus passionnés, d'un côté de l'autre. Le seul problème : *it's too late* !

Pour bon nombre de jeunes, l'Europe est une évidence. Ils partent en week-end, ils font des stages, ils tombent amoureux, ils vivent ailleurs. J'ai passé un bon moment au début des années 1990 à persuader le service de presse de France Inter de ne pas intituler mes revues de presse européennes « chroniques étrangères ». Nous en sommes loin aujourd'hui ! Il n'y a plus grand monde qui pense partir *à l'étranger* en se rendant à Bruxelles ou à Madrid. L'Europe est de plus en plus une évidence.

Le Brexit est incontestablement un mauvais coup pour l'Europe. Perdre l'une des principales démocraties, c'est faire preuve de négligence. Ils sont peut-être nos nouveaux concurrents, les Chinois n'ont pas pour autant forcément tort. Contrairement au mythe urbain en Occident, le mot chinois pour « crise » contient certes le mot « danger » mais n'est pas constitué d'un deuxième élément signifiant « opportunité ». Ce qui est fort curieux est que cette idée, répandue dans le reste du monde, soit revenue, a été adaptée dans un dicton chinois des plus récents : 化危为机 (huà wēi wéi), qui signifie le fait de transformer un danger en quelque chose de bien.

Le Brexit peut faire du bien de part et d'autre. Il peut permettre aux Britanniques de trancher une bonne fois pour toutes avec cette crise identitaire qui les poursuit depuis la fin de la guerre. Ils réussiront plus facilement à couper le cordon ombilical avec un passé aussi glorieux qu'encombrant. Le Brexit peut également permettre à une Europe plus réunie, dépourvue de ses principaux râleurs, de forger un nouveau rôle dans un monde où il fait encore plus froid que jamais, *baby !*

Depuis le référendum britannique, le mercure ne cesse de remonter dans les baromètres pro-européens dans pratiquement tous les pays de l'Union européenne. Même ses adversaires les plus virulents laissent tomber, souvent discrètement, telle ou telle

promesse de quitter Europe et euro. Tour à tour perplexes et amusés, les continentaux regardent tout de même avec effroi le spectacle d'un pays, qu'ils pensaient « normalement constitué », se désagréger jusqu'aux fondements mêmes de son establishment. J'ai perdu le compte des caricatures dans la presse européenne où l'on a vu Mrs May et ses différents ministres se tirer des balles dans le pied. Au moment où j'écris ces lignes, presque trois ans après le référendum, le moins que l'on puisse dire est que le Brexit aura tout fait pour « encourager les autres » à ne pas entamer la même marche solitaire, les yeux bandés, sur le plancher au-dessus d'une mer houleuse.

À force même de proposer l'autopsie comme métaphore, le scalpel me tombe des mains. J'ai l'impression d'avoir disséqué un fantôme. Nous en sommes pratiquement au dénouement, et voilà que Miss Marple surgit dans le mortuaire pour nous annoncer que le défunt n'est pas celui que l'on pense. Un cadavre peut en cacher un autre : *It wasn't Europe* ! Un sondage paru en 2012, la même année que les Jeux olympiques, expliquait que l'appartenance à l'Union européenne était le dernier des soucis des Britanniques. Leur crise identitaire s'est greffée dessous. Il leur faudrait quelques années pour comprendre que l'Europe avait bon dos.

La marge entre Leave et Remain était des plus réduites. Un référendum plus démocratique aurait sans doute donné un résultat différent. Pourquoi n'a-t-on pas laissé voter les jeunes, concernés au plus haut point par ce choix fondamental ? Deux ans auparavant les 16-18 ans avaient bel et bien le droit de voter sur l'indépendance en Écosse. Là, tout d'un coup, ils n'étaient plus assez mûrs pour décider d'un avenir pourtant plus large ? Un pays « normal » n'aurait pas privé non plus de vote un million de Britanniques échoués sur le continent, concernés au premier chef par ce référendum qui leur – qui nous – arrache droits et certitudes. Si ces deux catégories avaient pu voter, le résultat aurait été différent.

CÉDILLES

Je participe à de nombreuses conférences autour du Brexit, souvent consacrées par la même occasion à cette idée aussi lumineuse que vaporeuse qu'est l'avenir de l'Europe. Je parle avec une passion renouvelée que je dois totalement aux Brexitteurs. On me demande souvent pourquoi un Anglais se passionne tant pour la chose continentale – et pour la France en particulier.

Pour ma génération, il fallait une raison particulière pour se déraciner. La mienne était des plus profondes, ma sexualité. Si je voyais l'Europe comme une issue de secours, c'est grâce à mon père. Malgré ses propres expériences de cette guerre, il n'attendait qu'une chose : montrer à son fils de dix ans ce merveilleux continent qu'il avait vu, lui, dans ses heures les plus sombres. C'était dans l'esprit « Plus jamais ça ! » L'Europe entière était comme ces panneaux d'autoroute, excessifs à souhait à nos yeux britanniques, qui vantaient les louanges du moindre village français – *ses langues, ses paysages, ses peuples !*

On n'avait pas beaucoup de moyens. C'est le comble lorsqu'on se fait traiter – bien plus tard ! – d'« élite ». Nous faisions du camping. Pas question de séjourner à l'hôtel, à l'exception d'une seule nuit dans les Alpes lorsque l'éclat d'un orage cataclysmique, combiné avec un épisode douloureux d'hémorroïdes paternelles, a fini par avoir raison de nos économies.

Nous ne mangions pas dans les restaurants. Pendant que mon père et moi martelions les piquets pour fixer notre tente sur le sol continental, ma mère préparait sur des réchauds à gaz des *baked beans* ou *alphabetti spaghetti* de chez Heinz. Comme disait le grand poète de guerre anglais Rupert Brooke, « *there is a corner of a foreign field that will be forever England* » (il y a un coin de tout champ étranger qui sera, à tout jamais, Angleterre).

Mon tout premier souvenir continental remonte à un village quelque part au nord de la Belgique. Nous étions tout juste débarqués du Hovercraft de nuit. J'ai accompagné mon père à la boulangerie. Bluffé, j'ai pu constater que les étrangers parlaient vraiment étranger, du moins devant nous – contrairement à l'idée propagée par des plaisantins à mon école qu'ils *speak English behind our backs* (ils parlent anglais derrière notre dos).

Le goût de ce premier croissant restera à tout jamais lié à cette première aube près d'Oostende, au fond de la voiture avec les miettes s'éparpillant sur le siège. Je le dévorais. Aucun autre croissant n'aura jamais le même côté croustillant, une mie aussi douce et ce goût onctueux pur beurre. C'était mon premier goût de l'Europe.

Dans le genre *anywhere out of this world*, on ne pouvait guère rêver mieux. De retour en Cornouailles j'étais rivé devant la télévision chaque fois que l'on montrait ce drôle de continent. Surtout cet invraisemblable mastodonte qui n'ouvre pas tant une fenêtre mais toute une baie vitrée vers des galaxies lointaines : l'Eurovision. Quelle idée ! Des pays qui, dix ans auparavant, s'entre-tuaient dans les massacres les plus meurtriers que l'humanité ait jamais connus, se réunissent pour un concours de chansons ?

Cela aide énormément si son pays gagne la première fois que l'on regarde. Ce fut le cas en 1967 avec la chanteuse aux pieds nus, Sandie Shaw. Je connaissais son *Puppet on a String* par cœur. Le mien battait lorsqu'elle entonnait sa mélodie, tintamarre assez cacophonique de cloches, de xylophones, de tambourins et timbales. C'était un pur plagiat de *Poupée de Cire, Poupée de Son* de France Gall. Peu importe, *Sandie won for the UK !*

Je ressens toujours un frisson chaque année lorsque l'on entame la longue tournée des pays de notre continent si particulier : *« May we have your votes please ?* » Une amie de Miami a séjourné chez moi au moment du Concours qu'elle n'avait jamais vu. « Si tu veux comprendre l'Europe, lui dis-je, il faut que tu regardes au moins une fois. » Avec un étonnement croissant, elle découvre l'une après l'autres les différentes prestations musicales. Elle se lève, pensant pouvoir aller se coucher. « Oh no, Isabel, lui dis-je, ce n'est pas fini. Il nous reste *the voting procedure* ! »

Il serait parfaitement idiot de regarder l'Eurovision pour la qualité des prestations musicales. Ce happening dont on peut vraiment dire qu'il est « unique en son genre » a marqué, à sa façon, comme aucun autre continent n'aurait jamais osé, notre histoire commune. La chanson portugaise en 1974 était le top départ de la Révolution des œillets mettant un terme au régime fondé par Salazar. À un moment où l'homophobie gagnait l'Est du continent en 2014, notamment la Russie, pays après pays accorde ses *Twelve Points* à une drag-queen barbue. Le commentateur de la BBC l'a dit avec le plus parfait understatement. « *In its own, somewhat strange way, Eurovision has maybe just done something that feels like it matters, just a bit* » (À sa façon certes particulière, l'Eurovision vient de faire quelque chose qui pourrait faire son petit effet).

J'ai vu récemment à la ZDF celle qui avait remporté le Concours en 1981 pour l'Allemagne avec une chanson sur la paix. Elle se rappelle émue, aujourd'hui, des 12 points donnés par Israël. « Le fait que ce pays, (et l'on connaît notre passé), donne tous ces points à une jeune Allemande chantant une chanson sur la paix, à l'époque encore, c'était tout de même tout un symbole. » Elle a fait carrière sur place.

En 2004 j'ai reçu un coup de fil alors que j'animais une convention sur le bitume européen, une façon plus terre à terre de relier le continent. « On ne sait pas si cela pourrait vous intéresser, mais nous avons pensé à vous pour donner les points au Concours Eurovision. »

« Vous plaisantez ? Je coucherais pour faire ça ! » Quelques semaines après, c'est à moi, tour Eiffel scintillant derrière, que les

animateurs à Ankara demandent « *we now go to France for your votes please*, bonsoir Paris ! » La France fut le seul pays cette année à donner le numéro maximum de points au pays hôte. C'est bien la seule et unique fois de ma vie où j'ai réussi à déclencher l'euphorie générale de 70 000 Turcs dans un stade.

Rien, dans ma famille, ne me prédestinait à cette fascination pour les langues étrangères, ni à cette capacité d'ingurgiter des quantités industrielles de verbes irréguliers, que ce soit en français ou en allemand. Non seulement je les apprenais avec aise, mais j'aimais cela !

La France fit irruption dans ma vie sous la forme de notre professeur de français, Mlle Bridgewater. « Bonjour, les élèves », entonna-t-elle dès son entrée dans la salle. Nous nous levâmes. Nous répondîmes « Bonjour, mademoiselle Bridgewater ».

Le tout premier cours débuta par la façon de répondre par l'affirmative. On connaissait déjà le son. La plaisanterie était fréquente selon laquelle les Français faisaient du *oui oui* (pipi) partout. On ne se posait même pas de question sur l'orthographe du mot, tant cela nous semblait évident qu'il ne viendrait pas à l'idée d'un être normalement constitué de le transcrire autrement que nous, « we », le faisions.

Mlle Bridgewater l'inscrit sur son tableau verdâtre. Contre toute attente, la première lettre n'était pas le « w » qu'on attendait, mais un grand « o ». Aujourd'hui encore, en écrivant ces lignes, je ressens le véritable frisson. Le choc allait se poursuivre. Que diable venaient faire là-dedans un « u » puis le « i » final en remplacement du « e » anglais nettement plus logique ?

On n'était pas à une surprise près. Notre rencontre avec ce peuple biscornu se poursuivit avec la méthode retenue par le comité de pédagogues du nouveau gouvernement travailliste. Il s'agissait d'un enseignement révolutionnaire. Nous avions recours pour la première fois dans l'enseignement britannique à des *audiovisual aids*, des dessins sur des transparentes en acétone.

Autant elle nous inspirait de la peur, autant Mlle Bridgewater n'en menait pas large face au slide-projector. L'appareil prenait depuis peu une place prépondérante sur son bureau, d'où il émettait des

lumières qu'il convenait de matcher en conjonction avec un magnétophone. Cela mettait à rude épreuve les prouesses techniques de notre enseignante très *old school*. Elle enclenchait avec une prudence extrême les manettes du magnétophone, après y avoir inséré une bande magnétique verte, que l'on resserrait à l'aide de crayons insérés dans les parties vides au cœur des bobines.

Cette méga production nous permit de faire connaissance pour la première fois avec nos premiers « Français » : la famille Thibault, père, mère, fils et fille. C'était une famille type, tous filandreux et longilignes, dessinés dans un style « toile d'araignée ». L'intimité de leur quotidien fut projetée sur le mur au fond de la classe, perçue à travers la lumière vacillante où scintillaient d'innombrables poussières de craie.

C'est ainsi que nous avons entendu notre première phrase française prononcée par un narrateur autochtone à la voix drôlement nasillarde : « Monsieur Thibault est ingénieur. » Cet énoncé paraissait incroyablement complexe à nos jeunes oreilles d'anglophones. Afin de nous entraîner en vue de sa reproduction par nous-mêmes, Mlle Bridgewater nous faisait répéter les consonances « nasales » tant affectionnées par les Français.

Nous étions à mille lieues d'imaginer que l'on puisse avoir recours à cette partie de nos visages pour une quelconque production phonétique. Nos petites narines cornouaillaises étaient jusque-là largement accaparées par le filtrage de l'air iodé de la mer – peut-être pas entièrement à tort car celui-ci était rempli (on l'a appris bien des années après), d'innombrables neutrons radioactifs en raison de l'abondante architecture en granite.

L'idée de faire résonner l'air furtif capturé quelques secondes dans le nez nous paraissait d'une hilarité sans borne. Hors la vue de Mademoiselle, nous passions de longs moments dans la cour de récré, à mimer un son que nous pensions jusqu'alors réservé aux ânes dans nos landes.

Mlle Bridgewater nous mit très vite le pied à l'étrier, nous incitant à faire une suite impénétrable de « bain », « banc », « bon ». « *Please, take this more seriously !* » disait-elle, irritée par la cacophonie incontrôlable que cette gymnastique phonatoire

déclenchait. Les particularités du mot « ingénieur » ne s'arrêtaient pas là. Non seulement il débuta par un son nasal. Il se termina par une sorte de diphtongue des plus onctueuses retenant à elle seule tout ce que cette nouvelle langue, ainsi que le peuple qui la maniait, avait d'« huileux » – : Ingénieuuuuuuur.

Ce n'est pas fini. Le mot dans sa forme écrite avait une autre bizarrerie, un accent. Chaque phrase française dans notre manuel prenait des allures de paysage inexploré, surplombé d'étranges flèches montantes et descendantes, que nos plumes découvraient comme des funambules aventuriers.

On écrivait encore à l'encre. Un petit puits était encastré dans nos pupitres en bois. J'y trempais ma plume avant de prendre un réel plaisir à alterner son angle d'attaque pour coiffer de circonflexes des mots comme « être » ou « forêt ».

J'adorais insérer ces marques montantes sur les « e ». J'entends le grincement de la lame contre le papier lorsqu'elle traçait ces fascinants traits obliques. Je retrouve le plaisir sensuel de chausser les « c » de petites cédilles espiègles. Parfois même, une goutte d'encre se formait délicieusement en dessous de mots comme garçon, et français.

Si tout cela ne suffisait pas à mettre nos nerfs à rude épreuve, Mlle Bridgewater nous faisait conjuguer à haute voix de longues listes de verbes irréguliers, tous apparemment plus récalcitrants les uns que les autres à obéir à la moindre logique ou cohérence. « Acquérir » était son préféré. Ainsi, au fur et à mesure de longues séances en sa compagnie, nous *acquîmes* une connaissance si ce n'est une maîtrise totale de toutes ses permutations abstruses.

Le côté illogique de cette langue me perturbait néanmoins. Un soir, attendant que mes camarades de classe ressortent, j'avais pris mon courage entre les mains, avant de soumettre à l'enseignante une problématique qui ne cessait de me turlupiner. « Quand un Français affirme, par exemple, à haute voix qu'il s'est s'adressé "au garçon", comment savoir s'il y en a un ou tout une bande ? »

« *It's impossible to know* » vint la réponse stupéfiante. Comment pouvait-on vivre dans un état de doute permanent sans savoir si l'on avait affaire à « *the boy* » ou « *the boys* » ? Un tel laisser-aller dans

l’ambiguïté me laissa totalement perplexe, mais intrigué, qu’un peuple semblait vivre très bien dans une incertitude aussi déconcertante !

Il est extrêmement peu probable que Mlle Bridgewater soit toujours de ce monde. Son amour pour la langue française allait permettre à son élève d’antan de venir conjuguer le verbe aimer avec pas mal de garçons au pluriel et de vivre sa vie dans ce pays qui, grâce au Brexit, sera désormais le sien.

TIMBRES

Elisabeth Gridley vient de dire « *I do* » à Douglas Taylor.

C’est la façon de dire « oui » dans les mariages britanniques. Nous sommes en 1950. Dans la seule photo que j’aie de cette cérémonie, ma mère sourit et glisse sa main dans le bras de son nouveau mari qui arborait une moustache dont on disait à l’époque qu’elle était « débonnaire ». Quelques personnes, dont j’ignore l’identité, viennent de jeter des confettis et ne savent pas s’il faut regarder l’appareil ou le couple.

Tous étaient à des années-lumière d’imaginer que le certificat de ce mariage serait traduit soixante-six ans plus tard par un traducteur assermenté de la République française. Le couple aurait été stupéfait de savoir que cette traduction, longtemps après leurs décès, deviendrait l’ultime pièce dans un vaste dossier comprenant fiches de paie, contrats de location, factures Engie, certificats aussi bien que contrats, attestations de travail, déclarations et avis d’impôts, le fameux « bordereau P 237 », puis un timbre fiscal procuré dans un tabac des Champs-Élysées, réglé « sans contact » un jeudi après-midi sous une pluie battante.

Quelques semaines après, je sors du bureau de poste de la rue des Francs-Bourgeois. Je viens d’envoyer par colis recommandé avec accusé de réception à la Préfecture de Police de Paris ma demande d’acquisition de la nationalité française !

J’avais auparavant fait le test d’évaluation de français. J’entre dans une pièce où une dame me tend un papier : « Imaginez que je suis votre meilleure amie, et que vous voulez savoir d’où vient ma passion pour la cuisine. » « Je peux vous tutoyer donc ? » lui demandé-je, avant de me lancer dans un monologue faisant les louanges d’hypothétiques poissons en papillote cuisinés par les soins de ma nouvelle copine en vue de nos agapes imaginaires.

Presque une année plus tard, l’entretien d’assimilation. J’avais téléchargé le livret du citoyen. J’apprenais par cœur les dates, les rois, les valeurs, les devoirs et droits des citoyens, les poètes, tout sur les tirailleurs sénégalais, le rôle des collectivités locales, la grotte de Lascaux, Clovis, la décolonisation, Chagall, Charpak et Chedid, Jules Ferry, tout ce que doit savoir un Français, d’Apollinaire à Zitrone.

J’ai le trac. Je pénètre dans le SAS, je suis assis parmi une quarantaine de personnes attendant leur tour, convocations et documents sur les genoux. À 11 heures très précises la dame chargée de mon dossier vient me chercher. J’espérais, évidemment, tomber sur quelqu’un qui aurait vu ne serait-ce qu’une de mes émissions de télé en trente ans, une seule revue de presse. Pas du tout ! On le sent tout de suite. Il va falloir le jouer *perso.* J’y vais franco. Après tout, je l’ai écrit dans un livre.

Venu en France… Plus facile d’être gay… Paris à des années-lumière de Londres… Lois homophobes… Tombé amoureux… Pays qui m’a accueilli…

Elle écoute, rentrant toutes mes réponses dans des cases. Au bout d’un moment elle me demande si j’ai vécu ailleurs qu’à Paris. Cinq ans à Nancy pour le travail, puis j’ai eu un moulin près de Chartres « dans un endroit que vous ne devez pas connaître, lui dis-je, Courville-sur-Eure ».

Ses yeux quittent tout d’un coup l’écran. « J’ai une maison tout près. » « Ah, lui dis-je, vous devez faire vos courses au Super U de Courville ? On est d’accord, les caissières sont très sympathiques ! » Elle sourit. Ça y est, je suis « assimilé » !

L’entretien dure encore une demi-heure où je lui raconte ma vie amoureuse. Comment j’ai aimé un descendant de la famille de

Jeanne d'Arc. Comment sa famille m'a accueilli, ma vie sentimentale. Rien de ma vie professionnelle, rien surtout sur les rois, les têtes, les poètes. Si bien qu'en me levant je demande, déçu : « Et l'édit de Nantes, alors ? »

Six mois après. On est jeudi, il est 8 h 30. Nous sommes en novembre 2017, j'attends sur les pavés, place du Panthéon. J'ai une écharpe écossaise autour de mon cou. Je l'ai eu comme cadeau de ma belle-mère. Elle est la seule attache avec ce qui fut longtemps mon pays. Mon costume mauve est un peu voyant, je le sais, pas plus en tout cas que mes chaussettes *outrageous*. J'ai quelques velléités à rester un peu britannique sur les extrémités quitte à devenir *a little bit eccentric in my old age.*

Quelques personnes arrivées en même temps que moi défilent devant le grillage. Qui sont-ils ? Seuls quelques fichiers depuis longtemps rangés dans des ordinateurs dans des bureaux de la Préfecture le savent. Nous étions 220, tirés au hasard, comme on fait désormais deux fois par an dans ce haut lieu de ce qui sera dans très peu de temps *notre* République aussi.

Les gens commencent à prendre quelques selfies devant un long panneau horizontal sur lequel est marqué « Cérémonie d'Accueil dans la nationalité française. » Hésitante, une Péruvienne me demande de la prendre en photo, « sinon on n'a pas le panneau en entier ! »

Nous ne le savons pas encore, mais quelques instants après, le ministre de l'Intérieur *himself* va apparaître en *guest*-star de derrière un rideau. Il nous dira « qu'il est des moments dans la vie d'une femme, d'un homme qui marquent ». Nous aurons des larmes aux yeux, accueillis par les chœurs de l'Armée française, entonnant jusqu'aux voûtes du plafond *La Marseillaise*, et pas n'importe laquelle, la plus émouvante, celle de Berlioz !

Nous essayons sans succès de traduire dans nos langues respectives « ils ne se sont pas fichus de nous ! » Puis on sort dans la bruine, dans le CO_2 qui sent si bien Paris et ses embouteillages,

son périf, sa pluie, ses solitudes, ses bouches de métro, ses marrons et ses feux d'artifice…

Je foule le sol. Pour le coup, vraiment le mien ! Je descends le boulevard Saint Michel, comme l'écharpe écossaise, je n'ai pas fait exprès, c'est le chemin. Il se trouve que je passe devant l'énorme portail du lycée Saint-Louis, là exactement où je débarquais quarante ans auparavant, demandant des renseignements aux passants à coups de « plaît-il… » Ils ne m'attendaient pas – la France non plus –, à tel point que j'ai passé ma première nuit dans l'infirmerie, le temps qu'on vérifie ce que l'on pouvait bien faire de moi…

J'ai toujours ma carte Orange de l'époque. Cheveux bouclés, mince, fraîchement débarqué dans un pays où il était rigoureusement, formellement, expressément permis de vivre pleinement ma vie.

Puis là, vraiment, je n'ai pas fait exprès non plus. Depuis quelques années il y a un Marks and Spencers Food boulevard Saint-Michel. Je rentre. J'achète un trifle. Les Français ne connaissent pas ce dessert traditionnel. Différentes couches se proposent. Une base de génoise imbibée de xérès. Immédiatement au-dessus des fruits. Par-dessus une couche de *custard*, elle-même nappée d'une généreuse couche de crème fouettée.

J'ai regardé une fois une Française manger ce dessert. Prudemment. Elle m'a énervé car elle refusait de le manger *à l'anglaise.* Obstinément elle s'y est prise couche par couche. C'est le total contraire de ce qu'il faut faire. J'y plonge ma cuillère. Je touille, je brasse le tout et je m'apprête à me délecter de ce qui a un goût de métaphore on ne peut plus *sumptuous.*

Je pensais que c'était la fin de mon histoire personnelle avec le Brexit. Ma revanche ! C'était même la dernière page de mon livre jusqu'au moment où, à quelques jours de la remise du manuscrit à mon éditrice, un mail vient imposer un dénouement des plus inattendus…

AILES

« Cher Alex, nous sommes ravis de vous informer que les résultats du kit numéro MH-37UV68 sont prêts ! »

Je suis a priori on ne peut plus britannique. Anglais pure souche. Du moins dans mes gènes et sur l'un de mes passeports. Mes goûts, ma langue maternelle, ma façon d'appréhender la vie, tout montre qui je suis, d'où je viens, même après quarante ans de vie *on the continent*.

Mes ancêtres étaient loin de se douter que la matière génétique forgée par leurs ébats serait un jour recueillie à l'aide d'un bâtonnet à l'intérieur de ma joue gauche, encore moins que la signature moléculaire commune serait un jour dévoilée sur la place publique *in French* ! L'échantillon fut précipité au-dessus de l'Atlantique, secoué, scanné puis lu au laser dans un labo à Houston. Inscrits sur une puce personnalisée et consignés à un congélateur robotique, mes chromosomes viennent d'être comparés à 9,4 milliards de données historiques.

Le mail arrive. J'hésite. C'est tout de même un moment dans la vie d'un homme lorsqu'il découvre, grâce à sa composition génétique et à l'aide de l'intelligence artificielle au Texas, qui il est vraiment…

« Alex, prêt à explorer votre appartenance ethnique ? »

Le site web se veut existentiel. On est happé par des centaines d'étoiles sur fond de musique *space*, histoire de faire battre le cœur,

de nous rappeler le côté cosmique, spirituel de ce que nous sommes sur le point d'apprendre. Des mondes tournent, les galaxies s'effacent…

Dans quelques secondes, au terme de dix décennies sur cette minuscule planète, l'arrivée en *guest star* du décryptage scientifique de ma substantifique moelle…

Ping !

Ouf ! Je suis « Europe » à 98,8 %. Pour quelqu'un qu'on a souvent présenté comme « Monsieur Europe » le contraire eût été fâcheux. Je comptabilise mes différentes parts européennes : Irlandais, Écossais et Gallois font ensemble 59,2 %. Pas de surprise, si ce n'est que la partie purement britannique n'atteint même pas les 60 %… Pourquoi ? Je suis scandinave à 32,2 % (cela fait sexy, vivement des gênes de Viking !)

Puis vient la surprise : Europe du Sud 5,7 % composé… d'Italien (« Italy – 3,4 points ! ») et… Grec 2,3 %.

Grec ? C'est l'une des seules langues du vieux continent pour lesquelles je n'ai jamais ressenti la moindre affinité. Je suis linguiste. Néanmoins, j'ai passé une semaine sur l'une de leurs nombreuses îles sans m'habituer à l'insipidité de leur tarama maison (c'est beaucoup mieux « chez nous »), encore moins à leur façon peu probable de dire « merci » : *ευχαριστώ*…

Européen de l'Est 1,7 ? *Why not*. Après, nous entamons la partie plus pittoresque – mes « 1,2 % d'Asie de l'Ouest » (sans plus de précisions). Pourtant je suis plutôt sushi que nems. Surgit un enchaînement rapide de cartes lumineuses. Les différents pays sont recouverts de nuages multicolores, comme des masses d'air brassées par Evelyne Dhéliat. Le pourpre envahit la partie ouest des îles Britanniques, le rose engloutit la Norvège puis la Suède. L'orange traverse l'Italie et les Balkans. Ensuite, deux zones nébuleuses s'étendant de la Pologne, par-dessus la Turquie atterrissent aux abords lointains et peu probables de l'Afghanistan.

Je suis tellement accaparé par ce formidable kaléidoscope que je n'ai pas le temps de digérer le choc. Je regarde la carte de la Grande-Bretagne. Des nuages recouvrent, comme si souvent, tout ce qui est plus ou moins celte. Toute la partie plus centrale est on ne peut plus ensoleillée. *An absolutely beautiful English day !* Justement, me voilà foudroyé…

I am not English !

D'après ce test, je n'ai pas d'ADN anglais. Pourtant ! mes certificats et actes de naissance indiquent que je suis bel et bien né on ne peut plus au milieu de l'Angleterre. Mes parents étaient tous les deux anglais de chez les Anglais. Je parle la langue sans accent (la seule où je réussis cet exploit) et cela depuis mes tout premiers balbutiements sans doute jusqu'à mort s'ensuive, *till death us do part !*

Écossais ? Je veux bien ! Mon grand-père l'était. La preuve, j'ai une photo de lui en kilt. On le voit de fière allure en compagnie du roi Edward VIII, inspectant la première troupe de *joueuses* à la cornemuse que le premier fonda peu de temps avant que le dernier n'abdique.

Mon lien personnel avec l'Écosse est plus ténu. J'ai passé en tout et pour tout une nuit de ma vie sur place, à Édimbourg. J'y faisais pour ARTE un film sur la Vieille Alliance entre ce pays et celui qui est désormais le mien – la France. À ce propos, nous avons tourné dans les Archives Nationales. On m'a montré le document autorisant les Écossais et les Français à réclamer sans entrave leurs identités respectives, disposition légale qui n'a jamais été révoquée. Je le dis à titre indicatif, mais *good luck with that.* Sinon, nous avons filmé dans un *fish and chip shop*. J'y ai regardé, avec un effroi *typically* anglais, cette particularité culinaire de ceux que je dois désormais considérer comme mes ancêtres : *Fried Mars bars* – des barres chocolatées frites – et ce, dans la même huile que les haddocks !

Quant au pays de Galles, j'ai fait mieux. J'ai réussi à y passer une seule nuit de ma vie sans m'en apercevoir. J'étais à Broughton pour animer une convention pour Airbus. Ils y fabriquent leurs ailes gigantesques. Je remarque le grand panneau bilingue me

souhaitant, (bien trop tard car j'avais déjà pris mon envol), *Croeso i Gymru* (Bienvenue chez nous, en VO).

Mais là ! Je ne suis pas anglais ? *Damned !* Il ne s'agit pas, apparemment, de ne pas être *aussi* anglais que je ne le pensais. Le fait est que, selon les résultats de ce test, il n'y a même pas le moindre millième d'un petit pourcentage de ce qui, jusqu'alors, semblait constituer la majeure partie de mon identité.

Tout cela grâce au Brexit. Ça y est, je prends le large ! Je me sens bizarrement *free*. À en juger par ce que je viens de voir, les idées, même les plus *safe*, concernant qui nous sommes prennent sérieusement des allures du grand n'importe quoi, si ce n'est du plomb dans leurs ailes, fussent-elles gigantesques !

J'aurais dit « *shocking !* »… si j'avais été anglais.

Maquette de couverture : Le-Petit Atelier

© 2019, éditions Jean-Claude Lattès.
Première édition mars 2019.

www.editions-jclattes.fr

ISBN : 978-2-7096-5590-3

TABLE

Couverture

Page de titre

Du même auteur

Green screen

Crabes

Patates

Pigeons

Gifles

Coquelicots

Baïonnettes

Tyrans

Orgies

Flirts

Myopes

Pavés

Tréteaux

Croûtes

Pelles

Soucoupes

Cédilles

Timbres

Ailes

Page de copyright